



CENTRE TECHNIQUE DE COOPÉRATION AGRICOLE ET RURALE (ACP-UE)

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'Union européenne. Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE.

Le CTA a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine. Les programmes du CTA sont conçus pour : fournir un large éventail de produits et services d'information et mieux faire connaître les sources d'information pertinentes ; encourager l'utilisation combinée de canaux de communication adéquats et intensifier les contacts et les échanges d'information, entre les acteurs ACP en particulier ; renforcer la capacité ACP à produire et à gérer l'information agricole et à mettre en œuvre des stratégies de GIC, notamment en rapport avec la science et la technologie. Le travail du CTA tient compte de l'évolution des méthodologies et des questions transversales telles que le genre et le capital social.

CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas

- © CTA 2004
- ISBN 92 9081 282 6
- ÉDITION CTA, Wageningen (Pays-Bas)
- RÉDACTION (VERSION ORIGINALE ANGLAISE) ET RÉALISATION Sayce Publishing, Londres (Royaume-Uni)
- MAQUETTE Anita Mangan, Londres (Royaume-Uni)
- TRADUCTION Baty Ba, Courbevoie (France)
- IMPRESSION Goodman Baylis, Worcester (Royaume-Uni)





Centre technique de coopération
agricole et rurale

RAPPORT ANNUEL 2003





Centre technique de coopération agricole et rurale
(Accord de Cotonou ACP-CE)

Siège

Agro Business Park 2
6708 PW Wageningen
Pays-Bas

Tél. : +31 317 467100 ; fax : +31 317 460067 ; e-mail : cta@cta.int

Adresse postale :

Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas

Antenne de Bruxelles

Rue Montoyer 39
1000 Bruxelles
Belgique

Tél. : +32 2 513 7436/2 502 2319 ; fax : +32 2 511 3868
E-mail : boto@cta.int ; cta.bxl@cta.int ; cta.bxl@skynet.be

Antenne régionale des Caraïbes

Caribbean Agricultural Research and Development Institute (CARDI)
University Campus
St Augustine
Trinidad WI

Tél. : +1 868 645 1205 ; fax : +1 868 645 1208 ; e-mail : infocentre@cardi.org

Antenne régionale du Pacifique

Institute for Research, Extension and Training in Agriculture (IRETA)
University of the South Pacific
Alafua Campus
Private Mail Bag
Apia
Samoa

Tél. : +0685 22372/21882 ; fax : +0685 22933/22347 ; e-mail : uspireta@samoa.usp.ac.fj

Site Web du CTA : www.cta.int/indexfr.htm

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	v
<i>Carl B. Greenidge</i>	
Connexité et capital social : les incidences sur le développement agricole et rural	1
<i>Jules Pretty et Gesa Wesseler</i>	
ACTIVITÉS DU CTA	17
Être en contact avec le public, but des services d'édition et d'information du CTA	18
En vedette : le département Produits et services d'information	26
Appui aux réseaux régionaux de politiques agricoles par la création de communautés électroniques	28
En vedette : le département Services et canaux de communication	34
Répondre aux besoins des organisations paysannes dans un monde en mutation	36
En vedette : le département Techniques et systèmes de gestion de l'information et de la communication	42
L'approche du CTA en matière d'apprentissage organisationnel	44
En vedette : Planification et services communs	50
Commerce et négociations commerciales : améliorer les compétences et les connaissances des pays ACP	52
En vedette : les questions transversales liées au commerce	58

Administration, budget et développement des ressources humaines	60
Comité consultatif du CTA	64
États ACP et UE	70
PRODUITS ET SERVICES DU CTA	71
Département Produits et services d'information	72
Département Services et canaux de communication	79
Département Techniques et systèmes de gestion de l'information et de la communication	89
Planification et services communs	95
Calendrier des événements du CTA en 2003	98
Sigles, abréviations et acronymes	101

INTRODUCTION

Pour cette année 2003, le CTA s'est doté de moyens accrus pour mener à bien ses missions actuelle et future. Nous avons mobilisé les ressources humaines nécessaires – grâce à de nouvelles compétences et en élargissant le champ d'action de certains départements – pour progresser sur différents axes, et introduire de nouvelles approches dans nos programmes et nos projets.

Un premier défi porte sur la couverture géographique et thématique, un second sur l'image même du CTA et le message qu'il transmet par ses activités. La confusion entre l'opinion qui règne sur notre travail et l'action que nous menons mérite en effet d'être expliquée.

La couverture géographique

Malgré les efforts consentis pour limiter les programmes à deux ans, le CTA a tendance à orienter un peu trop son action sur le même groupe de pays ACP. Des pays sont délaissés et attendent que leurs préoccupations soient prises en compte. Cela ne concerne pas seulement les régions des Caraïbes et du Pacifique – constituées principalement de petits États insulaires – mais aussi les quatre régions du continent Africain.

En 2003, nous avons essayé de prendre davantage en considération ces pays et de réfléchir aux mécanismes permettant de mieux les associer aux interventions habituelles du CTA. Pour cela, nous avons pris contact avec les partenaires susceptibles de nous recommander



des organismes locaux habilités. Cette démarche est en cours dans les Caraïbes, dans le Pacifique et dans certains pays non anglophones d'Afrique et des Caraïbes.

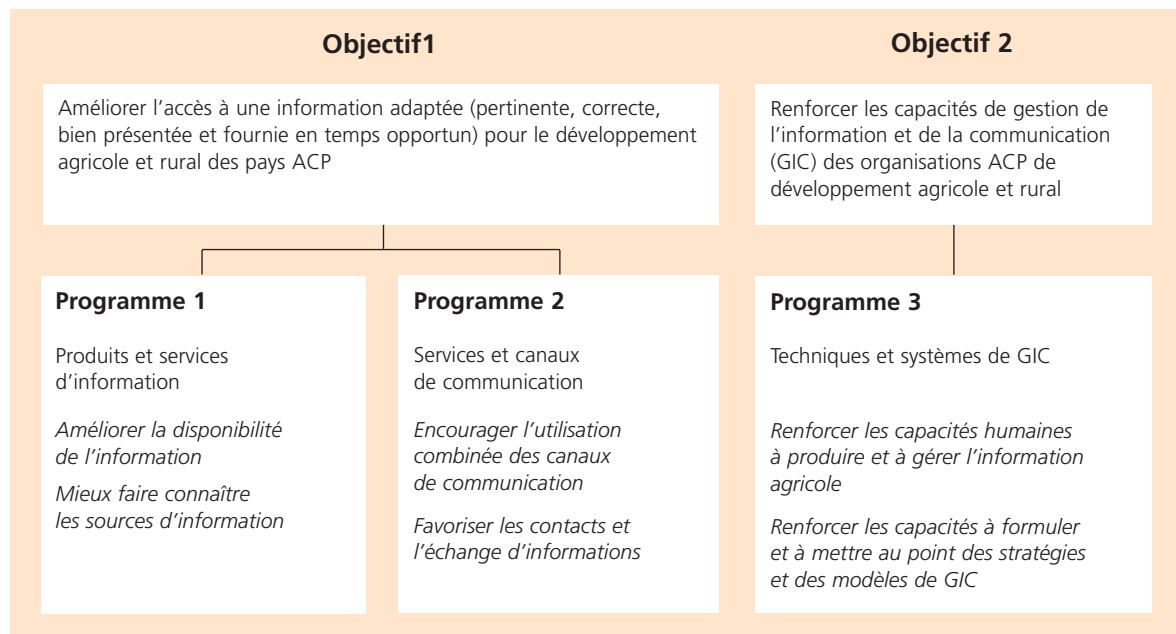
Nous avons aussi approché les institutions qui couvrent mieux certains pays dans chacune des régions. Dans les Caraïbes, par exemple, l'attention tend à se focaliser sur les États les plus riches et les plus connus, le CTA dirigeant ses actions plutôt vers les membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM),

et essentiellement vers les pays anglophones – même si le Suriname (néerlandophone) en fait partie et Haïti (francophone) en sera bientôt membre. Nous travaillons surtout par l'intermédiaire du Caribbean Agricultural Research and Development Institute (CARDI), qui couvre de façon adéquate les pays CARICOM et qui prépare, en collaboration avec le Secrétariat de la CARICOM, l'intégration du Suriname et de Haïti. Mais d'autres pays restent exclus de ce groupe majoritairement anglophone, comme la République dominicaine (hispanophone), pourtant l'un des plus grands pays de la région. Nous nous sommes donc mis en relation avec l'Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA), qui est en contact avec ces régions.

Notre démarche a porté ses fruits. Notre collaboration en vue de la création puis du soutien d'un réseau régional de politiques

agricoles dans les Caraïbes en est un exemple édifiant. Non seulement le Suriname a accueilli un atelier dédié à cette question, mais il a joué un rôle de premier plan et s'est proposé pour abriter le centre du réseau. De même, nous avons planifié des réunions en République dominicaine. La situation s'avère plus difficile en Haïti mais nous enregistrons des progrès, liés directement à notre récente association avec l'IICA. Nous comptons aussi approcher d'autres entités régionales, comme la Banque interaméricaine de développement. Présente dans tous les États ACP de la région, celle-ci dispose en effet des moyens de financement et d'analyse nécessaires, et s'est intéressée à la mise en réseau en participant à la création du réseau PROCICARIBE (Caribbean Agricultural Science and Technology Network System). La collaboration avec de telles institutions dépendra essentiellement des capacités techniques et financières qu'elles peuvent faire valoir et que

Objectifs du CTA



n'ont pas le CTA et le CARDI. Nous procédons de la même façon en ce qui concerne certains pays africains.

Par ailleurs, nous sommes en relation avec des agences bilatérales et multilatérales dans la région Pacifique pour engager des actions communes avec l'appui d'organismes australiens et de la Banque mondiale. Nous espérons que nos efforts seront récompensés, à l'instar de notre actuelle collaboration avec les agences de la région des Caraïbes.

La couverture thématique

Le Centre a identifié des thèmes prioritaires – notamment la lutte contre la pauvreté, la diversification agro-industrielle, la biotechnologie végétale et les innovations dans les exploitations agricoles – à prendre en considération pour contribuer efficacement au développement des pays ACP. S'agissant de la lutte contre la pauvreté, nous travaillons sur différentes approches qui nécessitent des connaissances techniques et une capacité d'expertise dans de nombreux domaines. L'intérêt naissant de l'approche du développement durable par une amélioration du mode d'existence en est un exemple. Dans ce domaine, comme dans d'autres, le CTA entend non seulement valoriser les compétences de son personnel, mais aussi s'associer à des collaborateurs capables de traiter ces thèmes.

En ce qui concerne la diversification agro-industrielle, il nous semble que les pays ACP sont réticents à diversifier leur production, quand il s'agit d'abandonner une culture pratiquée avec succès depuis longtemps. En effet, souvent aucun choix viable ne leur est proposé, ni l'aide nécessaire pour mettre en œuvre une quelconque solution. Le CTA refuse de tomber dans ce piège. C'est pourquoi nous travaillons en étroite

collaboration avec plusieurs partenaires dans le cadre de l'Accord de Cotonou et, dans ce domaine, le Centre pour le développement de l'entreprise (CDE) est le plus proche interlocuteur du CTA, notamment pour traiter le thème de la diversification agro-industrielle.

Ensemble, nous travaillons au développement des marchés des produits pharmaceutiques à base de plantes, afin de renforcer les nombreuses industries du secteur. Le CDE est capable d'identifier les partenaires du secteur privé, de financer les études préliminaires aux projets de diversification, et il dispose aussi de capacités techniques. De même, nous sommes associés au Secrétariat du Commonwealth, réputé pour ses compétences dans le domaine de la réglementation sur les produits pharmaceutiques.

Le CTA doit aussi examiner, avec les pays ACP, les questions posées par la biotechnologie végétale, les organismes génétiquement modifiés (OGM), les produits transgéniques, et réfléchir globalement à ces questions. En étroite collaboration avec l'agence allemande, Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), nous sensibilisons les journalistes à ces questions. De plus, le CTA met actuellement en place un portail Internet « Connaissances pour le développement », dédié aux sciences et aux technologies, pour alimenter le débat sur ces questions. Nous recherchons également la collaboration d'autres agences capables d'organiser des débats susceptibles d'intéresser les pays ACP.

En matière d'innovation agricole, notre objectif est d'encourager la création de systèmes agricoles novateurs dans les pays ACP. L'Université de Maastricht, l'une des principales institutions impliquées, est en mesure d'analyser les politiques et les systèmes ACP ayant une incidence sur l'innovation agricole. Pour mettre

en place le portail dédié aux sciences et aux technologies, nous avons sollicité l'Université et des agences ayant des compétences complémentaires des nôtres. L'Université nous aidera à renforcer la capacité des systèmes agricoles nationaux afin de faciliter les innovations dans les exploitations agricoles. Des recherches sont entreprises et nous solliciterons des partenaires comme l'Université de Maastricht, très avancée dans ce domaine, pour valoriser ces résultats et préparer des actions.

Dans le domaine de l'innovation et de la diversification, l'appui du CTA a été sollicité en 2003 pour résoudre les difficultés de vente de la banane que rencontrent les producteurs en Afrique de l'Est. A l'issue des réflexions, nous avons conclu que l'aide la plus efficace consisterait à diversifier l'utilisation de la banane, plutôt que de préconiser d'autres cultures. C'est pourquoi le CTA s'est tourné vers le Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain (INIBAP) et collabore avec les agences locales impliquées dans cette production. Nous nous inspirons de l'expérience asiatique pour la transformation de la banane et cherchons à transposer cette expérience en Afrique de l'Est. Proposer de nouveaux modes de transformation de la banane valoriserait cette production et encouragerait la politique de diversification du secteur dans la région. Ces propositions pourraient intéresser d'autres régions productrices de banane qui connaissent des problèmes de débouchés à l'exportation.

Le message du CTA

Le fait que la plupart de nos interlocuteurs méconnaissent le libellé exact du sigle « CTA » est devenu un sujet de plaisanterie continu. En effet, si le sigle est composé de trois lettres, le libellé, lui, ne contient-il pas sept mots ? La plupart des personnes ne savent pas faire le lien

entre les trois lettres et les sept mots. En outre, pour les anglophones, le sens des termes « coopération » et « centre technique » n'est pas clair et induit une perception erronée. Ainsi, CTA serait perçu comme une structure composée de laborantins habillés de blouse blanche, mettant en commun leurs ressources dans le cadre d'un contrat de coopération. En référence au titre d'un film récent, *Lost in translation*, le libellé du « CTA » a, d'une certaine façon, perdu son sens ! Et cela explique, en partie, pourquoi le public n'a pas toujours une idée précise des activités du Centre. Une situation qui, de toute évidence, mérite d'être clarifiée.

Ce problème est dû me semble-t-il, dans une certaine mesure, à la nature des activités du CTA, à savoir l'information et la communication, et au fait que dans ce secteur, toutes les institutions rencontrent les mêmes difficultés à expliquer ce qu'elles font. Dernièrement, nous avons commandé à un consultant un document sur le CTA qui, lorsqu'il nous a été remis, nous a interpellé. En effet, en voulant classer les activités du CTA sur la base des domaines d'intervention, un nombre très élevé de domaines et d'approches, à la fois complexes et variés, ont été répertoriés. Ceux-ci couvraient les thèmes habituels sur l'agriculture – désertification, gestion durable, cultures biologiques, aquaculture – et une pléthore de thèmes en rapport avec l'information agricole comme le genre, les technologies de l'information et de la communication, la radio, la jeunesse et l'édition électronique. Vu sous cet angle, le CTA ressemblait fort à un amalgame incohérent.

Ainsi en 2003, nous avons décidé de réfléchir à ce problème. Comment améliorer la perception des activités du CTA par nos partenaires, par les responsables politiques de tutelle, mais aussi par les membres de la société civile des pays du Nord et du Sud intéressés par notre action ?

Les résultats de nos réflexions seront communiqués en 2004.

La confusion au sujet de notre action semble également provenir de la capacité limitée – en termes organisationnels et financiers – de nos partenaires ACP à se présenter et, a fortiori, à présenter leur collaboration avec le CTA. Chez nos partenaires régionaux traditionnels dans les Caraïbes, le CARDI, et dans le Pacifique, l'IRETA (Institute for Research, Extension and Training in Agriculture), nous nous sommes aperçus qu'il était nécessaire d'améliorer la diffusion des documents censés renforcer l'image institutionnelle du CTA, et de valoriser auprès d'un large public les activités réalisées en collaboration avec le CTA. Après avoir étudié cette question en 2003, nous avons l'intention de mettre en œuvre les solutions préconisées en 2004.

■ Activités en cours et perspectives nouvelles ■

Pour répondre aux préoccupations de nos partenaires nationaux et régionaux – évoquées lors d'une réunion en 2002 – et aux problèmes incessants posés par nos systèmes de comptabilité et de gestion de projets, mais aussi par leur interface, nous avons totalement revu ces deux systèmes. Nous nous sommes efforcés de traiter les problèmes constatés en comptabilité et d'établir une interface plus adaptée entre la gestion comptable et la gestion de projets. Par ailleurs, il a été décidé d'opter pour un nouveau logiciel de gestion de projets, en raison de l'ancienneté du logiciel du Centre.

Deux des collaborateurs recrutés en 2003 dans les services de comptabilité et d'informatique se sont consacrés à la mise à niveau des deux systèmes. Grâce à ce travail, l'audit de 2002 a pu être effectué en temps voulu.

Parallèlement, nous avons accéléré le processus, engagé en 2002, d'intégration des technologies d'information et de communication (TIC) nouvelles et conventionnelles, pour nos propres activités et celles conduites avec les partenaires. Notre accord de partenariat avec WorldSpace a permis la diffusion par satellite de notre magazine vedette, *Spore*. La combinaison entre la diffusion par satellite, l'envoi de documents imprimés et en format électronique, offre la possibilité d'atteindre un public plus large.

La réunion de l'Observatoire du CTA sur les technologies de l'information et de la communication a porté en 2003 sur le thème de la vulgarisation (voir p. 50). Sa préparation a mobilisé plusieurs partenaires. Dans un contexte de démantèlement des services de vulgarisation dans la plupart des pays ACP et, comme souvent, en l'absence de toute structure de remplacement, les participants ont réfléchi aux moyens d'utiliser les TIC pour informer les agriculteurs, leur permettre de communiquer entre eux et d'échanger avec d'autres acteurs.

Pour concrétiser notre engagement en faveur du processus d'élaboration de politiques agricoles dans les régions ACP, nous nous sommes intéressés aux questions liées aux négociations commerciales sur l'agriculture menées à l'échelle internationale. Nous étudions ainsi une série de questions soulevées lors du Sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancún, concernant les besoins des pays ACP. L'une d'elles a retenu particulièrement notre attention : le contentieux sur le coton. Le CTA a décidé d'apporter son appui aux producteurs de coton des pays ACP qui sont confrontés à ce problème, souvent reconnu comme injuste, révélateur du rapport de forces asymétrique entre le Nord et le Sud. Les producteurs de coton des pays ACP ont une capacité d'organisation relativement faible et ils sont peu nombreux, ce qui leur donne peu de poids

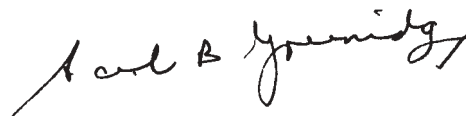
dans la discussion (voir p. 55). En collaboration avec Solagral, nous avons lancé plusieurs initiatives : la sensibilisation de l'opinion internationale à cette question, l'organisation de débats avant le sommet de Cancún sur les différentes questions en jeu et la proposition d'un soutien logistique pour améliorer l'information pendant toute la durée du sommet (voir p. 58).

Entre-temps, lors de la discussion des négociations ACP-UE sur les Accords de partenariat économique (APE) sur le plan régional, le CTA a apporté son soutien à plusieurs partenaires pour qu'ils défendent mieux les dossiers concernant certains produits. Le plus emblématique d'entre eux est probablement celui de la pêche, thème sur lequel nous avons organisé un séminaire, avec le soutien du Secrétariat du Commonwealth, afin d'identifier les questions clés que les pays ACP pourraient soulever pendant les négociations avec l'UE (voir p. 59). La même démarche a été entreprise après une réunion organisée à Fidji afin de prêter main forte aux acteurs de l'industrie sucrière pour qu'ils affinent leur position dans l'attente des propositions de l'UE dans ce secteur. Les comptes rendus de

ces travaux seront publiés en 2004. Un rapport a également été produit sur le commerce de thon dans la perspective des discussions ACP-UE.

Dans le domaine des échanges ACP-UE, nous avons également étudié le dossier sensible des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). La réglementation SPS appliquée par l'UE et son impact sur les pays ACP ont été analysés, ainsi que les problèmes juridiques et agricoles que posent certains règlements.

Dans l'ensemble, 2003 a été l'année où le CTA a véritablement occupé une place de premier plan. Il est passé d'une aide discrète au développement des pays ACP grâce à l'offre d'informations, à un rôle élargi géographiquement, plus équilibré dans les thèmes traités, et son action est devenue plus visible. Sa capacité à anticiper les initiatives en matière de développement s'est nettement renforcée, non seulement grâce à un élargissement des compétences de son personnel, mais aussi grâce à l'expertise et à l'expérience des organisations avec lesquelles il a conclu de nouveaux accords de partenariat.



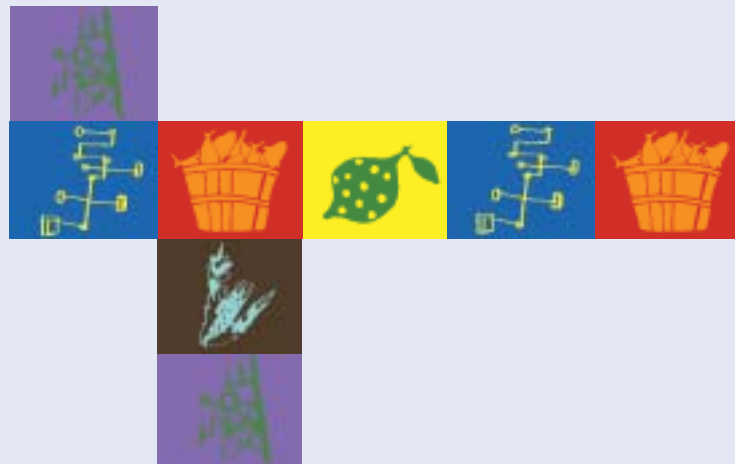
Carl B. Greenidge
Directeur du CTA



RAPPORT ANNUEL 2003 EN POINT DE MIRE

Connexité et capital social :
les incidences sur le développement
agricole et rural

Jules Pretty et Gesa Wesseler



Connexité et capital social : les incidences sur le développement agricole et rural

Jules Pretty et Gesa Wesseler

Le nouveau concept de capital social se réfère à la valeur des relations de confiance et de connexité entre les personnes. C'est un préalable à la gestion durable du développement agricole et des ressources naturelles. D'après un nombre croissant d'études, l'organisation en groupe et la mise en commun des connaissances pour réaliser des projets ont pour conséquence une amélioration de la productivité agricole et de la gestion durable des ressources naturelles.

Pourquoi la connexité est-elle importante ?

Depuis que les sociétés gèrent des ressources naturelles, elles le font dans un cadre collectif : notamment la gestion des ressources en eau et des ressources halieutiques, la division du travail et la vente, la cogestion des pâturages. Cette collaboration s'est institutionnalisée et a donné naissance à diverses formes d'associations locales : cercles claniques ou familiaux, groupements de chefs traditionnels, collectifs d'usagers de l'eau, comités de gestion des pâturages, associations d'entraide féminine, clubs de jeunes, groupes de recherche

en milieu paysan et confréries religieuses (Pretty, 2002).

Même si, historiquement, de nombreuses sociétés ont parfaitement compris les règles et les normes de gestion des ressources – pour la gestion collective de l'eau en Egypte, en Mésopotamie et en Indonésie, la collecte de l'eau en Afrique septentrionale romaine et le sud-ouest de l'Amérique du Nord, la transhumance dans les Andes et dans les régions arides d'Afrique –, la connexité, qui caractérise ces comportements de groupe, et son importance dans le développement rural n'ont été reconnus que récemment. Dans de nombreux pays, les politiques mises en œuvre ont tendance à vouloir changer le comportement des individus plutôt que celui des groupes (Pretty, 2003).

Parfois, ces pratiques ont affaibli les associations locales, provoquant ainsi la détérioration des ressources naturelles. En Inde, par exemple, on assiste depuis cinquante ans à la disparition des systèmes locaux de gestion des ressources en propriété commune, conduisant à la surexploitation, au manque d'entretien et à la

dégradation physique de ces ressources. L'évolution constatée par Jodha en 1990 dans 82 villages de sept États de l'Inde, par rapport aux années 1950–1960 était la suivante : seulement 10 % des villages réglementaient encore le pâturage du bétail ; il n'y avait plus de taxe prélevée sur le pâturage, ni de sanction contre les personnes violant le règlement local ; de même, seulement 16 % des villages obligeaient encore les usagers à mettre en valeur les ressources en bien commun. Dans d'autres régions de l'Inde, la propriété privée et l'irrigation avec les eaux de surface ou souterraines ont globalement remplacé les systèmes de gestion collective (Kothari *et al.*, 1998). La disparition progressive de ces institutions locales remet en cause le devenir des ressources naturelles et l'avenir des nombreuses familles rurales qui en dépendent.

Contrairement au capital monétaire, le capital naturel (Costanza *et al.*, 1997, 1999) est considéré, en partie, comme un bien public ayant rarement une valeur marchande. Les « biens publics », lorsqu'ils sont consommés par un membre du groupe, restent accessibles et disponibles ou peuvent être consommés par les autres membres (Taylor, 1982 ; Ostrom, 1990). En l'absence de règles, les individus sont enclins à surexploiter les biens publics et à ne pas y investir, mais à en tirer profit ; c'est le problème du « passager clandestin » (*free-ride*) (Hardin, 1968). Alors que l'on considère que les biens publics sont gratuits et n'ont donc pas de valeur marchande, les pratiques commerciales montrent qu'ils ont un prix une fois transformés.

Ainsi, les recettes issues de la transformation d'une forêt en bois de construction apparaissent dans les comptes de la Nation, alors que les biens et les services perdus (gibier, fourrage, équilibre climatique, biodiversité) ne sont pas comptabilisés. Des institutions sociales fondées sur la confiance, la réciprocité, les normes et les règles de comportement fixées d'un commun

accord, peuvent atténuer ce comportement indiscipliné.

Qu'est-ce que le « capital social » ?

Le « capital social » part du principe selon lequel les relations et les normes sociales sont importantes pour garantir des moyens d'existence durables. Défini par Coleman (1988) comme étant « la structure des relations entre et parmi les acteurs sociaux » qui favorise les activités productives, Putnam (1993, 2000) a ensuite vulgarisé le terme. Le concept repose sur quatre principes (Pretty et Ward, 2001 ; Pretty, 2002) :

- relations de confiance mutuelle ;
- réciprocité et échange ;
- règles, normes et sanctions communes ;
- connexité, réseaux et groupes.

La confiance facilite la coopération. Elle réduit les coûts de transaction entre les personnes et donc libère des ressources. Au lieu d'investir dans la surveillance des autres, les individus ont confiance que les autres agiront selon les règles convenues. Cela permet également d'instaurer une obligation sociale de réciprocité. Nous faisons confiance d'une part aux individus que nous connaissons, et d'autre part à des personnes que nous ne connaissons pas mais qui appartiennent à une structure sociale qui nous est familière. Il faut du temps pour bâtir la confiance mais il est très facile de la briser (Fukuyama, 1995) ; une société en proie à la méfiance a peu de chances de voir émerger ou prospérer la coopération.

De même, la réciprocité et l'échange renforcent la confiance. La réciprocité prend deux formes : la réciprocité spécifique fait référence à l'échange simultané de biens de valeur équivalente, la réciprocité diffuse correspond à des relations

d'échange continues qui s'équilibrent dans le temps. La réciprocité contribue ainsi à créer sur le long terme des devoirs mutuels.

Les règles, les normes et les sanctions communes sont les normes de comportement, transmises ou convenues d'un commun accord, qui placent les intérêts du groupe au-dessus des intérêts individuels. Elles donnent à l'individu la confiance de s'investir dans les activités du groupe, sachant que les autres en feront autant. Chacun prend ses responsabilités et veille à ce que ses droits ne soient pas bafoués. Par ailleurs, ceux qui violent les règles en connaissance de cause seront punis selon des sanctions définies d'un commun accord. Les règles formelles sont celles fixées par les autorités – à l'instar des lois et des règlements – alors que les règles informelles sont celles qu'appliquent les individus à leur comportement quotidien en société. En revanche, les normes sont des préférences indiquant comment les individus devraient agir. Un capital social élevé suppose un degré élevé de « moralité interne », un équilibre entre droits individuels et responsabilité collective.

La connexité, les réseaux et les groupes sont des aspects essentiels du capital social. Il existe trois formes importantes de connexité : la liaison (*bonding*), le rapprochement (*bridging*) et la liaison verticale (*linking*) (Woolcock, 1998). La liaison renvoie aux relations de proximité entre des personnes ayant des objectifs communs, notamment au sein de différents groupes locaux : corporations socioprofessionnelles, associations d'entraide, clubs de sport, coopératives de crédit, groupements de gestion des forêts ou des ressources halieutiques, cercles littéraires, associations de femmes. Le rapprochement se réfère aux relations entre des groupes pouvant avoir des opinions différentes. Cette relation horizontale peut parfois déboucher sur la création de plates-formes et d'organisations faitières qui représentent un nombre important d'individus et

d'associations. La liaison verticale se rapporte à une relation dans laquelle un groupe veut influencer les politiques ou utiliser les ressources de communautés extérieures.

De plus en plus d'études montrent qu'un niveau de capital social élevé va de pair avec une amélioration du bien-être économique et social. Les communautés dans lesquelles le sentiment d'appartenance au groupe – donc la connexité – est plus développé bénéficient de meilleurs revenus, comme en Tanzanie, en Inde et en Chine (Narayan et Pritchett, 1996 ; Krishna, 2002 ; Wu et Pretty, 2004), d'une meilleure santé (Pevalin et Rose, 2003), d'une plus grande réussite dans le domaine de la formation (Fukuyama, 2000), d'une forte cohésion sociale et de relations plus constructives avec les autorités gouvernementales (Putnam, 2000).

Bien sûr, la capacité des groupements locaux à créer des bienfaits économiques et environnementaux ne doit pas être idéalisée. Des divisions et des différences existent au sein des communautés, et des conflits peuvent causer des dégâts importants sur l'environnement. Toutes les formes de relations sociales ne conviennent pas à chacun des individus du groupe. Une société très organisée, avec de solides institutions et des règles de réciprocité bien assimilées, peut être fondée sur des relations de crainte et de pouvoir ; c'est le cas des sociétés féodales, racistes et injustes (Knight, 1992). Également, les règles et les normes risquent d'enfermer les personnes dans des réglementations sociales néfastes. Ainsi, une société peut sembler bénéficier d'innombrables atouts sociaux, avec des structures familiales et des groupes religieux solidement implantés, mais compter des gens maltraités ou exploités. De même, l'action de certaines associations constitue un obstacle au développement durable, en raison du conformisme, du maintien des inégalités et des conflits, et en laissant à quelques-uns le pouvoir

de prendre les décisions. C'est pourquoi, nous devons être conscients des aspects négatifs des relations sociales et de la connexité (Portes et Landholt, 1996).

Les avancées du capital social

Les programmes d'action collective ont connu récemment un développement spectaculaire dans le monde : gestion communautaire, participative, décentralisée, locale, cogestion... Cette avancée provient essentiellement des processus d'apprentissage participatifs qui favorisent l'émergence de groupes locaux, notamment pour :

- l'aménagement de bassins versants ;
- la gestion des périmètres irrigués ;
- l'octroi de micro-crédits ;
- la gestion des forêts ;
- la lutte intégrée contre les ravageurs ;
- la préservation de la biodiversité ;
- les groupes de recherche en milieu paysan.

Au cours des dix dernières années, 400 000 à 500 000 nouveaux groupes seraient apparus, principalement dans les pays en développement (Pretty et Ward, 2001). Constitués en petites associations de 20 à 30 membres en moyenne, ils touchent 8 à 15 millions de personnes. De nombreux groupes sont impliqués dans l'action collective et participative, qualifiée de vitale pour l'évolution des conditions de vie des communautés par Flora et Flora (1993).

Aménagement de bassins versants

Les organismes publics et les organisations non gouvernementales (ONG) ont pris conscience que la protection des bassins versants et des cours d'eau nécessite la participation des populations locales. En outre, l'émergence de

solutions durables dépend de la motivation des agriculteurs à mettre en œuvre des pratiques culturales qui préservent les ressources. Cela implique également des processus participatifs pour que les différents acteurs discutent des problèmes communs et créent des associations pouvant diffuser des pratiques bénéfiques pour tous. Ainsi, se sont multipliés des programmes axés sur les micro-bassins, de quelques centaines d'hectares, qui regroupent des personnes qui se connaissent et qui se font confiance. Les résultats sont très prometteurs, la plupart des agriculteurs assurent avoir amélioré leurs rendements. Parallèlement, ils constatent des effets positifs sur la reconstitution des nappes souterraines, les sources, les arbres, le microclimat, la restauration des terres communes, et par conséquent des retombées positives pour l'économie locale. Depuis dix ans, près de 50 000 groupes de ce type se sont formés en Australie, au Brésil, au Burkina Faso, au Guatemala, au Honduras, en Inde, au Kenya, au Niger et aux États-Unis d'Amérique.

Gestion des périmètres irrigués

Bien que l'irrigation soit essentielle pour l'agriculture, l'eau est rarement utilisée de façon efficace. Sans réglementation ni contrôle, la surexploitation par les premiers qui accèdent à la ressource provoque des pénuries pour l'utilisateur d'aval, des conflits d'allocation de l'eau, des problèmes d'engorgement, de drainage et de salinité. Mais lorsque le capital social est suffisamment développé, les collectifs d'usagers de l'eau, régis par les règles locales en vigueur, sont mieux à même de tirer parti des ressources existantes que des individus isolés. Les effets se révèlent généralement positifs : hausse de la production de riz, contribution des agriculteurs au fonctionnement du système, efficacité en termes d'utilisation et de répartition équitable de l'eau, diminution des pannes du système et

baisse du nombre de plaintes auprès des pouvoirs publics.

Octroi de micro-crédits

Une innovation majeure de ces dernières années dans les pays en développement a été la mise en place de systèmes de crédit et d'épargne pour les familles les plus démunies, qui ne présentent pas les garanties exigées par les banques. Les professionnels ont commencé à se rendre compte qu'il était possible d'accorder des micro-crédits aux groupes et de s'assurer des taux de remboursement élevés. En effet, les groupes locaux responsables de la gestion des ressources financières se sont révélés beaucoup plus efficaces que les banques. La Grameen Bank au Bangladesh a été pionnière : elle aide les femmes à s'organiser en groupes et leur prête de l'argent ; elle compte aujourd'hui plus de deux millions de membres dans 34 000 villages. Ailleurs au Bangladesh, l'ONG Proshika a aidé à la constitution de 75 000 groupes locaux. Ces institutions de micro-crédit suscitent désormais un grand intérêt dans le monde.

Gestion des forêts

Dans de nombreux pays, les forêts sont propriété de l'État ou sont gérées par celui-ci. Parfois, des droits d'exploitation de certains produits sont accordés aux populations. Ces dernières années, les gouvernements ont admis qu'il leur était impossible de protéger les forêts sans la participation des communautés locales. Cela implique l'octroi de droits d'exploiter une série de produits (bois de construction ou autres), et l'exercice d'une responsabilité conjointe pour protéger et mettre en valeur les sols dégradés. Des changements spectaculaires sont intervenus en Inde et au Népal. Les expériences locales

lancées dans les années 1980–1990 ont permis d'accélérer la régénération biologique et d'accroître les revenus, ce qui a incité les gouvernements – en 1990 en Inde et en 1993 au Népal – à proposer des politiques en faveur de la gestion conjointe et participative des ressources forestières. Encouragées, les ONG se sont impliquées davantage pour faciliter la création de groupes locaux. Ce sont aujourd'hui près de 70 000 comités de protection des forêts qui gèrent plusieurs millions d'hectares selon leurs propres règles et systèmes de sanctions. Les avantages sont multiples : hausse de la productivité du bois de chauffage et du fourrage, amélioration de la biodiversité dans les forêts régénérées et augmentation des revenus des populations démunies.

Lutte intégrée contre les ravageurs

La lutte intégrée contre les ravageurs utilise des stratégies de lutte phytosanitaire qui sont à la fois intégrées, durables et non polluantes, et capables de réduire les populations de ravageurs à un niveau souhaitable. Plus complexe que la pulvérisation de pesticides, la lutte intégrée contre les ravageurs requiert non seulement un capital humain élevé – capacité d'analyse et compréhension des principes agroécologiques – mais également une coopération efficace entre les agriculteurs. Ces dernières années se sont créés des comités paysans de lutte intégrée contre les ravageurs et « des champs-écoles », *Farmer Field Schools* (FFS), où chaque semaine pendant la saison de culture, les agriculteurs se rencontrent, échangent des informations et conduisent des expériences. Le programme des FFS, soutenu par l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres agences d'aide au développement, s'est étendu en Asie et en Afrique. Grâce à ce programme, près de 1,8 million de paysans pratiqueraient aujourd'hui une agriculture plus

viaible. De plus, ce dispositif encourage les agriculteurs à travailler ensemble pour la mise au point de techniques culturales plus durables et à faible coût.

Préservation de la biodiversité

L'action collective et les programmes de travail en groupe concernent plusieurs aspects de la biodiversité :

- l'agrobiodiversité, en particulier les variétés cultivées et la diversité des races animales ;
- la diversité des systèmes agricoles, qui incluent de nombreuses composantes de la biodiversité ;
- la biodiversité animale et végétale hors de l'exploitation (haies, zones boisées et forêts, bassins d'élevage, viviers, torrents) ;
- la biodiversité des zones protégées où la cueillette des produits sauvages peut être autorisée.

Si l'on veut réellement préserver et améliorer la biodiversité dans les différents milieux ; il faut multiplier les programmes participatifs dans les régions concernées.

Groupes de recherche en milieu paysan

Habituellement, la recherche agricole conduit des expériences en laboratoire en conditions contrôlées, puis transmet aux paysans les découvertes à mettre en pratique. Les paysans n'ont donc aucune maîtrise de ce processus et trouvent inadaptées la plupart des techniques préconisées, ce qui amoindrit l'efficacité de la recherche. Mais les organisations paysannes peuvent inverser la tendance en aidant les instituts de recherche à répondre à leurs besoins, et créer une valeur ajoutée locale en participant à la mise au point et à l'adaptation des

technologies. L'auto-apprentissage est essentiel pour l'agriculture durable ; les paysans peuvent juger par eux-mêmes ce qui est efficace.

Encourager la création du capital social

Le développement du capital social et les progrès réalisés dans ce domaine plaident également en faveur de l'intégration de cette notion dans les projets, prioritairement pour :

- la mise en place de méthodes d'apprentissage participatif et social (logiciels) ;
- le développement des technologies de l'information pour appuyer les réseaux.

La « participation » peut être comprise comme faire une découverte et continuer à travailler pour l'intérêt général ; ou comme le développement de processus d'apprentissage collectifs qui modifient les modes de pensée et d'action des personnes. Le terme participation recouvre des sens très divers : la participation passive lorsque les gens sont informés du déroulement des événements et doivent agir selon des rôles prédéterminés ; l'auto-mobilisation lorsque les gens prennent des initiatives, indépendamment des institutions extérieures (Pretty, 1995).

Il est maintenant évident que l'apprentissage social est une condition nécessaire, mais pas suffisante, à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Ce procédé difficile consiste à doter les communautés des capacités d'apprentissage de la complexité de leurs exploitations, de l'environnement et des écosystèmes, pour agir autrement. Dès lors qu'il est socialement bien accepté et entrepris collectivement, l'apprentissage contribue au changement des comportements et à l'émergence d'un monde nouveau.

Au cours de la dernière décennie, le développement de systèmes opérationnels grâce à la transformation du capital social et humain a été mieux compris. Ce processus, appelé apprentissage social, favorise l'innovation et l'adaptation des technologies, éléments fondamentaux de l'évolution des individus et de la société. L'apprentissage social fonctionne bien s'il va de pair avec la participation, l'échange et la transmission rapide de l'information, une meilleure compréhension des systèmes agroécologiques et le travail de groupe en milieu rural. L'expérience montre que l'apprentissage social encourage l'innovation et la pérennité des processus sociaux à l'origine de nouvelles pratiques.

L'information est une ressource précieuse pour les populations rurales ayant de faibles moyens financiers. En outre, l'information et les technologies associées, d'origine locale ou extérieure (information sur les marchés, nouveauté technologique, décision politique, bulletin météorologique), sont indispensables à l'amélioration des conditions de vie. Mais la fourniture de l'information, à elle seule, ne garantit pas un emploi judicieux, ni une compréhension fiable de celle-ci. C'est pourquoi, il est important que des réseaux locaux soient mis en place et privilégient la demande.

La décentralisation des réseaux de technologies de l'information peut, ainsi, faciliter l'échange de nouvelles idées, améliorer la compréhension des politiques en faveur du développement et donner aux populations rurales les moyens d'être informées selon leurs besoins. Une approche participative du travail en réseau est nécessaire, notamment pour renforcer les capacités des organisations rurales, et engager des investissements en matériel et en moyens humains. Cette approche permet d'élargir l'organisation de l'information et de proposer aux

populations des choix face au monopole croissant exercé sur les médias mondiaux.

Intégrer le concept dans les activités de développement

Mieux comprendre le concept de capital social est nécessaire avant de l'intégrer dans les projets. Comment y parvenir ? En janvier 2003, le CTA a organisé un séminaire interne sur le capital social, pour que le personnel du CTA comprenne mieux ce concept et l'emploie à bon escient dans la planification de ses activités. Tout d'abord la littérature axée sur le capital social, dans le contexte du développement agricole et rural des pays ACP, a été présentée. Ensuite, un débat s'est engagé sur les implications de ce concept pour le CTA qui a soulevé six questions importantes :

1 *Le terme « capital social » apporte-t-il quelque chose de nouveau à la discussion ?*

Ce terme pourrait simplement être une variante sémantique de la participation, du travail en réseau, de l'organisation communautaire ou du renforcement des institutions locales. Mais, le capital social englobe tous ces mots. Et le terme capital renvoie au problème posé par la raréfaction du patrimoine. Le capital social est un des cinq atouts essentiels des moyens d'existence durables – avec le capital naturel, humain, physique et financier. De plus, ce concept attire l'attention sur l'importance de la confiance, des normes sociales et des institutions pour le fonctionnement efficace et durable des systèmes agricoles.

2 *Un niveau élevé de capital social est-il forcément une bonne chose ?*

Même s'ils semblent agir de manière rationnelle, des groupes dotés d'un haut niveau de capital

social peuvent détruire leurs ressources naturelles, par exemple, lorsqu'ils sont en conflit avec d'autres groupes pour des ressources communes. De même, toutes les formes de capital social ne conviennent pas à tous. Par conséquent, évaluer le capital social globalement ne suffit pas. La nature du capital social tel qu'il s'exprime dans la structure du groupe et par rapport à ses objectifs (la gestion des loisirs par opposition à la gestion des ressources) est un facteur important, de même que la différence observée entre de grandes institutions qui comptent beaucoup de personnes mais où prévalent un faible sentiment d'appartenance et un fort taux d'exclusion, et les petites institutions où le sentiment d'adhésion et d'appartenance est commun à de nombreux individus.

3 *Comment résoudre le problème de dépendance vis-à-vis des leaders charismatiques ?*

L'émergence et le fonctionnement des groupes reposent souvent sur quelques dirigeants charismatiques. Leur disparition ou leur changement (perte de charisme...) risque de mettre le groupe en péril. Un leader peut devenir un dictateur mettant à profit les structures du groupe pour défendre ses propres intérêts. C'est pourquoi, une direction élargie et une forte participation des membres aux processus de prise de décisions sont essentiels au bon fonctionnement des groupes et des réseaux.

4 *Qu'est-ce qui définit un groupe ? Que faire pour ceux qui en sont exclus ?*

En règle générale, les groupes qui se forment au sein d'une société en excluent toujours certains membres – généralement les plus démunis et les plus désavantagés. Un niveau de capital social élevé risque d'accentuer cette situation, car les

efforts de développement vont se concentrer sur les groupes existants et leurs membres. C'est pourquoi, la composition des groupes et la participation à leur action sont deux paramètres à prendre en compte pour évaluer le capital social dans un contexte donné. Mais le premier défi à relever consiste à bien délimiter l'entité du groupe et l'on pourra déterminer dans quelle mesure le capital social existe, et s'il contribue à la réalisation des objectifs de développement. Empiriquement, la taille moyenne optimale d'un groupe est estimée entre 20 et 30 personnes ; dans un groupe de cette taille, les membres ont tous la possibilité de se connaître et de travailler ensemble.

5 *Quel est le lien entre capital social, initiative individuelle et esprit d'entreprise ?*

Dans les communautés où le capital social est élevé – c'est-à-dire un grand nombre de groupes avec des règles et des sanctions – on se demande parfois s'il n'est pas plus difficile pour les individus de changer, de prendre des risques. En effet, les innovations émergent plus facilement parfois lorsque les membres de la communauté entretiennent des relations plutôt vagues. L'organisation sociale adéquate d'une société ne peut être définie par avance mais dépend de son contexte (époque, lieu, situation technologique du pays...). Les processus décisionnels centralisés ou participatifs peuvent tous les deux jouer un rôle selon ce contexte.

6 *La taille modeste de la plupart des communautés rurales constitue-t-elle un avantage ou un inconvénient pour le capital social ?*

Dans de nombreuses régions, le village est lui-même un groupe et agit comme tel. Alors, qu'apporte de nouveau le capital social ? Ce

concept a son intérêt du point de vue de l'approche adoptée par les pays bailleurs ou par les agences de développement qui peuvent estimer que seule une collaboration avec le groupe dans son ensemble, et non avec les individus, est susceptible de garantir le succès et la pérennité des programmes.

Les implications du concept du capital social pour le CTA

Le capital social est un concept pertinent pour le développement agricole et rural, dans lequel intervient le CTA. Il pourrait être le chaînon manquant, à savoir ces liens sociaux qui unissent les individus et qui, du fait de cette connexité, entraînent une demande en informations opportunes et adaptées. Le capital social est utile pour redéfinir des activités en tenant compte des possibilités d'instaurer des relations durables entre les individus et les institutions. Au cours du séminaire interne du CTA évoqué plus haut, plusieurs domaines où le développement du capital social pourrait avoir un impact particulièrement positif, ont été identifiés, notamment :

- la vulgarisation agricole (la tendance en faveur des processus d'apprentissage participatif accroît l'intérêt pour le capital social, et les groupes qui montrent un degré de connexité et de confiance élevé sont les mieux placés pour ce mode d'apprentissage) ;
- les régimes fonciers et la gestion communautaire des terres et des ressources naturelles ;
- les maladies ayant une incidence sur l'agriculture, comme le VIH/SIDA (le changement des mentalités, le comportement social, la stigmatisation et l'impact de cette épidémie sur le capital humain) ;
- la stimulation des interactions entre connaissances scientifiques et savoir local.

La prudence s'impose s'agissant de l'impact éventuel du capital social sur la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire. Mais le CTA a pris conscience que le capital social pourrait contribuer à la productivité agricole, à la commercialisation, à la mise en valeur durable des ressources naturelles ainsi qu'à la gestion de l'information et de la communication. Le capital social est une condition nécessaire pour garantir une communication efficace. En effet, la confiance incite les gens à accepter l'information provenant des autres et à l'utiliser. De même, le principe de réciprocité peut aussi bien s'appliquer à l'échange d'informations qu'à l'échange de biens et de services. Le niveau élevé de capital social peut, par conséquent, améliorer à la fois le flux des informations et l'efficacité de la communication, deux objectifs majeurs que s'est fixés le CTA. De même, à travers ses programmes de renforcement des capacités en gestion de l'information et de la communication, le CTA participe à l'augmentation du capital social parmi ses partenaires et bénéficiaires.

Le capital social est un préalable nécessaire à l'efficacité et à l'efficience de la communication, et la communication est aussi un élément fondamental pour construire le capital social. Cependant, le capital social n'est pas synonyme de communication ; si la communication est cruciale, le concept du capital social va bien au-delà. La communication est un outil, alors que le capital social est un atout. Si la communication permet d'ouvrir des portes, le capital social est un pouvoir, une potentialité que l'on a déjà en main.

Les avancées du capital social pourraient accroître l'efficacité et l'efficience des activités du CTA en lui permettant d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires, grâce à un meilleur diagnostic des thèmes prioritaires et des besoins.

Enfin, le CTA peut contribuer à créer ce capital social grâce aux programmes de renforcement des capacités et aux services et aux produits d'information disponibles sur ce thème.

Priorités d'ordre général

Comment à la fois, promouvoir les programmes de mise en valeur de l'environnement axés sur les groupes locaux et définir le type d'aide nécessaire à ces groupes pour qu'ils deviennent des entités capables de coopérer avec d'autres groupes ? Tout d'abord, les agences internationales, les gouvernements, les banques et les ONG doivent investir davantage dans la création du capital social et humain. Sinon, le risque est de se satisfaire de menues avancées qui aboutiraient à la « création de citoyens dépendants plutôt qu'entrepreneurs » (Ostrom, 1998). De plus, la création du capital humain et d'associations locales est une entreprise onéreuse, ce qui augmentera inévitablement le coût de l'aide au développement.

Même s'il est nécessaire d'encourager la formation de groupes locaux pour forger le capital social, cela ne suffit pas pour améliorer la productivité agricole et la gestion des ressources naturelles. Une réforme des politiques s'impose – accession à la propriété, mesures incitatives, règlements sur la protection de l'environnement, suppression des subventions destructrices – pour favoriser l'émergence et la pérennité de ces groupes locaux. Cette conjonction entre les politiques et les groupes locaux a bien fonctionné en Inde où la cogestion des forêts est devenue banale, au Sri Lanka où la politique nationale encourage les collectifs de consommateurs d'eau à gérer les périmètres irrigués, au Népal, avec l'aménagement de zones tampon, et au Brésil où sont réalisés des aménagements de micro-bassins d'alimentation en eau.

Pour maintenir le capital social, les groupes locaux peuvent, entre autres, se constituer en fédérations capables d'influer sur les autorités communales, régionales ou même nationales. Ainsi, des économies d'échelle sont possibles et les bienfaits économiques et écologiques se démultiplient. L'émergence de ces fédérations, dotées d'un véritable *leadership*, offrirait aux agences gouvernementales et aux ONG un contact direct avec les groupes exclus et sans ressources – à moins que ces groupes ne soient dominés par les riches. Une telle démarche aboutirait à accroître la capacité des populations les plus démunies à se rassembler, puisqu'elles bénéficieraient d'un meilleur accès aux services publics. Cette connexité entre les groupes est potentiellement plus efficace pour améliorer la gestion des ressources naturelles que la simple application des règlements (Baland et Platteau, 1998). Mais ces questions d'ordre politique soulèvent, à leur tour, d'autres questions, notamment :

- Que devient la relation entre l'État et les communautés lorsque le capital social, sous la forme d'associations locales et de fédérations représentatives, regroupe un nombre très important d'individus ?
- Quels sont, plus globalement, les effets des avancées du capital social et humain ? L'État ne sera-t-il pas tenté d'absorber ces nouveaux groupes ?
- Quelles formes de gouvernement démocratique élargi faut-il imaginer pour encourager l'émergence de politiques plus favorables à la mise en valeur des ressources naturelles ?

Il est à craindre que l'émergence des institutions communautaires et des collectifs d'usagers ne bénéficie pas toujours aux populations pauvres. Cette approche risque facilement de devenir une

nouvelle rhétorique sans pour autant améliorer fondamentalement l'égalité entre individus et la gestion des ressources naturelles. Par exemple, si la gestion des forêts devenait pour les sylviculteurs un nouveau sujet de préoccupation, certains essaieraient d'exercer des pressions sur les populations locales pour qu'elles acceptent de former des groupes gérés de l'extérieur, aux seules fins de réaliser leurs objectifs financiers et leurs quotas.

Cela fait inévitablement partie du processus de transformation. Les anciens adoptent alors le nouveau langage et prétendent avoir toujours agi ainsi, alors que les changements sont à peine perceptibles. Mais ce n'est pas une raison pour ignorer l'innovation. Si certains groupes locaux sont gérés par des personnes riches, ou par des fonctionnaires qui participent peu à l'action locale, ils ne sont pas tous inefficaces. Cela prouve seulement que les véritables limites sont intrinsèques. Nous devons impulser les changements nécessaires selon nos convictions, si nous voulons réellement améliorer les conditions de vie des populations et l'environnement dont dépend leur bien-être.

Références

- Baland, J-M. et Platteau, J-P. 1998. Division of the commons: a partial assessment of the new institutional economics of land rights. *Amer. J. Agricultural Economics* 80(3), 644–50.
- Coleman, J. 1988. Social capital and the creation of human capital. *Amer. J. Sociology* 94, suppl. S95–S120.
- Costanza, R., d'Arge, R., de Groot, R., Farber, S., Grasso, M., Hannon, B., Limburg, K., Naeem, S., O'Neil, R. V., Paruelo, J., Raskin, R.G., Sutton, P. et van den Belt, M. 1997, 1999. The value of the world's ecosystem services and natural capital. *Nature* 387, 253–60.
- Flora, C.B. et Flora, J.L. 1993. Entrepreneurial social infrastructure: a necessary ingredient. *Annals American Academy of Political and Social Science* 529, 48–55.
- Fukuyama, F. 1995. *Trust: The Social Values and the Creation of Prosperity*. Free Press, New York, États-Unis.
- Fukuyama, F. 2000. *Social Capital and Civil Society*. Document de travail du FMI, réf. WP/00/74. Washington DC, États-Unis.
- Hardin, G. 1968. The tragedy of the commons. *Science* 162, 1243.
- Jodha, N.S. 1990. Common property resources and rural poor in dry regions of India. *Econ. Polit. Weekly* 21, 1169–81.
- Knight, J. 1992. *Institutions and Social Conflict*. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni.
- Kothari, A., Pathak, N., Anuradha, R.V. et Taneja, B. 1998. *Communities and Conservation: Natural Resource Management in South and Central Asia*. Sage Publications, New Delhi, Inde.
- Krishna, A. 2002. *Active Social Capital. Tracing the Roots of Development and Democracy*. Columbia University Press, New York, États-Unis.
- Narayan, D. et Pritchett, L. 1996. *Cents and Sociability: Household Income and Social Capital in Rural Tanzania*. Document de travail en recherche politique 1996. Banque Mondiale, Washington DC, États-Unis.
- Ostrom, E. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press, New York, États-Unis.

Ostrom, E. 1998. *Social Capital: A Fad or Fundamental Concept?* Rapport. Center for the Study of Institutions, Population and Environmental Change, Indiana University, Bloomington, États-Unis.

Pevalin, D. et Rose, D. 2003. *Social Capital and Health*. Institute for Economic and Social Research, University of Essex, Royaume-Uni.

Portes, A. et Landolt, P. 1996. The downside of social capital. *The American Prospect* 26, 18–21.

Pretty, J. 1995. Participatory learning for sustainable agriculture. *World Development* 23(8), 1247–63.

Pretty, J. 2002. *Agri-Culture: Reconnecting People, Land and Nature*. Earthscan, Londres, Royaume-Uni.

Pretty, J. 2003. Social capital and the collective management of resources. *Science* (sous presse).

Pretty, J. et Ward, H. 2001. Social capital and the environment. *World Development* 29(2), 209–27.

Putnam, R.D., Leonardi, R. et Nanetti, R.Y. 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press, Princeton, New Jersey, États-Unis.

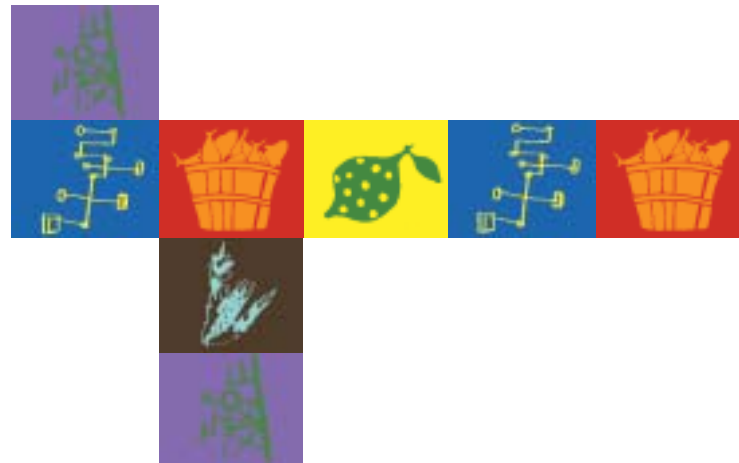
Putnam, R. 2000. Bowling alone: America's declining social capital. *J. Democracy* 6(1), 65–78.

Taylor, M. 1982. *Community, Anarchy and Liberty*. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni.

Woolcock, M. 1998. Social capital and economic development: towards a theoretical synthesis and policy framework. *Theory and Society* 27, 151–208.

Wu, B. et Pretty, J. 2004. Social connectedness in marginal rural China: the case of farmer innovation circles in Zhidan, North Shaanxi. *Agriculture and Human Values* (sous presse).

Activités du CTA





**Être en contact avec le public,
but des services d'édition
et d'information du CTA**

« *Spore* est une bonne source de connaissances et de contacts, qui nous permet de comparer ce que nous faisons avec ce que font les autres », c'est l'avis de Tekon Timothy Tumukon, inspecteur au service de quarantaine de Vanuatu, lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait du magazine *Spore*. « Je trouve que *Spore* est un magazine très éducatif, aussi bénéfique pour moi que pour mes étudiants », a écrit Dr Majeed Mohammed, maître de conférence à l'Université des Antilles à Trinité-et-Tobago. En Afrique, Mariam Ly Ba, formatrice auprès d'associations féminines en Mauritanie, nous répond : « Chez nous, *Spore* est d'abord lu par les sociologues et les ingénieurs, avant de parvenir aux groupes de femmes qui s'en servent pour l'agriculture et l'élevage ». Ardiouna Sanou, une agricultrice du Burkina Faso a déclaré : « Grâce à l'information recueillie dans *Spore*, j'ai pu mettre au point un incubateur de 50 œufs, avec un taux de réussite de 95 %. Aujourd'hui, en plus des poulets et des pintades, j'élève aussi des canards ». ¹

Ce sont là quelques réponses à un questionnaire paru dans notre magazine phare *Spore*. ² Ce type d'enquête est une des nombreuses sources permettant de connaître les bénéficiaires des services d'édition et d'information du CTA, et leurs besoins en information.

Comment établir le profil de nos lecteurs ?
À partir de quelles sources d'information ?

Et, surtout, comment savons-nous que les gens sont en contact avec nos produits ? Car l'objectif du programme axé sur les services d'édition et d'information est justement d'entrer en contact avec le public.

Mieux connaître nos lecteurs

Un des deux objectifs opérationnels du CTA est d'améliorer l'accès à une information adaptée,

pertinente, correcte, bien présentée, axée sur les thèmes prioritaires du développement agricole et rural des pays ACP. ³ Cela nécessite une connaissance précise des problèmes auxquels est confronté le public : faible pouvoir d'achat, insuffisance des publications – notamment pour le matériel pédagogique sur l'agriculture –, contraintes de langue, structures de distribution déficientes et manque d'information sur les produits et services disponibles. Cependant, comme l'indique le Plan stratégique pour 2001–2005, il ne s'agit pas seulement de fournir l'information mais aussi « de la rendre accessible de manière évolutive et appropriée ». ³ Et cela exige une meilleure connaissance de notre lectorat et de l'évolution de ses besoins.

De manière générale, notre public cible est composé d'acteurs du développement rural des pays ACP : membres d'organisations paysannes ; femmes et jeunes ruraux ; formateurs ; agents de la recherche, des services de vulgarisation, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, du secteur agroalimentaire ; animateurs des stations de radio rurale ; commerciaux ; ou personnes impliquées dans le processus complexe des négociations internationales sur les produits agricoles.

Pour apprécier leurs besoins en informations, nous travaillons principalement à partir de trois sources :

- les études sur certaines publications ;
- les évaluations du programme d'édition et du service de distribution ;
- les réactions des lecteurs (*feedback*) sur les publications, les services et les activités du CTA.

Dernièrement, une étude de la collection Agrodok destinée aux agriculteurs (voir p. 20) a montré que ces manuels comblent d'importantes lacunes d'information, même dans le secteur tertiaire. Concernant *Spore*, pour aller au-delà du



Nos publications

Spore – magazine bimestriel de 16 pages contenant des articles de fond, des brèves, des analyses d'études et des commentaires. Son but est d'informer les acteurs du développement agricole et rural des pays ACP sur les questions qui touchent leur profession et leurs moyens d'existence, mais aussi de les sensibiliser aux sources d'information adaptées à leurs besoins. Il est disponible en format imprimé, en version électronique sur le site Web du CTA et par la radio satellite WorldSpace.

Le rapport annuel – sa présentation a été renouvelée en 2002, il est largement distribué aux particuliers et aux institutions actifs dans le développement agricole et rural ACP. Il est disponible en format imprimé, sur le site Web du CTA et, pour la première fois cette année, en version cédérom.

Le catalogue des publications du CTA – recueil des données bibliographiques et des informations sur l'ensemble des ouvrages en stock. Entièrement mis à jour tous les deux ans, avec un supplément dans l'intervalle, il est disponible en format imprimé et sur le site Web du CTA.

Les comptes rendus de séminaires, d'ateliers et de visites d'étude – produits sous forme de rapports complets, de synthèses ou de publications dans la collection Documents de travail du CTA, ils sont disponibles en version imprimée et mis en ligne sur le site Web.

Certains titres spécifiques sont occasionnellement produits en interne (par exemple, *Les révolutions de l'information* et *Manuel de gestion des services questions-réponses*, tous deux publiés en 2001).

Nos coéditions

LES COLLECTIONS

The Tropical Agriculturalist/Le technicien d'agriculture tropicale – cette collection de manuels résume, dans un style simple, les connaissances actuelles sur l'agriculture et l'élevage dans les régions tropicales. Destiné aux agents du développement, aux chercheurs, aux étudiants et aux agriculteurs, elle est coéditée en anglais avec Macmillan (Royaume-Uni) et en français avec le CIRAD et Karthala.

Agrodok – ces petits manuels pratiques sont destinés aux agriculteurs et aux agents de terrain. Coédités en trois langues (anglais, français, portugais) avec Agromisa, ils paraissent en version imprimée et sous format PDF sur le site Web du CTA. Il est prévu de mettre en ligne l'intégralité des textes sur le site et d'éditer les titres sur l'élevage en version cédérom (par la suite, tous les manuels seront disponibles sous format cédérom). Certains sont en cours de traduction et vont être publiés en langues locales par des éditeurs ACP.

Opportunities in Food Processing – le premier titre de cette collection, *Setting Up and Running a Small Food Business*, est paru en 2001. La publication de deux autres titres – *Setting Up and Running a Small Flour Mill or Bakery* et *Setting Up and Running a Small Meat or Fish Processing Enterprise* – est prévue en 2004. Leur version française sera coéditée avec le GRET.

TITRES HORS COLLECTIONS

Quelque 260 titres hors collections sont actuellement en stock, la plupart portant sur des sujets techniques. Ils impliquent de nombreux partenaires d'édition. La plupart sont publiés en anglais ou en français, et quelques-uns en portugais. Tous ces titres figurent au *Catalogue des publications du CTA*.



constat de sa popularité, une enquête de lectorat a été menée en 2001–2002. Elle a révélé le succès des comptes rendus d'ouvrages et des articles sur l'élevage, sur l'information et la communication, ainsi que sur la gestion des ressources naturelles et l'environnement.

Le programme d'édition du CTA a fait l'objet d'une étude approfondie en 1998, et son évaluation est prévue pour 2004. Depuis l'étude du programme, une feuille de route a été établie, puis appliquée. Ses orientations sont de privilégier les manuels pratiques et techniques, d'affecter plus de moyens aux ouvrages grand public qu'à ceux ayant un lectorat limité, et d'associer un plus grand nombre d'auteurs et d'éditeurs ACP au programme.⁴

Diverses activités du CTA nous permettent d'avoir un retour d'informations :

- le Service questions-réponses (SQR) et le Service de diffusion sélective de l'information (DSI) (voir p. 27) ;
- les séminaires, ateliers et visites d'étude (les titres à publier sont choisis par rapport à cinq thèmes prioritaires retenus par le CTA lors d'un important séminaire en 1995) ;
- les foires et les conférences (le personnel du CTA recueille de nombreux commentaires lors des expositions d'ouvrages pendant les conférences, sur les stands CTA, lors des foires du livre du Zimbabwe et de Francfort) ;
- la collection Agrodok (le CTA coédite cette collection avec Agromisa, qui a reçu plus de 2 000 lettres et réponses à des questionnaires depuis deux ans) ;
- le magazine *Spore* (la Boîte postale de *Spore* est une précieuse source d'informations, tout comme les points de vue des lecteurs. Par

exemple, un manuel coédité par le CTA et Margraf en 2003 sur la photographie aérienne à l'aide de cerf-volant s'est inspiré d'un article paru dans *Spore* sur ce sujet. L'article avait attiré l'attention d'Erik Tielkes, expert en la matière, qui a proposé au CTA de préparer un manuel qui comblerait l'absence de publication sur ce thème très demandé).

Toutes ces sources renseignent sur le profil et les attentes des lecteurs. Mais nous avons également besoin des statistiques fournies par le Service de distribution des publications (SDP). En effet, les commandes passées et la fréquence des titres demandés illustrent les souhaits de nos lecteurs.

Ce que disent nos lecteurs

Depuis 2000, le SDP distribue chaque année plus de 75 000 publications. Il traite les données sur les produits distribués et leurs destinataires. À la suite d'une évaluation, le SDP a mis en place en 1997 une procédure simplifiée d'abonnement permettant aux institutions et aux particuliers ACP, actifs dans le développement agricole et rural, de commander gratuitement des titres avec des unités de crédits.

Le service compte aujourd'hui plus de 34 000 abonnés, dont on connaît l'origine et les ouvrages préférés. Les résultats de l'année 2003 sont présentés dans les tableaux 1, 2 et 3 (voir p. 22). Le titre vedette de l'année 2003 est le *Mémento de l'agronome*, une coédition CIRAD/CTA/GRET très recherchée par les professionnels du développement et de la vulgarisation (voir p. 26).

Ainsi, nous pouvons savoir si les efforts déployés pour élargir notre lectorat, atteindre des publics spécifiques (les femmes, les décideurs), couvrir l'ensemble des régions ACP et identifier les thèmes grand public et les lacunes sont utiles. Et lorsqu'il

Tableau 1 : Abonnements au SDP des organisations/départements : répartition par régions ACP

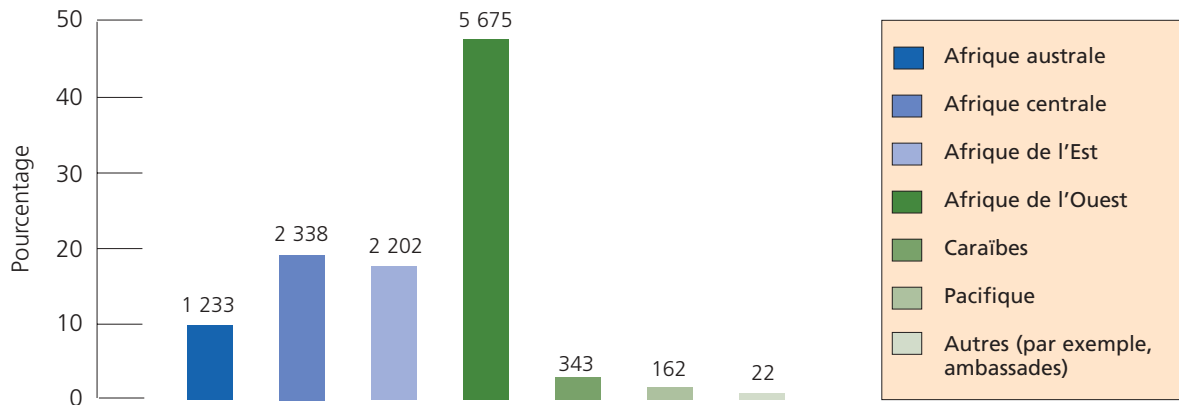


Tableau 2 : Abonnements au SDP des organisations/départements : répartition par types d'activités

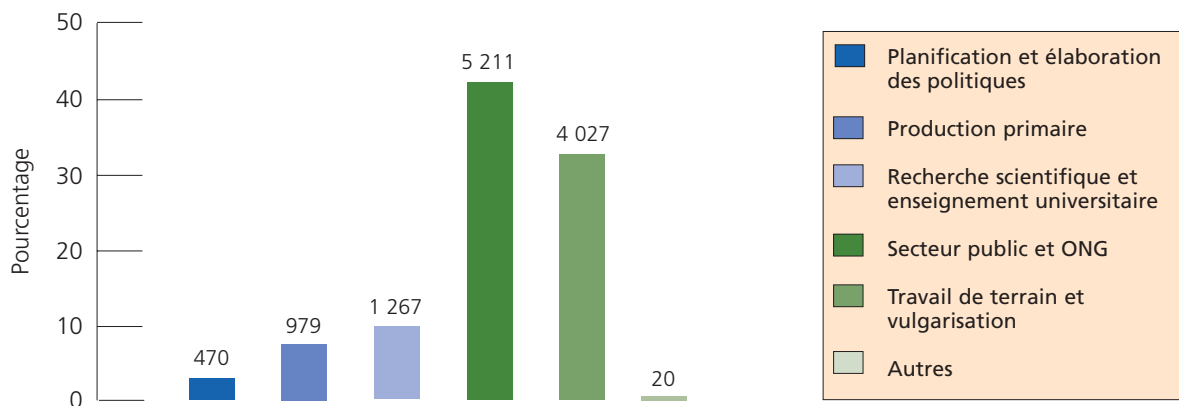
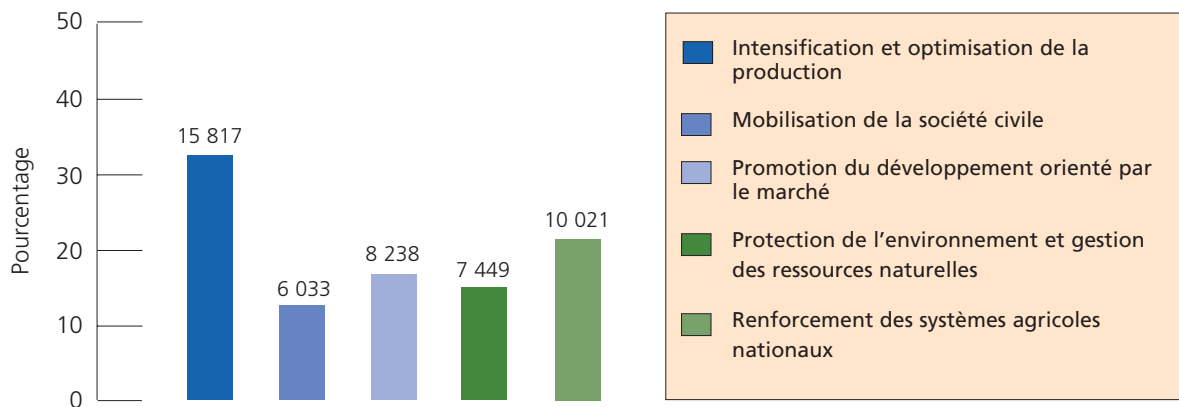


Tableau 3 : Abonnements au SDP des organisations/départements : répartition par thèmes prioritaires d'information



faut déployer davantage d'efforts, de nouvelles mesures sont prises pour résoudre ces problèmes.

Tenir compte des réactions des lecteurs

Les titres à publier sont choisis en fonction de toutes ces informations – fondées sur les faits et sur les réactions des usagers – par le Comité des produits d'information (IPC), constitué de collaborateurs du département Produits et services d'information (DPSI) et de représentants d'autres départements du CTA.

Prenons l'exemple des coéditions. Au cours d'une réunion mensuelle, l'IPC examine les propositions d'ouvrages venant d'auteurs et d'éditeurs extérieurs au CTA, en fonction de critères élaborés en 1989 et revus en 2002. Ces critères prennent en compte la pertinence par rapport à l'agriculture ACP et aux thèmes prioritaires d'information, le rapport qualité-prix, la couverture géographique et l'originalité. Priorité est donnée aux projets d'ouvrages pratiques et techniques associant des éditeurs et des auteurs ACP. Aujourd'hui, la plupart des propositions répondent à ces critères. Par ailleurs, de nombreuses propositions sont recueillies par des éditeurs extérieurs qui sollicitent l'appui du CTA pour la production, voire pour la distribution. Environ 60 % de ces propositions sont rejetées, notamment à cause de leur coût trop élevé ou de la disponibilité de titres similaires.

Ces réunions sont également l'occasion de discuter des propositions issues du CTA et s'inspirant des activités du Centre ou d'auteurs ayant avancé des idées que nous encourageons à traduire en propositions concrètes. Le manuel CTA/INASP sur la vente et la promotion d'ouvrages, qui paraîtra en anglais et en français, en est un exemple : l'auteur nous a d'abord

exposé son idée et, en collaboration avec l'INASP, nous l'avons aidé à en définir le contenu et la structure ; depuis 2003, 12 pays ACP participent à sa rédaction.

L'IPC supervise également la réalisation des publications institutionnelles telles que les comptes rendus de séminaires et de visites d'étude (voir p. 20). L'application de critères de délais et de valeur ajoutée a conduit à abandonner le processus long et coûteux de la publication intégrale des comptes rendus de séminaires. Aujourd'hui, les rapports de séminaire sont, le plus souvent, compilés sous forme de documents de travail, accessibles en format imprimé sur le site Internet du CTA, et parfois en version cédérom. Dans certains cas, des résumés de séminaires sont publiés sous une forme attrayante à l'occasion d'une étude sur les thèmes concernés.

La plupart des critères de l'IPC s'appliquent aussi à la rédaction de *Spore*. Un comité constitué de collaborateurs du CTA et des membres du consortium chargé de sa production supervise l'ensemble du magazine. Les articles de fond, les sujets d'actualité, les comptes rendus d'ouvrages, les articles sur les sources d'information, le courrier de la Boîte postale et les opinions exprimées dans la rubrique Point de vue, sont tous minutieusement choisis et rassemblés pour la parution bimestrielle de *Spore*, considéré comme un contact essentiel du CTA avec son public cible.

Être en contact avec le public

Quand nous avons décidé de ce que nous allions publier pour une année, comment savoir si nous avons pris la bonne décision? Comment savoir si nous sommes en phase avec notre lectorat ? Plusieurs indicateurs sont utilisés pour y répondre.

Premier indicateur : les commandes d'ouvrages. Parfois, le succès d'un titre peut reléguer facilement les autres au second plan, et persister un certain temps. Les éditions anglaise et française de *L'élevage de la volaille*, titre de la collection Le technicien de l'agriculture tropicale, sont restées pendant plusieurs années en tête des ouvrages les plus demandés, avant d'être détrônées en 2003 par le manuel *Mémento de l'agronome*.

Le résultat est également positif lorsque les réactions des lecteurs reflètent la tendance observée dans les commandes. Un usager assidu du service PRAIS (voir p. 27), le SQR d'Afrique du Sud, écrit : « Je suis sûr que les informations sur l'élevage de volaille pour les petites exploitations m'aideront à réaliser mon rêve... ».

De même, la Boîte postale de *Spore* est un baromètre du degré de satisfaction des usagers. À propos d'un ouvrage de la collection The Tropical Agriculturalist (voir p. 20) un paysan du Malawi écrit : « L'ouvrage *Maize (Le maïs)* a contribué de manière significative à une hausse spectaculaire de la production ... Tant que j'utiliserai ce manuel, il me garantira plus de maïs, plus de farine de maïs *nsima* et l'excédent de trésorerie nécessaire à l'investissement ».

Autre signe évident que nos publications répondent bien aux besoins des usagers est la demande d'une deuxième ou d'une troisième édition d'un ouvrage. Le livre de Gaby Stoll, *Protection naturelle des végétaux*, publié en 1988, s'est vendu à plus de 10 000 exemplaires en anglais et en français, avant de faire l'objet d'une deuxième édition revue et augmentée dans les deux langues en 2002. *Mushroom Cultivation (La culture des champignons)*, coédité en 1991, en est

aujourd'hui à sa troisième édition. « Lorsqu'on préparait la première édition de ce livre, je ne m'attendais pas à le réécrire pour une deuxième édition en 1996, ni pour une troisième, aujourd'hui, en 2003 », se réjouit l'auteur Peter Oei dans sa préface.

Enfin, nous sommes sûrs d'atteindre notre public, lorsque nos ouvrages sont retenus pour être publiés dans d'autres langues. *Protection naturelle des végétaux* a été édité en huit langues ; *Animal Breeding* de la collection The Tropical Agriculturalist, a été traduit en vietnamien ; une version espagnole de la collection Opportunities in Food Processing du CTA est demandée par l'ITDG ; *Petites histoires d'arbres*, coédité avec un éditeur guinéen, est en cours de traduction par l'ONG Sahel Défis en sept langues africaines ; et l'éditeur anglais Macmillan cherche à obtenir les droits d'édition en shona, en ndebele... et en kosovar, pour un de nos manuels les plus demandés, *Que faire sans vétérinaire*.

Maintenir le contact

Dans une déclaration du Comité des ministres de l'UE, prononcée en décembre 2003 à Genève (Suisse) devant les délégués présents au Sommet mondial sur la société de l'information, l'information a été évoquée comme « une ressource fondamentale pour l'équilibre du développement humain, à laquelle tout le monde doit avoir accès ». ⁵ Le mandat du CTA est fondé sur cette même conviction.

Le CTA reconnaît la nécessité de rendre l'information plus accessible, mais aussi de veiller à ce que l'information reçue réponde à l'attente du public. Fournie sous forme de publications ou d'autres produits et services offerts par le Centre, cette information doit, si son objectif est d'aider

ses destinataires à faire des choix dans leur vie, prendre ces personnes en considération, leurs besoins ainsi que les défis sociaux, économiques et technologiques auxquels elles sont confrontées ; elle doit être proche des gens.

Notes

- 1 CTA. 2003. « Le monde des lecteurs de *Spore* » (affiche). Numéro spécial (n° 100). CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 2 CTA. 2003. « Usages de l'enquête de lectorat de *Spore* ». CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 3 CTA. 2001. *Plan stratégique et cadre d'action pour 2001-2005*. CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 4 Stoas. 1998. *Evaluation of CTA Publishing Programme/Evaluation du programme d'édition du CTA*. Rapport principal et études de cas par pays (Bénin, Guyana et Tanzanie). CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 5 Déclaration du Comité des ministres de l'UE à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information en 2003 ; consulter le site www.itu.int/wsis/index-fr.html



DÉCENTRALISATION DES SQR VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE



Le directeur du CENAREST inaugurant le service questions-réponses soutenu par le CTA au Gabon

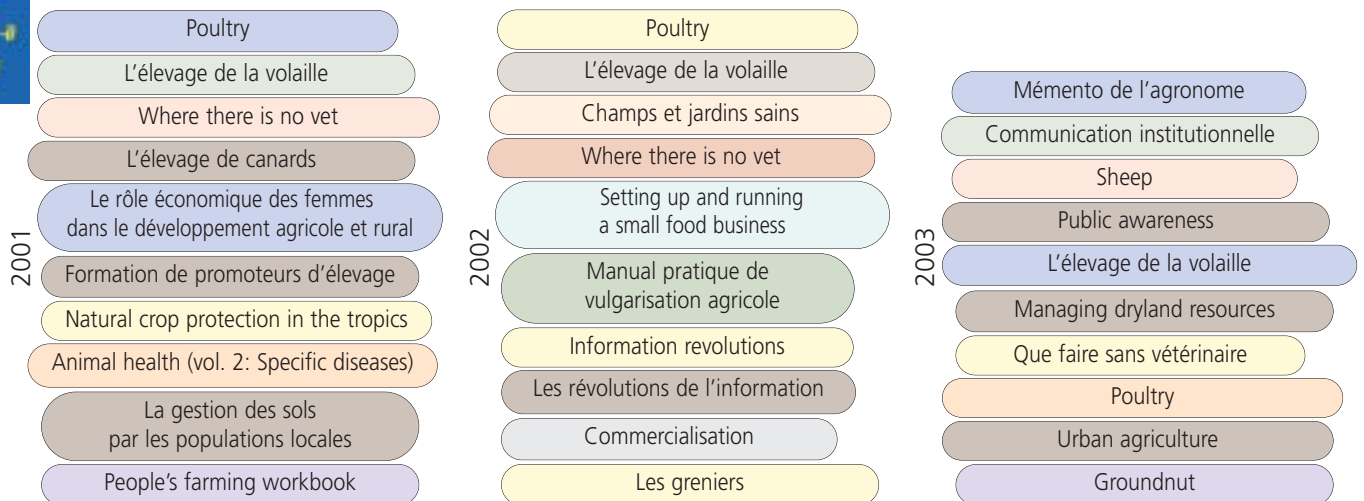


A la suite d'une évaluation, en 1997, de son Service questions-réponses (SQR) par des experts extérieurs, le CTA a décentralisé le service vers des institutions ACP, en favorisant celles qui disposent des moyens nécessaires pour répondre aux besoins des régions. Depuis, plusieurs services ont été mis en place (voir p. 77). En février 2003, lors d'un atelier organisé au Mali pour informer les institutions sur le SQR, les participants ont recommandé la création de trois plates-formes de réseau régional pour l'Afrique francophone, desservant :

- la région d'Afrique centrale, où le centre serait hébergé par le Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD) au Cameroun, assurant ainsi une liaison directe avec les trois institutions nationales de coordination, le CNAR au Tchad, le CNDIST au Congo, l'IRAF au Gabon ;
- la région sahélienne, où l'Institut du Sahel (INSAH) au Mali hébergerait le centre en liaison avec sept institutions nationales : le CESAO et le CNRST au Burkina Faso, l'INPA en Guinée-Bissau, le CNERV en Mauritanie, l'AGRHYMET et l'INRAN au Niger et l'ISRA au Sénégal ;
- la région francophone de l'Afrique de l'Ouest, où le Centre national de recherche agricole (CNRA) de Côte d'Ivoire hébergerait le centre en liaison avec trois institutions nationales, l'INRAB au Bénin, l'IRAG en Guinée et l'ITRA au Togo.

La plate-forme centrale de l'Afrique centrale, appelée Système d'information et de communication agricole d'Afrique centrale (SICAC), a été mise en service en août 2003. Son inauguration à l'IRAF au Gabon, en présence de représentants du CTA et de plusieurs instituts de recherche gabonais, a été largement médiatisée. Le centre de la région sahélienne fonctionne depuis novembre et celui de l'Afrique de l'Ouest débutera en 2004.

Les dix titres en tête des ouvrages distribués en 2001, 2002 et 2003 par le Service de distribution des publications du CTA aux particuliers et aux institutions dans les pays ACP





LA PROMOTION, UNE DES CLEFS DU SUCCÈS DES PUBLICATIONS



Les abonnés au Service de distribution des publications du CTA choisissent leurs ouvrages à partir d'une liste d'environ 600 titres, selon leur montant en unités de crédit. Pour les aider à choisir, le CTA les informe à travers son catalogue (en format imprimé et mis en ligne depuis 2003), des annonces dans *Spore*, des prospectus annonçant les nouveaux titres, des brochures thématiques, des listes personnalisées et des expositions de livres.

Les activités de promotion ont un impact considérable sur la demande. Sur les 20 ouvrages les plus commandés en 2003, 12 ont fait l'objet de communiqués dans *Spore* en cours d'année. En 2001, la quasi-totalité des 20 ouvrages les plus demandés avait bénéficié d'une publicité (communiqués dans *Spore*, prospectus ou brochure thématique). Certains ouvrages suscitent un regain d'intérêt après une nouvelle action de promotion, comme *Formation de promoteurs d'élevage* paru en 1993. En 2001, 645 exemplaires ont été commandés après un communiqué dans *Spore* ! Un exemple de *best-seller* est le manuel coédité par le CTA/Macmillan/Oxfam *Where There is No Vet*, paru en 1999, en anglais. Il a été présenté lors de conférences et à la Foire internationale du livre du Zimbabwe, et a fait l'objet d'un communiqué dans *Spore* et d'un prospectus diffusé par courrier auprès des abonnés du secteur de la santé animale. A la fin de l'année 2003, plus de 5 200 exemplaires avaient été distribués.

Mais la promotion n'est qu'une des conditions nécessaires au succès d'un ouvrage. Il faut non seulement que la demande existe, mais aussi que le contenu soit exact et compréhensible, et que le style, la langue et la présentation soient adaptés tant au sujet traité qu'au public visé. Toutes ces conditions sont réunies dans le manuel *Where There is No Vet*, toujours parmi les 20 ouvrages les plus demandés après quatre ans. L'édition française, parue fin 2002, a fait l'objet d'une publicité dans *Spore* et d'un prospectus en 2003 ; vers la fin de l'année, plus de 600 exemplaires avaient été commandés. De même, le premier titre de la collection du CTA *Opportunities in Food Processing, Setting Up and Running a Small Food Business*, doit surtout son succès au fait qu'il vient combler un manque d'information pour les petites entreprises de transformation agroalimentaire. Publié en 2001, il était distribué à plus de 900 exemplaires à la fin de l'année 2003, un signe encourageant pour les prochains titres de la collection (voir p. 20).



Réactions des usagers vis-à-vis des services d'information du CTA

Que pensent les usagers de nos Services questions-réponses (SQR) et de diffusion sélective de l'information (DSI) ? Les chiffres du DSI sont parlants. En 2003, le nombre de références bibliographiques fournies aux scientifiques des pays ACP par le DSI (géré par le CABI et le CIRAD pour le compte du CTA) était de 330 217 ! La plupart (116 065) étaient destinées à l'Afrique de l'Ouest, également première région pour les documents distribués (voir p. 78).

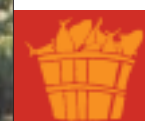
Quant au SQR, les courriers des usagers sont révélateurs de leur opinion sur ce service :

Région Pacifique : Ron Getty, cultivateur d'épices fidjien, a demandé au SQR de l'aider à trouver des conteneurs pour le conditionnement et la vente de ses épices dans les îles Fidji. En une semaine, le SQR lui a fourni les noms d'entreprises indiennes et malaisiennes fabriquant des bouteilles de conditionnement d'épices. Il a pu ainsi choisir celles qui lui convenaient le mieux et écoule aujourd'hui ses produits auprès de différents supermarchés de Fidji.

Afrique de l'Est : voici les réactions adressées au SQR régional AGRIDEA par des enseignants et étudiants de l'université d'agronomie de Sokoine en Tanzanie : « Le service est bien, très bien. » (J. Mwanga) ; « L'information que vous diffusez est à la fois très pertinente et rapide. » (G.C. Manjori) ; « Vous avez résolu un des problèmes majeurs que rencontrent les étudiants de troisième cycle ici à la l'université. » (Dr G.S.Y. Mmeta). Aujourd'hui, AGRIDEA produit une édition en kiswahili de son bulletin d'information.

Afrique australe : Aleck Limwanya remercie le PRAIS, SQR d'Afrique australe, des conseils sur la culture de chou (à droite). « Je voudrais vous exprimer tous mes sincères remerciements à vous et à tout le personnel du PRAIS pour votre merveilleux service. », écrit un chercheur, Oliver Mhembere.

Le bulletin d'information du PRAIS, *Agrioutreach*, paraît maintenant en portugais. Le premier numéro distribué en Angola en 2003 a suscité une très forte augmentation de la demande. En 2004, le PRAIS commencera à diffuser son bulletin auprès des usagers du Mozambique.





**Appui aux réseaux régionaux
de politiques agricoles par
la création de communautés
électroniques**

Lors d'un atelier du CTA organisé en 2000 en Ouganda sur la mise en réseau des politiques agricoles, les participants ont discuté du processus de formulation des politiques et de leurs rôles dans le développement, pour arriver aux conclusions suivantes :¹

« Les politiques mises en œuvre jouent un rôle au moins aussi important que l'appui technique des agences nationales et internationales de développement pour améliorer la performance de l'agriculture des pays ACP. En effet, la mise en réseau pour l'échange d'informations peut faciliter le processus de formulation des politiques agricoles. Elle peut également être un outil d'intervention efficace dans la lutte contre la pauvreté.»

Les possibilités de mise en réseau se sont accrues avec l'arrivée des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) qui, intégrées à la gestion des réseaux, permettent de disposer des informations nécessaires aux différentes étapes de l'élaboration des politiques. Depuis dix ans, ces technologies se sont largement répandues dans de nombreux pays. Cependant, il apparaît aujourd'hui que le problème n'est pas seulement d'avoir accès à une grande quantité d'informations. Il est également nécessaire de créer des communautés d'acteurs ayant une vision et des objectifs communs, notamment le partage d'une information de bonne qualité, sa transformation en connaissances et leur transposition en actions.

Politiques, réseaux et approche régionale

Lors de l'atelier organisé en 2000 en Ouganda, Isaac Minde, directeur du Eastern and Central Africa Programme for Agricultural Policy Analysis

(ECAPAPA), a défini la politique comme « une déclaration d'intention, une prescription de ce qu'il faut faire pour atteindre un objectif particulier..., tâche qui s'impose à tous les niveaux d'un gouvernement ou d'une société ». Les participants à l'atelier ont cependant ajouté que l'objectif visé « peut être ou non libellé de façon formelle ».¹

Le processus politique peut être défini comme l'ensemble des étapes et des fonctions dans un cycle décisionnel déterminé par les interactions entre les différentes parties prenantes, celles qui influent sur les politiques, ou celles qui en sont affectées.² Au sein d'un pays ou d'une région, plusieurs processus politiques peuvent coexister, tout aussi complexes et dynamiques les uns que les autres. Cependant, atteindre les objectifs économiques, sociaux et écologiques, fixés dans le cadre des politiques agricoles, exige l'implication de tous les acteurs dans le processus décisionnel, en particulier, dans l'élaboration des programmes et des politiques. La participation effective de l'ensemble des acteurs est essentielle. En effet, comment s'assurer, par exemple, qu'en élargissant ce processus pour inclure tous les groupes d'acteurs concernés, on accordera suffisamment d'attention aux détails ? L'orientation et la mise en œuvre des politiques aboutissent à des compromis et à des consensus, grâce à la facilitation et à la négociation – deux fonctions majeures des réseaux de politiques.

La mise en réseau est un processus social. Être en contact et échanger avec les personnes favorise le capital social ; ce que chacun fait quotidiennement. Le réseau d'échange d'informations est « un processus d'échanges d'informations, autour d'un thème central, entre des parties activement impliquées » qui s'appuie sur différents mécanismes, dont les TIC.³ Ces technologies sont conçues pour faciliter la mise en réseau mais ne s'y substituent pas.⁴

Vu l'importance que l'Accord de Cotonou reconnaît au travail du CTA dans le domaine de la politique agricole ACP, et compte tenu de l'objectif stipulé dans son Plan stratégique pour 2001–2005, à savoir la cohérence régionale de ses trois programmes,⁵ le Centre mobilise des moyens considérables pour fournir l'information nécessaire à la formulation des politiques agricoles régionales, en particulier grâce à l'implication du programme d'aide à la gestion de l'information et de la communication (GIC) des réseaux de politiques agricoles des pays ACP. Ces politiques doivent transcender les frontières nationales et rester pourtant à l'écoute des intérêts nationaux.

La qualité de la gestion de l'information et de la communication joue un rôle crucial dans la réussite des réseaux d'échange d'informations. La plupart des réseaux des pays en développement ne sont pas en mesure de mettre en place des systèmes de GIC efficaces et viables ; ils leur faut donc un appui substantiel à la fois sous forme de ressources et de formation. Ces réseaux ont besoin d'adapter l'information aux besoins spécifiques des individus impliqués dans le processus politique et doivent être encouragés à associer tous les acteurs, notamment les petits exploitants agricoles, et à surmonter les obstacles à la communication.

Favoriser une approche régionale des réseaux de politiques

C'est à l'occasion de l'atelier du CTA sur les réseaux de politiques agricoles qui s'est tenu en 2000, en Ouganda, que trois des quatre réseaux que le CTA soutient aujourd'hui ont été mis en place. Depuis sa création, le réseau ECAPAPA, qui couvre 10 pays d'Afrique de l'Est et du Centre a reçu l'appui du CTA pour diverses activités :

- l'acquisition de publications et de documentation ;
- la compilation d'un annuaire des intervenants ;
- la production du bulletin d'information électronique bimensuel *ECAPAPA Newsletter* ;
- la production de monographies sur les principaux domaines couverts par le réseau ;
- l'organisation d'ateliers, de formations et de réunions ;
- la création et la gestion de son site Web.

Le même soutien a été apporté au Food, Agricultural and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN) et au Réseau



Document de la collection ECAPAPA Policy Brief, extrait du bulletin d'information du FANRPAN paru en 2003

Atelier organisé au Suriname pour la mise en place d'un réseau régional de politiques agricoles dans les Caraïbes. De gauche à droite : J-F. Fonseca (coordinateur de programme senior, CTA), C. B. Greenidge (directeur du CTA), K. Raghoebarsing (ministre de la Planification et de la Coopération au développement, Suriname), E. Fiori (représentant de l'IICA, Suriname), A. Chesney (directeur des opérations dans la région des Caraïbes, IICA)



d'expertise en politiques agricoles (REPA). Le FANRPAN dessert 14 pays d'Afrique australe et informe de ses activités grâce à des ateliers, des séminaires, des formations, son site Web et son bulletin d'information électronique *Dialogue*. Le réseau d'Afrique de l'Ouest, REPA, met en liaison les individus et institutions de 20 pays membres, par des services radiophoniques et documentaires, des séminaires et des ateliers axés sur les politiques et par son bulletin d'information *Agripolis*.

Depuis la réunion qui s'est tenue en Ouganda, la création du réseau des Caraïbes, Regional Agricultural Policy Network (RAPN), est en projet, ainsi que le montage d'un réseau de politiques agricoles couvrant la région Pacifique. L'étude pour la région Pacifique sera examinée à Tonga en 2004.

Les réseaux existants rencontrent de nombreux problèmes, communs aux uns et aux autres, liés notamment aux faiblesses de l'environnement de l'information, des ressources disponibles et des infrastructures d'appui. De plus, on constate un certain manque de coopération. En effet, il est difficile de convaincre certains acteurs des

réseaux de tenir compte des intérêts de la région et pas seulement des intérêts nationaux, et de privilégier la notion de complémentarité afin d'accroître l'impact du réseau sur les décideurs à l'échelon tant régional que national.

Trouver ensemble des solutions à ces problèmes communs nécessite la mise en réseau entre les réseaux eux-mêmes. Cette nécessité est au cœur des efforts du CTA visant à renforcer la capacité des réseaux régionaux de politiques agricoles à échanger des informations entre eux, en particulier par différents moyens de liaison électronique. Le CTA contribue ainsi au développement d'une communauté électronique de pratique.

Emergence du concept de communauté électronique

D'après le sens donné par Etienne Wenger à la communauté de pratique (*community of practice*), une communauté électronique peut être définie comme un groupe dont les individus communiquent volontairement, en interaction et en continu par des moyens électroniques, dans le

but de partager des informations, des expériences et des questions, et d'approfondir leurs connaissances.⁶ Lorsque des membres d'une communauté électronique sont en contact direct avec les décideurs, l'impact potentiel se révèle alors considérable. Ainsi, les réseaux de politiques agricoles « qui ont l'oreille » des décideurs seraient mieux à même d'influer sur le développement agricole et rural.

Créer des communautés électroniques pour aider les réseaux régionaux revient à exploiter les TIC pour transmettre des informations pertinentes et opportunes, abaisser les barrières entre les acteurs et accélérer l'accès aux informations générées dans différentes régions.

Le CTA contribue au développement de ces communautés électroniques par :

- un soutien aux produits électroniques conçus par les réseaux existants (bulletins d'information électronique de l'ECAPAPA et du FANRPAN) et une aide aux nouveaux réseaux pour le développement des produits ;
- la création du portail Agricta-Politiques (un atelier a eu lieu en mars, « Agricta-Politiques : appuyer les réseaux ACP de politiques agricoles par la mise en place de plates-formes de collaboration par Internet », afin de créer un portail commun pour stocker les documents techniques générés par les réseaux) ;⁷
- la création d'un espace virtuel, grâce à un Groupe de discussion au service du développement (Dgroup) afin d'encourager l'interaction entre les réseaux (c'est un espace de travail en ligne simple, permettant aux utilisateurs de débattre, d'échanger leurs points de vue et leurs expériences, de stocker et télécharger des documents. Ce sujet avait

été abordé en mars 2003 au cours d'un atelier sur les plates-formes Internet) ;⁸

- l'offre de formation à l'exploitation des réseaux de politiques agricoles : comment accéder à l'information et utiliser les plates-formes Internet ? (en 2003, des cours sur les réseaux de politiques agricoles ont été dispensés au Botswana, en Guyana et au Kenya, sur la base d'un manuel de formation produit par le CTA et le CARDI) ;
- la création d'une bibliothèque virtuelle pour fournir une base de données et des documents, et soutenir les initiatives de formation ;
- la mise en liaison avec d'autres projets lancés dans le monde.

Un ancrage régional

Il est essentiel que les réseaux régionaux de politiques agricoles et les communautés électroniques qui les soutiennent se concentrent sur l'accès à l'information générée à l'intérieur des régions ACP et non à l'échelle mondiale. En effet, même si l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale est une question capitale, les réseaux régionaux ont pour mission de s'intéresser aux problèmes liés à l'intégration régionale, notamment les échanges commerciaux intra-régionaux, les économies d'échelle, les questions environnementales transfrontalières et les migrations au sein d'une région.

Relever un tel défi en s'appuyant sur les communautés électroniques pour que les réseaux deviennent des précurseurs, capables de transformer l'information en connaissance utile à tous les acteurs impliqués dans la formulation des politiques régionales, est une tâche que le CTA

entend promouvoir et faciliter. Le CTA travaille en collaboration avec les partenaires ACP, qui cherchent à influencer sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques agricoles appropriées, capables d'améliorer la sécurité alimentaire et le niveau de vie dans les pays ACP.

Notes

- 1 CTA. 2002. *Les réseaux de politiques agricoles : perspectives d'avenir*. Comptes rendus d'un atelier organisé à Entebbe, Ouganda, novembre 2000. CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 2 Fowler, A. 2000. *Striking a Balance: A Guide to Enhancing the Effectiveness of Non-Governmental Organisations in International Development*. Earthscan, Londres, Royaume-Uni.
- 3 Nelson, J. et Farrington, J. 1994. *Réseau d'échange d'informations pour le développement agricole : théories et pratiques*. CTA/AGRINET, Wageningen, Pays-Bas.
- 4 Kirton, C. et Bailey, A. 2003. Establishment and development of a regional agricultural policy network in the Caribbean. Rapport d'étude préparé dans le cadre d'un atelier du CTA organisé à Paramaribo, Suriname, janvier 2003.
- 5 Fonseca, J-F. 2002. Regional agricultural policy networking in ACP countries: opportunities and challenges to CTA. Document présenté lors d'un séminaire interne du CTA, janvier 2002.
- 6 Wenger, E., McDermott, R. et Snyder, W.M. 2002. *Cultivating Communities of Practice*. Harvard Business School Press, Harvard, Etats-Unis.
- 7 Addison, C. 2003. Portail Agricta-Politiques : appuyer les réseaux de politiques agricoles par la mise en place de plates-formes de collaboration par Internet. Compte rendu de l'atelier organisé au CTA en mars 2003.
- 8 Ballantyne, P. 2003. Introducing Dgroups. Document présenté lors d'une réunion du CGIAR sur la gestion de l'information, La Haye, Pays-Bas, septembre 2003.



Rôle de l'information dans la gestion durable de la fertilité des sols

Le lien entre gestion de la fertilité des sols et information a été le thème du séminaire annuel du CTA en 2003 à Arnhem (Pays-Bas) qui a réuni quelque 90 participants. Comme l'a rappelé le directeur du CTA, l'objectif était d'examiner en détail les besoins en informations sur la mise en valeur des sols d'un panel d'individus, notamment les agriculteurs, la communauté scientifique et les décideurs politiques. Il a souhaité que les discussions améliorent la compréhension du rôle réel et potentiel de la gestion de l'information et de la communication (GIC) dans la gestion de la fertilité des sols dans les régions ACP.

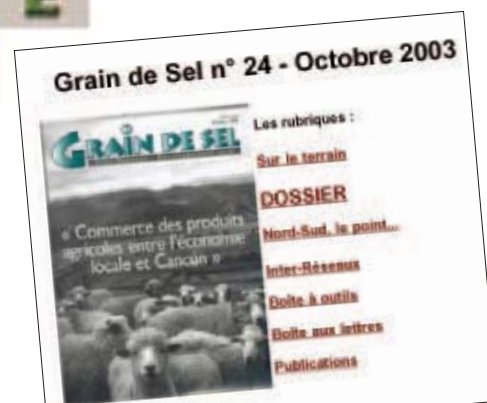
Les participants ont abordé les sujets de la conservation des sols et des ressources en eau, l'agroforesterie et l'utilisation des engrais chimiques et biologiques. Ils ont mis en évidence les problèmes organisationnels, institutionnels et politiques des pays ACP qui entravent les stratégies de gestion de la fertilité des sols et qui sont largement imputables à la médiocrité de la gestion de l'information et de la communication.

Pour renforcer la contribution de l'information à la gestion de la fertilité des sols, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

- encourager l'implication de tous les acteurs dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies de gestion de la fertilité des sols ;
- former les acteurs à la collecte, au stockage et à la gestion des informations ;
- nouer des accords de partenariat et créer des réseaux ;
- mieux utiliser les médias et notamment la radio rurale ;
- apporter un appui aux initiatives locales de développement ;
- mettre en valeur et préserver le savoir local ;
- reconnaître l'importance de la mémoire institutionnelle et créer les mécanismes nécessaires à sa sauvegarde ;
- promouvoir le dialogue avec les partenaires internationaux ;
- renforcer les capacités de GIC du secteur privé pour la gestion de la fertilité des sols ;
- créer des bases de données dans ce domaine ;
- traduire l'information scientifique complexe en messages simples et compréhensibles.



Séance plénière lors d'un séminaire du CTA sur le rôle de l'information dans la gestion durable de la fertilité des sols, organisé en octobre à Arnhem, Pays-Bas



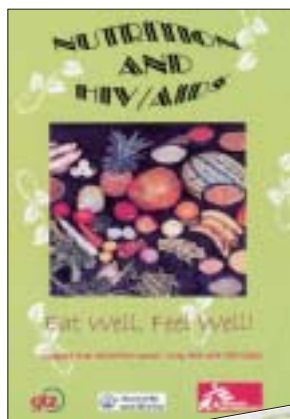
UN FORUM ÉLECTRONIQUE AXÉ SUR LE COMMERCE LOCAL

Pour reprendre un thème qui a suscité de nombreuses réactions dans le cadre du forum électronique CTA/Inter-Réseaux organisé en 2002 – « Le commerce international et ses conséquences sur l'économie locale » – le Centre a choisi comme axe de discussion pour le forum électronique CTA/Inter-Réseaux, organisé entre avril et juillet 2003 en français et en anglais, « Le commerce des produits agricoles dans les pays ACP et son rôle de catalyseur de l'économie locale » (<http://Forum1.inter-reseaux.net>).

Ce forum a permis de collecter des récits sur la situation du commerce local, qui ont servi à alimenter le débat. A partir de ces informations, des fiches ont été produites et mises en ligne, chacune correspondant aux différents sujets de discussion : « le démantèlement des accords sur les matières premières », « la libéralisation des offices nationaux de commercialisation », « la surabondance structurelle de l'offre, cause première de la baisse des prix » et « l'effondrement du commerce des matières premières et ses conséquences sur la pauvreté ». Un résumé de ces récits a été publié dans le numéro d'octobre 2003 du bulletin d'information en ligne *Grain de Sel* (www.inter-reseaux.org/publications/graindesel).

Cependant, la durée du forum n'a pas permis d'approfondir des questions clés telles que l'octroi de crédit, le stockage des denrées et la protection de l'activité commerciale. Malgré cette déception, les discussions ont fourni de nombreux enseignements sur les méthodes de création de forums électroniques et sur les thèmes débattus. Bien que les technologies de l'information et de la communication (TIC), facilitent l'échange d'informations, elles présentent néanmoins des limites lorsqu'il s'agit d'encourager la participation à des groupes de discussion comme les forums électroniques. Des débats face à face dans le cadre d'ateliers animés parallèlement gardent tout leur intérêt. Pour cela, un atelier a été organisé au Sénégal sur le même thème que celui du forum électronique, avec l'exemple de la commercialisation du riz à l'échelle locale, sujet qui intéresse la plupart des pays africains.





VIH/SIDA et productivité agricole

Selon les estimations des Nations unies, l'Afrique subsaharienne paie le plus lourd tribut à la pandémie du VIH/SIDA, avec 14,8 millions de morts (soit 79 % des victimes dans le monde), 24,5 millions d'individus contaminés (dont 15 millions en Afrique australe) et 4 millions de nouveaux cas chaque année. On compte déjà 7 millions de décès parmi les travailleurs agricoles, un chiffre qui devrait s'accroître de 16 millions d'ici 2020.

L'impact de la pandémie sur les communautés rurales et la productivité agricole en Afrique australe a fait l'objet d'un débat lors d'un atelier régional organisé par l'ADC (coopération autrichienne), le CTA et la coopération irlandaise et européenne, en novembre au Mozambique. Différentes questions ont été abordées.

L'emploi. Dans les sociétés rurales très dépendantes de la main-d'œuvre familiale, le VIH/SIDA a considérablement réduit la productivité, non seulement en infectant la catégorie la plus productive de la population active, mais aussi en soustrayant à leur emploi des travailleurs agricoles, contraints de s'occuper de leurs parents malades et d'assister aux funérailles.

Les connaissances agricoles. Les parents disparaissent avant d'avoir transmis à leurs enfants leurs connaissances, d'où la perte d'un savoir précieux. La présence de nombreuses femmes désormais à la tête de ces familles rurales et l'augmentation du taux d'infection par le VIH chez les femmes aggravent cette situation.

L'occupation des sols. La perte de patrimoine foncier et l'abandon des cultures à fort besoin de main-d'œuvre au profit d'une agriculture de subsistance moins exigeante – seul moyen de faire face aux effets néfastes de la pandémie – contribuent à la baisse des revenus et des exportations, ce qui pénalise considérablement les économies nationales.

La sécurité alimentaire. Le déficit nutritionnel ne cesse d'augmenter, ce qui accroît la vulnérabilité des populations vis-à-vis du VIH ; il faut donc accorder plus d'attention aux cultures traditionnelles et aux plantes médicinales à forte valeur nutritive.

Production agricole et animale. Les récoltes et le bétail sont vendus pour payer les frais médicaux et les funérailles ; les femmes et les enfants qui survivent aux chefs de famille n'ont souvent pas les moyens de s'occuper des animaux restants, ni le soutien des agents de vulgarisation qui, affectés aussi par la maladie, sont en nombre insuffisant.

Pour aider les populations face aux ravages de cette pandémie, il faut engager des initiatives durables visant à renforcer la coordination des interventions multisectorielles et à atténuer les effets néfastes du VIH/SIDA sur les communautés rurales. L'information et la communication jouent un rôle déterminant pour lutter contre ce fléau.

LE POINT SUR TIC – DERNIÈRES NOUVELLES

Banque électronique en Afrique du Sud, radio interactive en Papouasie-Nouvelle-Guinée, connaissances en multimédia pour identifier les ravageurs, télécentres multiservices en Afrique, cartographie des périmètres d'irrigation à l'aide de SIG – voilà quelques sujets traités en 2003 par *ICT Update*, le bulletin d'information bimestriel du CTA qui paraît en format imprimé, en ligne sur le Web et est envoyé par courrier électronique aux abonnés. A l'instar du magazine *Spore* et du portail Web Agritrade, il est diffusé en format numérique sur Africa Learning Channel par le satellite WorldSpace à un public plus large.

Avec plus de 1 100 abonnés à sa version électronique, le succès de *ICT Update* ne faiblit pas. Chaque numéro propose des sujets spécifiques à l'agriculture et au développement, une étude sur l'impact des TIC, un point sur les expériences conduites dans les régions ACP. Parmi les sujets traités en 2003 figurent la connexion à Internet en milieu rural, la lutte contre les ravageurs et le micro-financement. Deux numéros du magazine ont coïncidé avec la tenue de conférences internationales sur la gestion de l'eau – thème du Sixième sommet d'information sur l'eau – et sur la vulgarisation agricole – thème de la réunion de l'Observatoire du CTA sur les TIC organisée en septembre : « Les TIC vont-elles révolutionner la vulgarisation agricole ? »

Une des principales ressources de *ICT Update* provient du portail Web interactif <http://ictupdate.cta.int>, qui donne accès à toutes les informations utiles à l'élaboration des dossiers. Les lecteurs peuvent également mettre en ligne leurs propres documents, suggérer des liens Internet et proposer des articles ou des projets. C'est une ressource dynamique pour différentes communautés d'intérêt, et très appréciée : le nombre de visiteurs par mois est passé de 2 000 en 2002 à 8 000 à la fin de l'année 2003.





**Répondre aux besoins des
organisations paysannes
dans un monde en mutation**

« Les fermiers et les paysans du XXI^e siècle – qui représentent encore près de la moitié de la population active dans le monde – ont su, ces dix dernières années, relever le défi, trouver de nouvelles armes et remporter çà et là quelques victoires, mais le combat est encore loin d'être terminé ». ¹

La difficulté pour les agriculteurs des pays ACP est d'être entendus par leur gouvernement, lors des forums régionaux mais aussi sur la scène internationale. Les organisations et les réseaux paysans commencent à se multiplier dans les pays en développement et des victoires ont été remportées grâce à la confiance grandissante dans ces organisations qui défient aujourd'hui les intérêts des entreprises multinationales et qui tentent de faire des revendications agricoles une priorité à l'échelle mondiale.

Ce combat peut être gagné à condition que ces organisations reçoivent l'appui nécessaire pour devenir des structures autonomes et non plus « des instruments des politiques gouvernementales mais le véritable moteur de l'accroissement des capacités et des responsabilités des agriculteurs ». ²

Les organisations paysannes (OP) représentent les intérêts des agriculteurs et sont pour eux un moyen d'atteindre leurs objectifs économiques, sociaux et politiques ; elles peuvent être une force importante pour le développement de l'agriculture et la lutte contre la pauvreté. La valorisation du potentiel de ces organisations leur demandera un énorme effort mais stimulera également l'aide des bailleurs et des autres agences internationales.

Les organisations paysannes sous les projecteurs

Avant les années 1980, les objectifs des OP des pays en développement étaient définis non pas

par les agriculteurs eux-mêmes mais par l'État et ses institutions. Les ressources allouées étaient minimales et peu d'organisations pouvaient se vanter d'être indépendantes. L'application des Programmes économiques d'ajustement structurel (PEAS) des années 1980 et 1990, avec pour conséquence la baisse des dépenses publiques, s'est traduite par le retrait de l'État de nombreux services du secteur public et notamment, la vulgarisation agricole.

Le secteur privé était censé combler le vide laissé par l'État, par exemple, en apportant son appui technique et par l'intégration verticale des filières. Cela ne s'est pas produit, car les opérateurs privés étaient trop peu nombreux et le contexte n'encourageait pas l'émergence de nouveaux entrepreneurs ; les dépenses publiques étaient, en outre, insuffisantes pour développer les infrastructures nécessaires à l'intégration des filières.

Livrées à elles-mêmes, les OP devaient fournir les services relevant jadis de la responsabilité de l'État. En outre, elles devaient défendre l'opinion des agriculteurs à tous les échelons, influencer sur les politiques nationales et peser sur les accords internationaux sur le commerce. Tout cela dans un contexte économique difficile, de sous-développement du secteur agricole, subissant les effets néfastes de la mondialisation. Stimulées par l'émergence des fédérations faitières, les organisations paysannes sont devenues une cible majeure pour les bailleurs, grâce à qui leurs ressources financières et techniques se sont améliorées, même si leurs moyens humains – notamment pour défendre les droits paysans, faire du *lobbying*, rendre des services et acquérir les compétences nécessaires à la gestion de l'information et de la communication – demeurent insuffisants.

Ces évolutions comportent cependant deux risques importants. En premier lieu, les OP

pourraient devenir trop dépendantes des bailleurs, comme l'évoque clairement le responsable de la fédération paysanne Zimbabwe Farmers' Union :³

« Nous n'attendons pas du gouvernement et des bailleurs qu'ils fassent tout pour nous. Tout ce que nous leur demandons, c'est de créer un environnement favorable, capable de susciter l'enthousiasme des communautés et d'encourager les initiatives locales ».

L'attitude des gouvernements à l'égard des OP varie beaucoup. Elles fonctionnent assez librement dans certains pays, et dans d'autres sont soumises à des contraintes administratives et juridiques. Quelques pays – l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, l'Ouganda, la Zambie – modifient leurs cadres juridique et politique afin que les OP deviennent des entreprises indépendantes gérées par les agriculteurs eux-mêmes.

Le second risque est qu'une dépendance excessive vis-à-vis de l'aide des bailleurs amène les OP à travailler selon l'agenda de ces derniers, parce qu'elles ne seront pas en mesure de définir leurs priorités et de contester les décisions des bailleurs. La tendance, déjà constatée dans certains pays, consistera alors à atteindre les priorités des bailleurs et à signer des accords qui ne prendront pas suffisamment en compte les intérêts des agriculteurs.

Ce risque souligne la nécessité de renforcer les OP dans le domaine des ressources humaines, en améliorant leur capacité à :

- offrir des services à leurs membres ;
- collecter et diffuser l'information ;
- fixer des priorités ;
- élaborer des programmes et des stratégies ;
- gérer leur organisation, en étant averties de l'évolution des politiques, du marché et du débat sur les questions d'actualité – la

mondialisation et l'impact des accords internationaux sur l'agriculture ACP – et capables de discuter avec les ministères de l'Agriculture, du Commerce et des Finances, des institutions financières et d'autres partenaires.

■ Contribution et appui du CTA ■

La nécessité d'aider les OP à disposer de moyens humains renforcés a été au centre des discussions lors d'un séminaire important organisé par le CTA au Cameroun en 2001, sur le thème « Stratégies de gestion de l'information et de la communication dans les fédérations paysannes ». ⁴ Ce séminaire illustre les travaux menés depuis plusieurs années par le CTA avec les organisations paysannes, soucieux de l'engagement pris dans le Plan stratégique pour 2001–2005 « de donner priorité à l'établissement d'accords de partenariat avec des groupements ACP tels que les organisations paysannes ». ⁵

Jusqu'à présent, le CTA s'est surtout efforcé de doter les OP d'un fonctionnement plus efficace. Des formations sont organisées pour les dirigeants d'OP, notamment sur les moyens d'améliorer la communication institutionnelle. En 2000, des projets ont été lancés pour aider dix organisations paysannes africaines à élaborer des stratégies de gestion de l'information et de la communication (GIC) et renforcer leurs capacités dans ce domaine : FUPRO (Bénin), FENOP (Burkina Faso), AVIDEL (Burundi), ANOPACI (Côte d'Ivoire), GNAFF (Ghana), KNFU (Kenya), AOPP (Mali), UNFFE (Ouganda), ZNFU (Zambie) et ZFU (Zimbabwe).

Ces partenariats avec les OP comprennent un ensemble d'activités, consistant notamment à :

- identifier les thèmes d'information prioritaires ;
- déterminer les stratégies et outils de communication appropriés ;



Quelques-unes des publications réalisées par des organisations paysannes soutenues par le CTA

- créer des centres communautaires d'information et de technologie ;
- produire des supports d'information (magazine, bulletin d'information, brochure, programmes radiophoniques et télévisuels, cassettes audio et vidéo) ;
- produire des supports de vulgarisation ;
- mettre en place des systèmes d'information des marchés ;
- créer des bases de données et des sites Web ;
- organiser des ateliers et des visites d'échange.

Ce type de dispositif est en accord avec les recommandations du séminaire du Cameroun : aider les OP à élaborer des stratégies de GIC, qui s'appuient sur des modes de communication adaptés à leur structure et leurs objectifs, et sur de nouvelles mesures leur permettant d'exploiter efficacement leurs systèmes de GIC et

de tirer le meilleur parti possible des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Les OP, acteurs majeurs du développement

En ouvrant un atelier régional sur la coopération paysanne en Afrique australe et orientale, le vice-ministre de l'Agriculture du Malawi déclarait : « les organisations paysannes... jouent un rôle central dans le développement du secteur agricole de la région et de l'économie dans son ensemble ». ⁶

L'idée selon laquelle les OP peuvent jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté rurale est largement admise. Compte tenu de leur proximité avec les communautés rurales, elles sont idéalement placées pour gérer les programmes de lutte contre la pauvreté. De fait, la mise en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté est prioritaire pour la majorité des OP, même si, comme le souligne une étude récente de la Fédération internationale des producteurs agricoles – la FIPA regroupe 100 OP nationales de 71 pays du Nord et du Sud – l'impact de ces initiatives varie en fonction des ressources, du soutien et des infrastructures disponibles. ⁷

Sur le plan national et local, les OP, tout comme les organisations non gouvernementales (ONG) souvent à leurs côtés, font de plus en plus pression sur les gouvernements et les bailleurs pour répondre aux besoins des petits exploitants : révision des réglementations commerciales, baisse des droits et taxes sur l'importation d'équipements, meilleur accès au crédit...

Sur la scène internationale, la présence des OP est sensible. Avant l'ouverture de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, Mexique, en 2003, la FIPA a invité les principaux négociateurs à rencontrer les représentants de 80 OP du monde entier, dans le cadre d'une

Conférence internationale des agriculteurs sur le commerce international. Cette rencontre fut un succès. « Nous nous sentons encouragés », s'est réjoui le président de la FIPA, « les ministres du Commerce et de l'Agriculture de sept grandes nations commerciales ont répondu positivement à notre invitation, et accepté de discuter et d'échanger avec des agriculteurs avant d'entrer dans la salle des négociations à Cancún ». ⁸

Au Sommet de Cancún, la visibilité croissante des OP sur la scène internationale a été remarquée. Porte-parole de la FIPA pour les produits tropicaux, le Président de l'association nationale des OP de Côte d'Ivoire, ANOPACI, a joué un rôle de premier plan à Cancún. Autre présence remarquée de l'Afrique de l'Ouest, le réseau régional des organisations paysannes, ROPPA, a présenté « les propositions des paysans d'Afrique de l'Ouest » aux chefs d'États africains, aux représentants des partenaires commerciaux africains, des organisations de la société civile, ainsi qu'à d'autres OP. ⁹

Pour donner aux OP les moyens de répondre aux attentes tant domestiques qu'internationales, il faut que les bailleurs et les agences internationales de développement optent pour une approche de l'aide autre que celle qui crée de la dépendance et qui ignore les priorités des agriculteurs. De nombreuses agences mettent, désormais, davantage l'accent sur la création d'organisations autonomes et bien gérées. Par exemple, en introduction au compte rendu d'un atelier organisé en 2002 sur l'autonomie et la responsabilisation des agriculteurs africains, le directeur de la division Développement rural de la FAO indiquait que « les gouvernements et les bailleurs doivent mettre en place des politiques et des processus qui permettent aux petits exploitants agricoles de concevoir et de créer leurs propres structures d'entraide collective pour le financement, la responsabilité et la bonne gouvernance ». ¹⁰

Implications pour le CTA

Des changements ont également eu lieu au CTA. Avec le réajustement du programme et son application en 2004, le Centre engagera le même type d'activités, mais, cette fois-ci dans le cadre d'une nouvelle approche de la coopération avec les OP. Celle-ci consiste notamment à :

- travailler avec des organismes coopérant avec les OP (ONG, universités, agences de développement), ainsi que les OP des pays développés travaillant avec des OP des pays ACP, et stimuler ainsi l'échange Nord-Sud entre agriculteurs. Le CTA essaiera de renforcer sa coopération avec tous ces organismes afin de dégager des synergies ;
- coopérer plus étroitement avec les OP afin de les aider à élaborer des stratégies d'information et de communication à moyen terme et poursuivre cette collaboration sur une base solide et grâce à des partenariats élargis, de manière à garantir la cohérence des activités et à renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud ;



Atelier organisé à Bamako au Mali, sur la promotion des accords de partenariat entre le CTA et les organisations nationales ACP d'Afrique de l'Ouest

- établir une liaison forte entre les programmes de formation et de partenariats nationaux du CTA, les formations devant aider les OP à déterminer leurs priorités en matière d'information et de communication, à élaborer leurs programmes sur le moyen et le long terme, et à répondre efficacement à la demande à l'échelle locale et nationale. La formation pourrait porter sur les approches participatives, le suivi et l'évaluation, la pérennité des programmes, la GIC, l'utilisation des TIC et l'offre de services aux membres des organisations paysannes.

Si le CTA n'est pas en mesure d'organiser une formation déterminée, il s'efforcera, grâce à son programme d'appui à d'autres formations (voir p. 42), d'identifier les formations délivrées par d'autres agences, et de parrainer la participation de membres d'organisations paysannes.

Conserver le même objectif

Des agences comme le CTA essaient de renforcer les capacités des organisations paysannes et de s'assurer qu'elles restent aussi fortes sur le plan local que sur le plan national ou international. Si l'on veut que les OP soient viables et restent le véritable porte-parole des agriculteurs, il faut qu'elles disposent de moyens et de ressources divers, comme le dit Marc Edelman dans son dernier livre sur les mouvements paysans :¹

« Les mêmes individus qui se mobilisent pour les conférences nationales doivent aussi être capables de constituer une équipe de juristes pour défendre des titres de propriété contestés, assurer le suivi d'une commande de bottes en caoutchouc passée par une coopérative et récolter un champ de choux avant l'arrivée des pluies ».

On en demande beaucoup aux OP des pays en développement. Et pour le CTA, comme pour les

autres agences qui travaillent en coulisses pour aider les OP à assumer leur nouveau rôle, beaucoup reste à faire.

Notes

- 1 Edelman, M. 2003. 'Transnational peasant and farmer movements and networks.' In Anheier, H., Glasius, M. et Kaldor, M. (eds) *Global Civil Society 2003*. Oxford University Press, Londres, Royaume-Uni.
- 2 Réseau des Nations unies pour le développement rural et la sécurité alimentaire ; consulter le site www.rdfs.net/news/interviews/0304in/0304in_juhasz-rouse_en.html
- 3 Tafirenyika, M. 'Farmers organise to promote interests.' *Africa Recovery* (Vol. 11, No. 2). United Nations Department for Public Information.
- 4 CTA. 2002. *Stratégies de gestion de l'information et de la communication dans les fédérations des organisations paysannes*. Compte rendu d'un séminaire organisé à Douala, Cameroun, décembre 2001. CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 5 CTA. 2001. *Plan stratégique et cadre d'action pour 2001-2005*. CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 6 RELMA. 2003. *Strengthening Farmers' Cooperation in Eastern and Southern Africa*. Compte rendu d'un séminaire régional organisé à Nairobi, Kenya, mars 2003. Regional Land Management Unit, ICRAF, Nairobi, Kenya.
- 7 FIPA. Etudes réalisées dans le cadre de l'Agenda du Millénaire, sur les mesures de réduction de la pauvreté rurale et le rôle des organisations paysannes ; consulter le site www.ifap.org/develop.surveygen.html
- 8 Consulter le site www.ifap.org/
- 9 Consulter le site www.roppa-ao.org/
- 10 Bingen, J. et Rouse, J. 2002. *FAO-ICA Agricultural Development and the Empowerment of African Farmers*. Compte rendu d'un atelier sous-régional organisé à Nairobi, Kenya, mars 2002. FAO, Rome, Italie.



LA CONNAISSANCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT



Le tout nouveau portail Internet du CTA – Connaissances pour le développement (<http://knowledge.cta.int/>) – a été ouvert en décembre 2003. Il a pour objectif de faciliter le dialogue entre les acteurs des pays ACP et leurs partenaires de l'UE, de sensibiliser le public aux évolutions de la science et de la technologie et à leurs conséquences pour l'agriculture ACP, d'appuyer les efforts des pays ACP visant à mettre en place des systèmes de gestion du savoir local, et de renforcer leurs capacités en matière de recherche et d'innovation.

Ce portail a trois fonctions essentielles :

- **Les dossiers.** Trois dossiers ont été constitués et comportent chacun deux documents de discussion. Le premier dossier, « Dialogue politique S&T », propose une plate-forme d'échange sur la formulation et la mise en œuvre de politiques nationales et régionales en sciences et technologies (S&T). Le deuxième, « Demandes d'innovation », informe des difficultés de la recherche face aux demandes multiples de nombreuses parties prenantes ; il propose également d'identifier les stratégies à adopter pour garantir l'efficacité et la pertinence des programmes de recherche. Le troisième dossier, « Avenir de la S&T », traite de grandes questions : un premier numéro a été consacré à la biotechnologie et à la biosécurité ; ultérieurement seront proposées des études de cas sur les systèmes d'innovation agricole et leur mise en place et sur les progrès techniques réalisés dans la production du sucre. A partir des dossiers, des liens donnent accès à des sites Web et à des études permettant d'approfondir la recherche d'informations.
- **La mise en réseau.** Dans les régions ACP, les instituts de science et technologie se connaissent mal. Le fait de pouvoir collecter et regrouper l'ensemble des connaissances et expériences des instituts nationaux et régionaux engagés dans la recherche et le développement agricoles, de partager ce savoir-faire grâce au travail en réseau et de s'en servir pour faciliter les visites d'échange entre instituts, contribuerait de façon significative aux progrès de la science et de la technologie au service du développement agricole et rural des pays ACP. La fonction de mise en réseau de ce portail devrait être un outil permettant aussi de faire connaître les recherches menées par les uns et les autres à un public plus large.
- **Les forums électroniques.** Ils offrent aux utilisateurs l'opportunité de discuter de diverses questions ayant trait à la science et à la technologie et d'élaborer, à partir de ces débats, des documents stratégiques.



Appui à des formations hors-CTA

Dans la plupart des pays ACP, les institutions ne disposent pas des moyens humains et financiers nécessaires pour se servir des TIC et gérer des informations sur l'agriculture et les ressources naturelles. Souvent, les infrastructures sont médiocres, les politiques en vigueur peu favorables et les programmes institutionnels insuffisants. En outre, leur personnel a souvent besoin de formation pour améliorer ses compétences en gestion de l'information et de la communication agricoles (GIC).

Parallèlement à ses propres formations, le CTA aide les ressortissants ACP à participer à des formations en GIC de une à deux semaines organisées par d'autres institutions. Depuis 2003, ce programme d'appui a été revu pour intégrer diverses possibilités de formation adaptées aux besoins des bénéficiaires et aux capacités des institutions nationales pour lesquelles ils travaillent. L'organisation de formations de plus de deux semaines est aujourd'hui à l'étude. Le CTA peut aussi prendre en charge dans certains cas des stages dans un centre d'excellence pour une durée allant jusqu'à douze semaines.

Parmi les bénéficiaires ACP de ce programme, un stagiaire du ministère de l'Agriculture de Papouasie-Nouvelle-Guinée, parrainé par le CTA pour participer à un cours de perfectionnement en informatique a acquis une expérience pratique lui permettant d'exercer de nouvelles responsabilités dans la gestion du courrier électronique.

Répétition d'une pièce de théâtre radio-phonique, par les participants à un atelier sur la radio rurale organisé au Swaziland



Suivi post-formation des participants aux cours du CTA

En 2003, le CTA a effectué un suivi post-formation de participants à deux formations organisées en 2002, l'une sur la « Mise en forme de l'information agricole pour la presse », et l'autre sur « La communication institutionnelle des associations paysannes et des ONG présentes dans l'agriculture ».

Information agricole destinée à la presse. A l'issue de ce cours, les participants ont sollicité l'aide du CTA pour perfectionner leurs techniques. Le CTA a alors signé un contrat avec une personne ressource pour assurer ce travail de perfectionnement et de suivi de huit journalistes (originaires du Burkina Faso, du Cameroun, de Côte d'Ivoire et du Sénégal). Plus de 400 messages électroniques ont été échangés au sein du groupe, avec pour résultat 25 articles d'excellente qualité publiés dans des journaux d'Afrique de l'Ouest. Un des participants a écrit « l'expérience a été très enrichissante, notamment pour les commentaires et les observations, mais aussi et surtout, pour nous avoir permis de nous poser certaines questions auxquelles nous ne pensions même pas ».

Communication institutionnelle. Le responsable de la formation a suivi le parcours de 16 participants à cette formation. En novembre, un Guide pour l'élaboration d'un plan d'action a été envoyé à tous les participants, pour les aider à mettre au point un programme de travail sur la communication institutionnelle. Parmi les propositions figuraient la réalisation d'un calendrier de bureau, d'un magazine mensuel destiné aux agriculteurs, de rapports annuels, l'analyse d'une institution suivie de la définition de sa mission. Lynn Stefano, de l'organisation sud-africaine Farmers Support Group, a produit un calendrier de bureau (voir photo) et Samantha Hamburg de l'association CASIDRA, également sud-africaine, a attiré l'attention des trois chaînes de télévision locales sur les activités de la CASIDRA. « Je voudrais vous remercier... Je crois que mon expérience professionnelle s'est enrichie par les contacts (et amis) que j'ai pu avoir à cette occasion », écrit-elle dans au responsable de la formation. Boweditswe Masilo de la Botswana Agricultural Union a écrit que ce suivi « m'a poussé à agir, alors continuez à me harceler avec vos questions car cela me motive incroyablement pour le plan d'action que je dois élaborer ».



Calendrier de bureau présenté par le Farmers Support Group après une formation à la communication institutionnelle

CTA Rapport annuel 2003
Techniques et systèmes de GIC

Politiques en matière de gestion des ressources naturelles : le cas du Cameroun

Le CTA a conclu un accord de partenariat avec l'Unité nationale de gestion et de coordination (UNGC) du ministère camerounais de l'Environnement et des Forêts, afin que l'UNGC apporte à six communautés rurales l'appui nécessaire à la mise en place de forêts communautaires. Cet appui se fait avec des ONG locales membres du réseau national d'information sur l'environnement.

Les objectifs du projet pilote sont les suivants :

- informer les communautés sur la législation forestière, les avantages et les obligations qui en découlent ;
- encourager les communautés à adopter des mesures participatives et démocratiques pour la gestion des ressources naturelles forestières ;
- faciliter l'octroi du statut d'entité juridique aux communautés locales ;
- former et aider les communautés à préparer des plans et des procédures de gestion des concessions pour y développer une sylviculture à faible impact sur les ressources.

Le projet a pour objectifs de garantir l'exploitation de quelque 30 000 hectares de forêts par les communautés, d'accroître la mise en valeur durable des ressources forestières, et d'influer sur la politique d'exploitation des autres ressources forestières du Cameroun. Le projet devra également aider l'UNGC à développer sa capacité d'information pour valoriser cette expérience pilote auprès d'autres communautés.

Les principales activités du projet sont les suivantes :

- informer sur la législation forestière et la décentralisation de la gestion des forêts (réunions de 200 à 300 personnes) ;
- former à la gestion démocratique des ressources naturelles, aux techniques de sylviculture à faible impact sur l'environnement et au traitement de données socio-économiques et biologiques ;
- aider les communautés à s'organiser pour être reconnues par les autorités comme entités juridiques ;
- les aider à déterminer et enregistrer les domaines forestiers ;
- les aider à planifier et coordonner la collecte de données ;
- organiser des réunions pour examiner les résultats des analyses de données ;
- aider les communautés à élaborer un plan global et viable de gestion forestière à partir de ces analyses.



The background of the slide is a dense grid of small, colorful squares. Each square contains a stylized icon. The icons are diverse, including various types of fruits (like apples, lemons, and berries), baskets of produce, and organizational charts (hierarchical diagrams with boxes and connecting lines). The colors of the squares and icons are varied, creating a vibrant and busy visual texture.

L'approche du CTA en matière d'apprentissage organisationnel

Dans un de ses rapports d'atelier sur la rétroaction (*feedback*) de l'évaluation, l'Organisation pour la coopération et le développement (OCDE) qualifie l'apprentissage de « nouvelle frontière ». ¹ C'est la voie dans laquelle les agences de développement doivent s'engager si elles veulent accroître la capacité de leurs partenaires à répondre à des besoins en constante évolution. Dans un de ses nombreux travaux sur l'apprentissage organisationnel, Peter Senge écrit ceci :²

« ... les organisations dédiées à l'apprentissage sont des organisations où les gens développent en permanence leur capacité à créer les résultats qu'ils désirent vraiment obtenir, où des modes de pensée nouveaux et ouverts sont nourris et entretenus, où l'aspiration collective se trouve libérée et où les gens sont constamment en train d'apprendre comment apprendre ensemble ».

Considérer l'apprentissage comme un outil pour renforcer les capacités des organisations semble à la fois compréhensible et pertinent. Toutefois, dans la pratique, il existe parfois une faible corrélation entre la performance d'une organisation et son degré d'investissement dans le développement des capacités.

Le Plan stratégique du CTA pour 2001–2005 a décrit plusieurs moyens de renforcer les capacités du Centre :³ diversifier la gamme de compétences, former et sensibiliser le personnel, installer de nouveaux systèmes informatiques, nouer des accords de partenariat, développer la mise en réseau, suivre et évaluer les programmes, observer l'environnement extérieur et valoriser la mémoire institutionnelle. Le CTA, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et l'International Service for National Agricultural Research (ISNAR), associés dans un projet interagences, ont analysé le renforcement

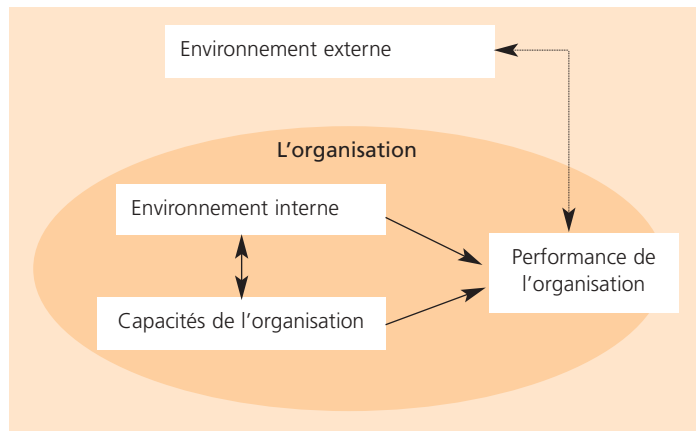
des capacités des organisations. Ensuite, des exemples illustrent les efforts fournis par le CTA en 2003, – la rétroaction de l'évaluation, les séminaires internes, la mise en valeur de la mémoire institutionnelle – en mettant l'accent sur l'apprentissage organisationnel et en évaluant leurs effets sur la performance du CTA.

Renforcer les capacités de fonctionnement et d'adaptation

Publié en 2003, l'ouvrage intitulé *Évaluation des programmes de renforcement des capacités*,⁴ bien que centré sur le rôle de l'auto-évaluation, aborde aussi des questions conceptuelles concernant le lien entre les capacités d'une organisation et sa performance. « La performance d'une organisation est influencée à la fois par son environnement interne et l'environnement externe dans lesquels elle évolue » (voir tableau 1, p. 46).

En effet, pour une organisation, la performance se rapporte à son aptitude à atteindre ses objectifs, alors que les capacités font plutôt référence aux ressources et aux processus mis en place par cette organisation. L'environnement interne englobe tous les facteurs qui influencent son orientation, sa gestion ainsi que la dynamique de ses activités. L'environnement externe renvoie au contexte externe (juridique, politique, économique, technologique...) dans lequel l'organisation exerce ses activités.

Le livre suggère deux critères de classement des capacités d'une organisation : le premier a trait aux capacités en termes de ressources et de gestion, le second tient compte des capacités de fonctionnement et d'adaptation – la notion de capacité d'adaptation est au centre de l'approche actuelle du CTA. La capacité de fonctionnement ou opérationnelle se réfère à l'aptitude d'une organisation à mener ses activités quotidiennes, alors que la capacité d'adaptation se réfère à son

Tableau 1 : Cadre d'évaluation d'une organisation

Source: Horton, D. et al. (2003)

aptitude à apprendre et à évoluer, en s'adaptant au changement du contexte. En 2003, en prenant en compte la rétroaction des évaluations, en sensibilisant le personnel par des séminaires internes et en cultivant la mémoire institutionnelle, le CTA a réalisé des progrès sensibles dans ses capacités d'adaptation.

Utiliser les évaluations pour améliorer l'apprentissage

Le but d'une évaluation est de savoir précisément ce qui marche et ce qui ne marche pas, et comment mettre en pratique les enseignements tirés de cet exercice. Le processus d'évaluation permet aussi d'expliquer les mesures mises en œuvre, les décisions prises et les ressources utilisées. Si le rôle de l'évaluation dans l'amélioration de l'apprentissage organisationnel est reconnu dans la littérature, le fait d'associer, dans un même exercice d'évaluation continue, l'objectif de responsabilisation des acteurs et l'objectif d'apprentissage ne paraît pas évident tant du point de vue théorique que pratique, et alimente le débat sur le « défi de la rétroaction ».¹

Quelle information l'évaluation devrait-elle chercher à transmettre ? A qui ? Pourquoi ? Et surtout, comment devrait-elle être utilisée ? Dans un ouvrage essentiel sur l'utilisation de l'évaluation, l'auteur Michael Quinn Patton note :⁶

« ...qu'une grande partie de ce qui a été évalué n'a pas eu l'utilité escomptée ; que l'évaluation doit pouvoir être utile et qu'il faut donc faire quelque chose de différent si l'on veut en garantir l'utilité... »

Pour de nombreux experts en développement, ce « quelque chose » passe par la promotion de l'apprentissage organisationnel.

Le CTA procède régulièrement à des évaluations systématiques et ciblées de ses projets et de ses services. En effet, les résultats de l'évaluation permettent d'affiner le processus décisionnel et la mise en œuvre des programmes, de promouvoir l'apprentissage organisationnel et de responsabiliser les différents acteurs impliqués. Ces dernières années, en intégrant responsabilisation et apprentissage dans ses objectifs d'évaluation, le CTA a fait un pas vers l'apprentissage organisationnel (voir p. 51). Cette démarche résulte du changement d'approche de la part de la communauté du développement, et des enseignements tirés des évaluations, menées entre 1996 et 2000 dans le cadre du Plan à moyen terme du Centre.

Durant cette période, le CTA a commandé 10 évaluations de ses services, projets et programmes. Le cahier des charges de l'évaluation était élaboré en interne, alors que l'évaluation était conduite uniquement par des experts extérieurs. Depuis la mise en œuvre de son Plan stratégique pour 2001-2005, orienté vers l'apprentissage et soutenu par la création d'un service dédié à la planification et au suivi, le CTA a revu sa stratégie en matière d'évaluation afin d'impliquer plus fortement son personnel.

Les principaux axes de cette nouvelle approche sont les suivants :

- des réunions de consultation à l'échelle de l'institution avant l'élaboration du cahier des charges d'une évaluation ;
- la nomination d'une équipe de consultants extérieurs ;
- l'implication du personnel du CTA compétent par :
 - la participation à la conception des questionnaires,
 - des visites d'étude avec des consultants extérieurs,
 - la participation à la rédaction des rapports d'évaluation,
 - le recueil des commentaires du personnel du Centre sur les constatations formulées et les projets de rapport,
 - un débat à l'échelle du CTA sur les conclusions et recommandations,
 - la participation à l'élaboration d'une stratégie de suivi.

L'évaluation à mi-parcours de son projet de distribution d'ouvrages illustre l'approche orientée vers l'apprentissage adoptée par le CTA en 2003. Il s'agissait de comparer l'efficacité de l'actuel système de distribution centralisé à celle d'un système faisant appel à des distributeurs locaux, en l'occurrence au Burkina Faso et en Zambie. L'évaluation conduite par des consultants extérieurs (originaires de l'UE, du Burkina Faso et de Zambie) et des personnes du CTA a permis d'apprécier la performance du projet et ses implications pour le système de distribution d'ouvrages du CTA, mais également la conduite et l'utilisation de ces évaluations. De précieux enseignements en ont ainsi été tirés :

- l'établissement d'un partenariat entre des distributeurs locaux et le CTA ne peut réussir que si les deux parties contractantes ont le même mandat (à savoir, activité à but non lucratif axée sur le même secteur) ;
- la performance d'un distributeur local est, dans une certaine mesure, fonction de la situation socio-économique du pays. La politique de distribution du CTA doit donc être modulable selon différents environnements ;
- pour conduire une évaluation, le recours à des experts représentant différents groupes d'intérêts devrait permettre de réaliser une étude plus fiable et plus approfondie – et donc plus utile – dès lors que ces personnes ont une expérience dans la conduite d'évaluation du même type.

Intensifier la sensibilisation aux questions de développement

Le CTA organise des séminaires internes seulement depuis 2001, alors que ses propres projets et services sont évalués depuis plus de dix ans. Un séminaire interne du CTA dure une journée, au cours de laquelle le personnel est en interaction avec des experts et des techniciens extérieurs. Généralement, une première partie est consacrée à un débat sur une question en rapport avec le développement, avec des exposés de spécialistes extérieurs et de personnes du CTA qui témoignent de l'expérience de l'institution. Ensuite, sont discutées et évaluées les incidences de ces questions sur les interventions actuelles et futures du CTA dans le cadre de ses programmes. A l'issue de chaque séminaire, les coordonnateurs du CTA produisent un rapport de synthèse sur les questions débattues, les principaux enseignements et les activités de suivi proposées.

Les séminaires internes ont pour but de sensibiliser et d'informer les participants sur le thème traité dans un environnement d'apprentissage collectif. Pour le personnel du CTA, les sessions des groupes de travail sont l'occasion d'explorer les possibilités de mettre en pratique au quotidien les connaissances nouvellement acquises.

Cinq séminaires internes ont été organisés en 2003 sur des thèmes variés : le capital social, l'apprentissage local, la gestion des connaissances, le NEPAD et les droits de propriété intellectuelle. Le tableau 1 présente quelques exemples de sujets traités, ainsi que les enseignements tirés de deux de ces séminaires.

Capitaliser et valoriser les enseignements tirés

Le séminaire interne sur la gestion des connaissances a montré l'importance de la mémoire institutionnelle dans le renforcement des capacités et de la performance d'une organisation. « L'information, c'est ce que deviennent les

données une fois interprétées et contextualisées par nous, les humains... La connaissance, c'est l'information assimilée et mémorisée par les individus ».7 Et faciliter l'accès à ce savoir par une meilleure gestion de l'information est un impératif pour la gestion des connaissances.

La plupart des connaissances au sein d'une organisation sont implicites et se perdent inévitablement lorsque le personnel change d'emploi, emportant avec lui des années d'expériences et de savoir durement acquis. Il importe donc de recueillir la connaissance explicite, détenue par quelques personnes ; et par conséquent de s'appuyer sur des mécanismes institutionnels plutôt que sur des individus. En 2003, le CTA a fait d'énormes progrès en

Tableau 1 : L'apprentissage organisationnel à l'aide de séminaires internes

Thème et date du séminaire

Le capital social, 15 janvier 2003

Personne ressource extérieure (expert)

Professeur Jules Pretty, Université de Sussex, Royaume-Uni

Sujets de discussion

- Concept et définition du capital social
- Preuves empiriques des effets du capital social
- Problèmes et défis pour l'aide au développement
- Options d'intervention pour le CTA

Enseignements tirés de ce séminaire

- Le capital social est moins une nouvelle méthodologie qu'un nouvel outil permettant d'élaborer des activités en tenant compte de leur potentiel à créer et pérenniser une coopération efficace et solide entre les personnes et les institutions parties prenantes
- Le concept du capital social a un lien direct avec la plupart des activités du CTA. Il joue un rôle crucial dans la gestion de l'information et de la communication (GIC). Il peut améliorer les flux d'informations et accroître l'efficacité de la communication
- A travers ses programmes de renforcement des capacités de GIC, le CTA contribue directement à l'accroissement du capital social parmi ses partenaires et bénéficiaires
- Pour mieux mettre en valeur le capital social, le CTA devrait continuer non seulement à encourager les processus d'apprentissage sociaux et participatifs, mais aussi à renforcer les capacités des organisations agricoles et rurales ACP.

Thème et date du séminaire

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), 28 juillet 2003

Personnes ressources extérieures (experts)

Mme Gnounka Diouf (conseillère spéciale auprès du Président sénégalais et membre du Comité de pilotage du NEPAD, Sénégal) ; Professeur Richard Mkandawire (conseiller pour l'Agriculture, Secrétariat du NEPAD, Afrique du Sud) ; Ignace Coussement (FIPA, Bruxelles, Belgique)

Sujets de discussion

- Présentation générale du NEPAD : origine et raisons de sa création, objectifs, priorités, plan d'action, résultats attendus, cadre institutionnel, mise en œuvre des stratégies définies
- Le NEPAD et l'MAEP (Mécanisme africain d'évaluation par les pairs) : présentation du concept d'évaluation par les pairs et du mécanisme introduit par le NEPAD
- Le NEPAD et le secteur agricole : présentation du plan d'action pour l'agriculture élaboré par le NEPAD et la FAO
- Le plan d'action pour l'agriculture revu par la société civile : le point de vue de la FIPA.

Enseignements tirés de ce séminaire

- Le NEPAD est né d'une initiative politique ; le but de ce séminaire interne était d'informer sur celle-ci, plutôt que discuter de l'initiative en tant que telle
- Un membre du personnel du CTA a fait un exposé sur le concept de l'évaluation par les pairs selon l'OCDE et sur l'MAEP élaboré par le NEPAD et l'UNCEA. Ces précisions pourront être utiles à l'évaluation des activités du CTA dans le cadre de la collaboration avec des institutions partenaires
- Le Plan d'action pour l'agriculture a été présenté par un délégué du NEPAD qui a exposé les priorités thématiques du NEPAD en matière de développement agricole et rural, fixées après des consultations engagées avec des organisations économiques régionales (telles que la CEDEAO, la CEMAC, le COMESA et la SADC). Le CTA et ses partenaires pourront utiliser ces informations pour définir et planifier les thèmes d'information prioritaires.

améliorant sa gestion des données de projets et en mettant davantage en valeur les connaissances explicites, grâce à la mise en place d'un système informatique de gestion intégrée des informations relatives aux projets. En effet, avec l'ancien système il était difficile de relier les informations relatives aux projets stockées dans différentes bases de données et il y avait peu de possibilités pour éditer des rapports (rapports, comptes rendus de suivi, statistiques, données comptables...).

Dans le nouveau système, une seule base de données, gérée à l'aide de Microsoft ACCESS, centralise l'ensemble des informations des projets ; ce qui offre un accès facile et rapide pour la saisie d'informations et la production de divers formats de rapports. De décembre 2002 à novembre 2003, la première phase a porté sur la conception et la mise au point de la base de données centrale. La deuxième phase consistera, en 2004, à renforcer les capacités adaptatives (ou logiciels) du système, telles que le contrôle qualité du contenu de l'information, la génération de comptes rendus de suivi, la mise en place d'une base de données des consultants. Les difficultés rencontrées pour faire des requêtes, consulter, relier, transférer, visualiser et générer des informations seront bientôt de l'histoire ancienne.

Entretenir une culture de l'apprentissage

Le principal résultat des efforts déployés par le CTA en 2003 pour renforcer ses capacités opérationnelles et d'adaptation a été l'introduction d'une culture de l'apprentissage, fait majeur, depuis sa création il y a vingt ans. Il est toutefois difficile de savoir si cette culture de l'apprentissage va progresser et s'installer définitivement au sein du CTA.

Tout dépendra de la façon dont les processus d'apprentissage et les innovations seront gérés et

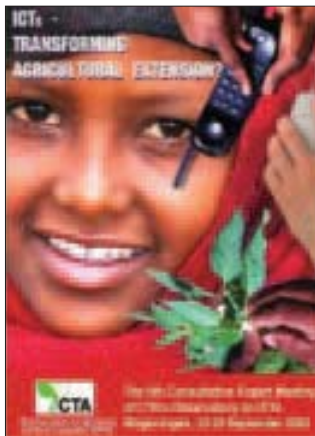
intégrés dans les activités du CTA. Les facteurs importants à prendre en compte sont, entre autres, le temps et l'espace réservés à l'apprentissage, les mesures d'incitation, de primes et d'intéressement mis en place, ainsi que l'attitude des dirigeants qui reconnaissent eux-mêmes que « le changement des mentalités est l'objectif fondamental d'une organisation axée sur l'apprentissage »² et qui se disent déterminés à améliorer la capacité d'adaptation du CTA par l'apprentissage organisationnel.

Notes

- 1 OCDE. 2001. *Evaluation Feedback for Effective Learning and Accountability*. OCDE, Paris, France.
- 2 Senge, P. M. 1990. *The Fifth Discipline: The Art and Practice of the Learning Organisation*. Doubleday, New York, États-Unis.
- 3 CTA. 2001. *Plan stratégique et cadre d'action pour 2001-2005*. CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 4 Horton, D. Alexaki, A., Bennett-Lartey, S. et al. 2003. *Evaluating Capacity Development: Experiences from Research and Development Organisations around the World*. CTA/CRDI/ISNAR, Wageningen, Pays-Bas.
- 5 Lusthaus, C., Andersen, G. et Murphy, E. 1995. *Institutional Assessment: A Framework for Strengthening Organizational Capacity for IDRC's Research Partners*. CRDI, Ottawa, Canada.
- 6 Quinn Patton, M. 1997. *Utilization-focused Evaluation* (3^e édition). Sage Publications, Londres, Royaume-Uni.
- 7 Marchand, D.A., Davenport, T.H. et Dickson, T. 2000. *Mastering Information Management*. Financial Times / Prentice Hall, Londres, Royaume-Uni.



Associer TIC et vulgarisation agricole



En septembre la sixième Réunion consultative d'experts de l'Observatoire du CTA sur les TIC a porté sur le thème suivant : « les TIC vont-elles révolutionner la vulgarisation agricole ? ». Des communications, des exposés sur les régions et des études techniques par pays ont alimenté le débat. Les participants ont reconnu que la faiblesse actuelle des services de vulgarisation dans de nombreux pays ACP exigeait que le rôle du vulgarisateur évolue de l'opérateur d'un simple transfert d'innovations technologiques – de l'institut de recherche à l'exploitant agricole – à celui de fournisseur et de facilitateur d'accès à l'information et aux services. Les difficultés de connexion à Internet constituent un problème majeur, qui risque de persister. Quant au partage des connaissances via le réseau électronique, les améliorations possibles sont limitées.

Les participants ont estimé que les organisations rurales doivent participer au débat concernant les politiques nationales de télécommunications et défendre les besoins de connexion des zones rurales. Ils ont mis en garde contre l'adoption d'une approche trop uniforme, compte tenu de la grande diversité de situations de développement agricole et d'équipements de télécommunication. Internet à lui seul ne suffira pas au vulgarisateur pour devenir fournisseur d'informations ; il faudra également utiliser des technologies intégrées, adaptées aux besoins spécifiques, ainsi que les compétences et ressources des divers acteurs. Si les participants ont plaidé en faveur de la décentralisation et de la privatisation des services de vulgarisation, ils ont toutefois signalé que ces politiques risquent d'avoir des effets négatifs non désirés sur des systèmes de diffusion d'informations aujourd'hui viables.

Ces réunions annuelles de l'Observatoire stimulent la réflexion sur des questions politiques émergentes ayant trait à l'usage des TIC dans l'agriculture ACP, mais également elles contribuent à affiner les programmes du CTA. Certaines recommandations de septembre 2003 s'adressaient au CTA, à savoir :

- organiser des ateliers régionaux de sensibilisation aux politiques en matière de TIC pour les personnels des services de vulgarisation des pays ACP ;
- produire des prospectus sur l'utilisation réussie des TIC dans la vulgarisation agricole ;
- élaborer des approches multi-acteurs de la planification ;
- établir une « arborescence des problèmes » liés aux TIC afin d'analyser les goulets d'étranglement ;
- commander des études sur le cadre réglementaire actuel régissant les TIC et leur utilisation dans les services de vulgarisation des pays ACP.

Tous les participants, experts internationaux, décideurs dans le domaine de la politique des TIC et de leur application à la vulgarisation agricole des pays ACP, ont reconnu la richesse de cette réunion, comme en témoigne le site spécialement créé à cette occasion (www.cta.int/observatory2003/index.htm).

LES FEMMES RURALES, LES TIC ET LE FONDS DE MICROFINANCEMENT GenARDIS

Comment les TIC peuvent-elles améliorer le bien-être des femmes rurales, de leurs familles et de leurs communautés dans les pays ACP ? Cette question a été au cœur de la réunion de l'Observatoire du CTA sur les TIC en 2002, sur le thème « Le genre et l'agriculture dans la société de l'information ». De cette réunion est née une initiative – le Fonds de microfinance GenARDIS – dont le but est d'encourager les activités innovantes qui associent efficacement des TIC en faveur du genre et du développement agricole et rural dans les régions ACP. Ce fonds a été mis en place à la lumière des contraintes et défis liés aux TIC auxquels sont confrontées les femmes rurales : le manque de temps pour se former aux TIC, leur accès limité aux radios, téléphones portables ou ordinateurs, et l'insuffisance de l'information axée sur leur propre environnement et diffusée en langue locale.

Au début de l'année 2003, deux agences, l'IICD et le CRDI, ont lancé avec le CTA un appel d'offres pour neuf propositions de projet de bourse de 5 000 €. Plus de 360 propositions ont été reçues en moins de deux mois. La soumission portait sur des projets très divers : programme de recherche, microprojet, production d'émission, publication, matériel de promotion, etc. Les propositions ont été évaluées par un comité composé de professionnels du développement spécialisés dans les questions de genre, issus du CRDI, du CTA, de l'IICD, de l'ISNAR, Panos (Zambie) et de l'UNECA.

La plupart des projets ont été lancés avant la fin de l'année 2003. Tous les lauréats (voir p. 51) seront invités à participer à un atelier en 2004, pour présenter leur projet. La deuxième opération GenARDIS, prévue en 2004, fera l'objet d'une large campagne médiatique.



Lauréats du fonds de microfinancement GenARDIS doté de 5 000 €

Joana Francis Adda, PACODEV, Ghana
Communauté et planification participative : les TIC comme moyen pour les femmes rurales de faire entendre leur voix au sein des organes de prise de décisions pour encourager une prise de conscience sociale de leur rôle dans la gestion des ressources naturelles au service d'une agriculture durable grâce à la préservation de la biodiversité

Grâce Agouna, Audy Magazine, Tchad
La radio communautaire au service du développement de la femme rurale au Tchad

Joseph Kiplang'at, Department of Library and Information Science, University of Zululand, Afrique du Sud
La diffusion des TIC auprès des femmes du Kwa-Zulu Natal pour la transmission de l'information agricole au service du développement rural

Alice Djinadou Igue Kouboura, INRAB, Bénin
Renforcement des capacités des femmes fonctionnaires qui œuvrent pour l'émancipation économique des femmes rurales pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté au Bénin

Bessie Nyirenda, Computer Land Limited, Malawi
FarmWise

James Onyango, KAIPPG, Kenya
Réseau des radios communautaires axées sur la santé et l'agriculture

Dorienne Rowan-Campbell, Networked Intelligence for Development, Jamaïque
Les outils et services de TIC pour aider au développement de l'agriculture biologique dans les Caraïbes : atelier régional de formation pour les femmes entrepreneurs

Pantaleon Shoki, CODRA, Tanzanie
Prendre en compte la dimension du genre dans l'information, la communication et la technologie en Afrique subsaharienne : étude de cas dans le nord de la Tanzanie.

Akello Zerupa, Makerere University, Ouganda
Accès et utilisation par les femmes des nouvelles TIC pour accéder à l'information sur les nouvelles technologies agricoles

Une feuille de route pour l'évaluation

« Feuille de route pour l'évaluation de la performance et de l'impact » était le titre d'un atelier de CTA organisé en septembre 2003 à Wageningen, Pays-Bas, auquel participaient des représentants d'universités et d'organisations régionales et internationales. Il s'est déroulé en trois temps : évaluation de l'impact, session plénière et évaluation de la performance.

Evaluation de l'impact des produits et services d'information (8-9 septembre). L'évaluation de l'impact consiste à mesurer les changements résultant des actions de développement. Elle suscite aussi différentes approches : au niveau des chercheurs, des praticiens et des parties prenantes, des contextes, des objectifs, des usages et des méthodes, tout comme du financement, des compétences requises et du temps nécessaire. Le CTA prépare un ouvrage qui analyse ces diverses approches.

En 2003, la préparation de l'ouvrage a consisté à :

- réunir les études d'évaluation de l'impact des projets d'information conduites dans le monde ;
- interviewer les personnes impliquées dans ces études, pour recueillir de nombreux témoignages sur l'évaluation de l'impact.

Au cours de l'atelier de septembre, les participants ont discuté des directives concernant la campagne d'interviews et répertorié les problèmes majeurs qu'ils estiment être liés à l'évaluation de l'impact.

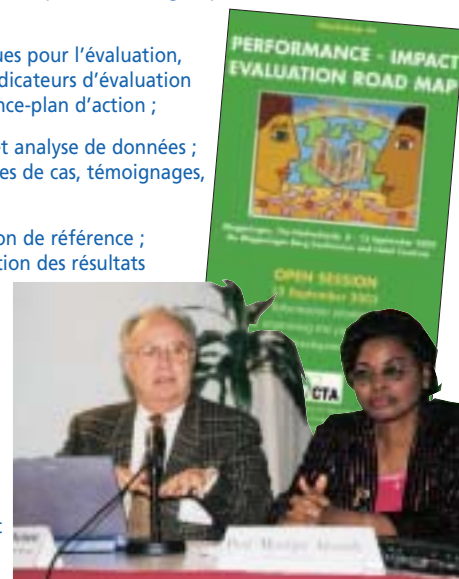
Session plénière (10 septembre). Elle a réuni les participants à l'atelier ainsi que des personnes venant d'agences de développement et d'instituts universitaires locaux. Les exposés ont porté sur les thèmes suivants :

- les stratégies en matière d'information visant à améliorer la performance et l'impact de l'action des organisations de développement ;
- les difficultés rencontrées par les instituts de recherche en Afrique, avec comme exemple le Nigeria ;
- le renforcement du tissu social pour favoriser l'apprentissage collectif grâce à la mise en réseau ;
- le rôle des télécentres dans le développement des communautés rurales ;
- la participation ou le contrôle : le choix d'une stratégie de gestion de l'information ;
- les stratégies d'information pour les décideurs : leur impact sur la performance des organisations ;
- la rétroaction de l'évaluation.

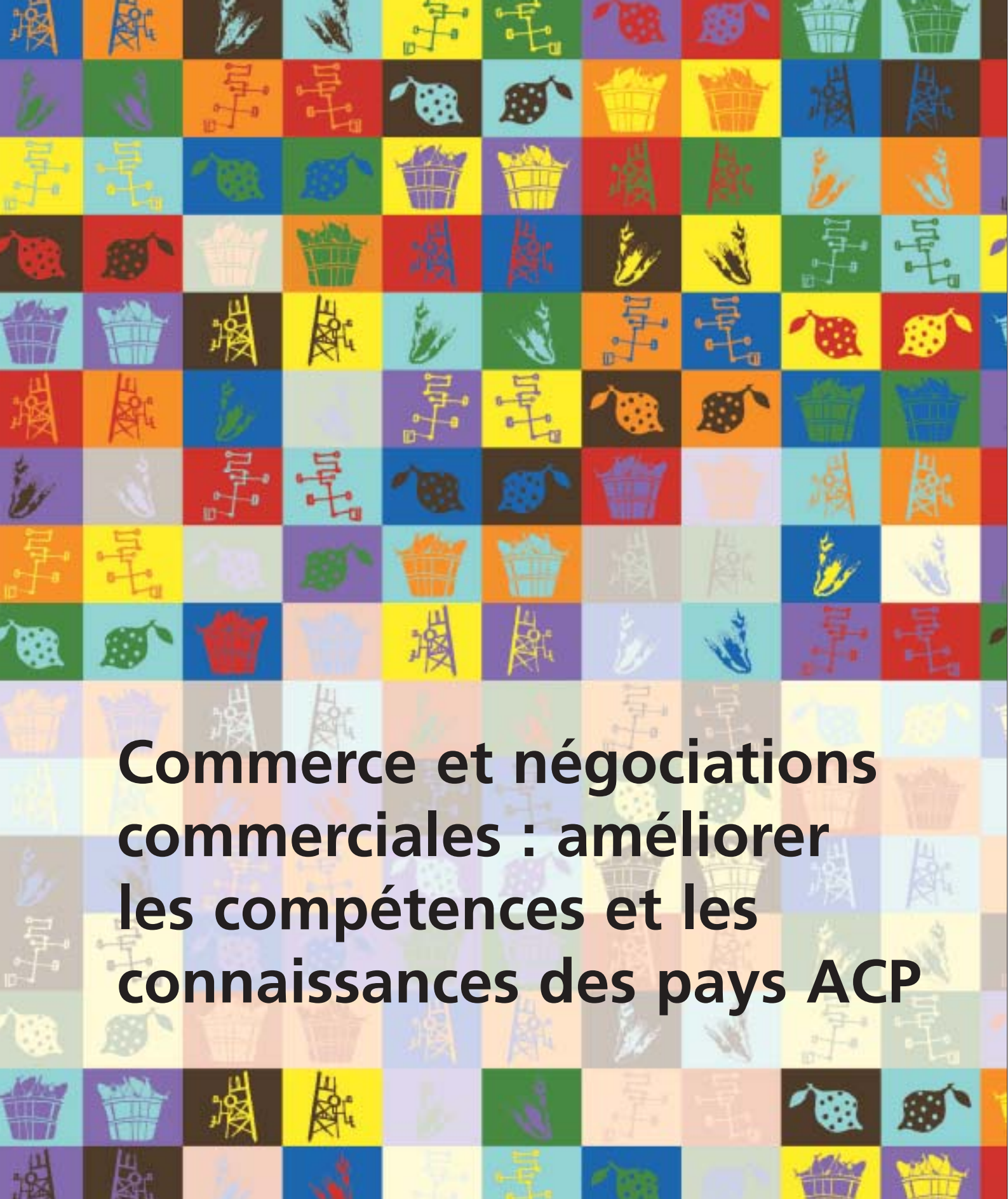
Des outils intelligents pour évaluer la performance des produits et services d'information (11-12 septembre). Elaborer des outils « intelligents » d'évaluation de la performance nécessite la collaboration d'experts et de professionnels de l'information. La boîte à outils a été conçue par un groupe de personnes venant du CTA, de l'IICD et de l'Institut royal des tropiques (KIT) et d'autres personnes du groupe LEAP-IMPACT. Les discussions ont notamment porté sur :

- les modules de préparation : utilisation des cadres logiques pour l'évaluation, analyse SWOT pour la planification d'une évaluation ; indicateurs d'évaluation des produits et services d'information ; termes de référence-plan d'action ;
- les outils de collecte et d'analyse de données : collecte et analyse de données ; conception des questionnaires ; populations cibles ; études de cas, témoignages, anecdotes ; conduite des différentes interviews ;
- les outils de traitement : produits et services d'information de référence ; rédaction et diffusion du rapport d'évaluation ; exploitation des résultats d'évaluation ; étude post-intervention ;
- les outils d'évaluation d'activités et de produits : formations de courte durée, séminaires ; publications, sites Web, services questions-réponses ; petites bibliothèques, centres de ressource ; réseaux, programmes radiophoniques, bases de données ; diffusion sélective de l'information (DSI).

Des formats standard ont été mis au point pour les différents modules et il a été convenu que les outils seraient actualisés et testés sur le terrain, avant la publication du livre prévue pour fin 2004.



Intervention des participants à l'atelier sur l'évaluation d'impact et de performance, lors d'une séance ouverte au public

The background of the slide is a dense grid of small, colorful squares. Each square contains a stylized icon. The icons include various types of fruits (like apples, lemons, and berries), baskets of produce, and symbols representing trade or commerce (like a scale or a handshake). The colors of the squares and icons are diverse, including red, green, yellow, blue, purple, and orange.

**Commerce et négociations
commerciales : améliorer
les compétences et les
connaissances des pays ACP**

« **A**u moment où les nouveaux dispositifs post-Lomé prévus par l'Accord de Cotonou vont être mis en place, nous devons nous assurer que ces nouvelles dispositions... permettront aux pays ACP de s'adapter aux exigences de la concurrence commerciale dans le contexte moderne qu'est la mondialisation, afin de réaliser le développement durable qui fait défaut à nos pays depuis tant de décennies. »

Ainsi s'est exprimé l'ambassadeur jamaïcain chargé du commerce international et envoyé spécial auprès du Premier ministre, lors d'un séminaire du CTA à Bruxelles en Belgique, à la fin de l'année 2002.¹ Les 140 participants au séminaire (originaires de l'UE et des pays ACP) ont discuté de la participation des pays ACP aux négociations commerciales agricoles inscrites sur l'agenda des pays ACP pour 2003 :

- au niveau multilatéral, avec la 5^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), septembre, Cancún, Mexique ;
- au niveau bilatéral, avec les négociations ACP-UE des Accords de Partenariat Economique (APE), la finalisation de la Phase I et le lancement de la Phase II.

Les questions sur la table des négociations

Comment garantir que la libéralisation commerciale – qui touche le secteur agricole, fondement de la plupart des économies des pays ACP – favorisera le développement économique durable ? Le rythme et les modalités du processus de libéralisation des échanges constituent l'essentiel du débat actuel. En effet, la protection des marchés intérieurs a été une des

conditions préalables à la croissance économique du monde industrialisé et des pays émergents du Sud-Est asiatique. En outre, la 4^e Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, au Qatar, a reconnu que la libéralisation du commerce ne peut être un processus uniforme.

Même si le Programme de Doha pour le développement prévoit clairement un « traitement spécial et différencié » (TSD) pour les pays en développement, c'est sa mise en application qui est décisive, en particulier pour les pays ACP dont la plupart sont classés parmi les pays les moins avancés (PMA). C'est pourquoi, ils doivent adopter des mesures de sauvegarde qui réduisent les risques associés à la libéralisation du commerce. Comme l'a indiqué le Premier ministre fidjien lors d'une Conférence des ministres ACP en juillet :²

« La libéralisation des marchés à ce stade de notre développement économique, c'est comme une pente raide et glissante que doivent escalader les États les plus pauvres. Si nous ne nous protégeons pas de manière adéquate, certaines de nos industries risquent d'aller à la ruine – et les victimes en seront les pauvres et les nécessiteux ».

Les dispositions centrales de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture de 1995 – faciliter l'accès au marché, réduire les subventions à la production et améliorer la concurrence à l'exportation – sont au cœur des négociations actuelles. Du fait de l'initiative « Tout sauf les armes » et de l'actuel système de préférences généralisées (SPG), les pays ACP sont maintenant confrontés essentiellement aux barrières non tarifaires érigées par l'UE : les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC). Le droit des pays en développement – en particulier les PMA – d'utiliser des mécanismes d'aide publique pour promouvoir la sécurité alimentaire et la lutte

contre la pauvreté doit être défendu dans les négociations actuelles.

L'Accord du Conseil de l'UE, conclu en 2003, sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) est également une question majeure. En effet, la suppression des distorsions commerciales dans le secteur du sucre, par exemple, entraînerait des pertes considérables pour les exportateurs ACP. Une autre question délicate est celle des subventions des pays développés, qui contribuent à fausser les échanges – comme dans le secteur du coton – mais qui, dans certains secteurs, profitent pourtant aux pays ACP par exemple aux pays importateurs nets de denrées alimentaires subventionnées.

Pour soutenir la participation des pays ACP aux négociations commerciales, notamment en terme de renforcement des capacités, le CTA a beaucoup investi dans les activités de gestion de l'information et de la communication.

La préparation aux négociations commerciales

Pour fournir de l'information aux négociateurs agricoles ACP, le CTA dispose d'un outil

majeur : son portail Agritrade, créé en 2001.³ Agritrade se propose de sensibiliser le public aux débats en cours et aux réunions à venir, de diffuser des informations et des analyses sur les négociations de l'OMC et ACP-UE, et de créer une plate-forme d'échange sur les questions touchant le commerce agricole ACP.

A l'occasion de la Conférence de Cancún, une édition spéciale du bulletin d'information ainsi que des dossiers techniques ont été mis en ligne sur le portail Agritrade. De même, un forum électronique a été lancé (voir p. 58). Un des participants au forum, Dr Cornelius Mwalwanda, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a déclaré :⁴

« L'information que vous nous avez fournie nous a permis de suivre pas à pas l'évolution de la situation concernant les préparatifs de Cancún et, plus important encore, les questions d'intérêt majeur pour l'Afrique ».

La « Réunion pré-Cancún des responsables et des experts commerciaux des Caraïbes »



Quelques informations accessibles sur le site Agritrade

organisée à Montego Bay en Jamaïque, avec l'aide du CTA, a permis d'ébaucher les recommandations présentées par les ministres de la région à Cancún (voir p. 58).

En collaboration avec Solagral, le CTA a publié un ouvrage intitulé *Cotonou, OMC : le défi de l'agriculture ACP : six documents pour comprendre, anticiper et négocier*, à la suite du séminaire du CTA en 2002 sur le thème « Relever le défi d'une participation efficace des pays ACP aux négociations sur le commerce agricole : rôle de l'information et de la communication ».⁵ Cette publication sert également de document de base aux négociations d'APE. En outre, en 2003, deux études et une consultation conduites par le CTA ont contribué à la préparation des négociations :

- deux études sur les mesures SPS : l'une analyse l'impact des mesures SPS sur les exportations agroalimentaires ACP vers l'UE, l'autre examine les possibilités de renégociation de la législation de l'UE en matière de SPS relative à la traçabilité et l'équivalence ;
- une consultation des acteurs non étatiques (ANE) à propos des études d'impact de la libéralisation du commerce sur le développement durable, organisée avec le Caribbean Policy Development Centre (CPDC), un réseau d'ONG et de centres de recherche (voir p. 59).

Cette consultation avait également pour but de sensibiliser les négociateurs et le public à l'importance des négociations bilatérales (APE) et multilatérales (OMC). L'implication des acteurs non étatiques et de la société civile dans ces négociations est une préoccupation majeure pour le CTA. Ainsi, il a aidé trois journalistes du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal qui ont pu couvrir la réunion de Cancún et, en particulier



Participants à la réunion d'experts et de responsables commerciaux des Caraïbes organisée en Jamaïque, en préparation du Sommet de Cancún, Mexique



l'initiative sur le coton.⁶ L'un de ces journalistes, Brehima Touré a écrit à son retour, qu'il avait eu l'impression d'assister au combat de David – les pays en développement – contre Goliath – l'UE et les États-Unis – et qu'il était heureux de voir que David avait réussi à marquer quelques points !

Débat autour des politiques commerciales et des systèmes d'information de marchés

Les politiques commerciales et les systèmes d'information de marchés (SIM) figurent parmi les thèmes prioritaires du CTA en 2003.

Le Botswana a accueilli une réunion sur « Les stratégies de relance de la croissance agricole et les politiques commerciales en Afrique australe », organisée par le réseau Food, Agricultural and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN), avec le soutien du CTA et de l'agence américaine US Agency for International Aid (USAID). Les participants ont conclu que pour parvenir à une croissance durable, chaque pays doit se fixer des priorités d'intervention. Ils ont proposé des stratégies à explorer lors de la

réunion annuelle de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles.

Par ailleurs, en marge de cette consultation régionale et à la suite du Forum européen sur la coopération pour le développement rural, organisé à Montpellier, en France, en 2002, nous avons encouragé des échanges de vue sur l'impact du commerce agricole sur la dynamique des économies locales dans les pays ACP. Nous avons ainsi organisé un forum électronique sur ce thème, en partenariat avec Inter-Réseaux – déjà associé au forum électronique préparatoire au Forum européen à Montpellier en 2002 (voir p. 34).

Afin que les agriculteurs accèdent facilement à l'information nécessaire pour défendre leurs intérêts (voir pp. 37–41), le CTA a mis en place un projet en Ouganda avec l'organisation paysanne Uganda National Farmers Federation (UNFFE), visant à renforcer le système d'information de marchés (SIM) dans ce pays. Au Ghana, une formation sur le SIM a été organisée en valorisant l'expérience des chercheurs ouest-africains spécialistes des marchés. Dans les Caraïbes enfin, le CTA a aidé à la mise en place du réseau Caribbean Agri-business Marketing Intelligence and Development Network (CAMID).

En appui à ces activités, le CTA a publié plusieurs ouvrages sur la commercialisation et les SIM, ainsi que différents titres traitant des questions liées au commerce.^{7, 8}

Les questions liées au commerce des matières premières

Le secteur de la pêche était au centre de deux séminaires organisés par le CTA en 2003 : l'un sur l'avenir des relations ACP-UE dans ce secteur

(voir p. 59), l'autre sur le commerce des produits de la pêche dans le Pacifique. De plus, nous avons commandé une étude de l'impact de l'ouverture du marché européen aux importations de thon en conserve en provenance d'Asie sur les pays ACP. Les participants au premier séminaire qui s'est tenu à Bruxelles en Belgique ont débattu de la nouvelle génération d'accords sur la pêche (Accords de partenariat pour la pêche) et du renforcement des capacités des pays ACP en matière de *lobbying*, de défense des droits et de négociation commerciale. Organisée en collaboration avec le Centre de développement des entreprises (CDE), la réunion qui s'est tenue dans le Pacifique, la première d'une série de trois, a été axée sur les problèmes que rencontrent les transformateurs et exportateurs de produits halieutiques.

Le CTA s'est intéressé au domaine complexe de la réglementation relative aux mesures SPS lors d'un séminaire organisé au Congo avec le Forum francophone des affaires (FFA) et le COLEACP, une association des professionnels du commerce horticole ACP-UE. L'objectif était d'informer les participants sur les normes SPS en vigueur et en projet qui affectent le secteur des fruits et légumes africains, et de discuter des questions qu'elles soulèvent, notamment la traçabilité et l'équivalence.

Dans le Pacifique, un atelier sur la production et la commercialisation des fleurs coupées, organisé avec l'Institute for Research, Extension and Training in Agriculture (IRETA) a réuni des floriculteurs et des chercheurs originaires de 12 îles du Pacifique. Par l'intermédiaire de l'antenne régionale qu'abrite le Caribbean Agricultural Research and Development Institute (CARDI), nous avons étudié les opportunités commerciales de la région Caraïbes pour les petits ruminants, le taro, la patate douce et le manioc.

Enfin, les observatoires sur le commerce régional ont fait l'objet de deux ateliers, l'un sur les racines et les tubercules en Afrique centrale, l'autre sur les oignons en Afrique de l'Ouest. Le but était de mettre en place ces observatoires pour favoriser les échanges commerciaux et servir de plate-forme de dialogue et d'échanges sur ces produits.

Pour la défense du dossier ACP

Des portails Internet et des publications, des séminaires et des études, des forums électroniques et des formations..., ces multiples efforts ont pour principal objectif d'aider les pays ACP à défendre leur point de vue sur le commerce des produits agricoles. L'ouvrage coédité par CTA/Solagral va dans le même sens :⁵

« Aujourd'hui, les pays en développement veulent être entendus. Ils veulent que l'on prenne davantage en considération leurs spécificités, de même que les difficultés que connaissent leur agriculture sur les marchés internationaux et leurs propres marchés intérieurs... [par conséquent, ils] doivent pouvoir défendre leurs intérêts ... [et] renforcer leurs capacités de négociation ».

Pour reprendre l'analogie faite par Brehima Touré, journaliste sénégalais parrainé pour participer à la réunion de l'OMC à Cancún, David a besoin d'être armé d'informations et de savoir en tirer parti, s'il veut que Goliath l'écoute et agisse en conséquence. Le CTA est bien placé pour lui fournir quelques-uns des moyens dont il a besoin.

Notes

- 1 Hylton, G.A. 2002. « Le défi de l'intégration des Etats ACP dans le système commercial international : au-delà des accords de Lomé ». Document présenté lors du séminaire du CTA intitulé « Pour une participation efficace des pays ACP aux négociations sur le commerce des produits agricoles : le rôle de l'information et de la communication », Bruxelles, Belgique, 27-29 novembre 2002.
- 2 Laisenia Qarase, Premier ministre fidjien, dans son allocution prononcée lors de la 8^e Conférence extraordinaire des ministres ACP sur le sucre, 21 septembre 2003.
- 3 Site Agritrade : <http://agritrade.cta.int/>
- 4 Forum électronique CTA/Solagral pour la préparation de la réunion de l'OMC à Cancún ; consulter le site www.dgroups.org/groups/acp-trade-cancun
- 5 CTA, Solagral. 2002. *Cotonou, OMC : enjeux agricoles pour les pays ACP: six fiches pour comprendre, anticiper, débattre*. CTA, Wageningen, Pays-Bas ; consulter le site www.cta.int/pubs/wto_challenge/indexfr.htm
- 6 Les documents concernant cette activité peuvent être consultés sur le site <http://docsonline.wto.org/DDFDocuments/tn/ag/GEN4.doc>
- 7 Par exemple : *Review of Market Information Systems in Botswana, Ethiopia, Ghana and Zimbabwe* ; et *Technical Consultation on the Integration of Statistical and Agricultural Market Information Services* (voir *Catalogue des publications du CTA*).
- 8 CTA. 2003. *Catalogue des publications du CTA 2003*. CTA, Wageningen, Pays-Bas (et le supplément du Catalogue publié en 2004). Egalement accessible sur le site : <http://cta.trafika.co.uk/frenchindex.htm>



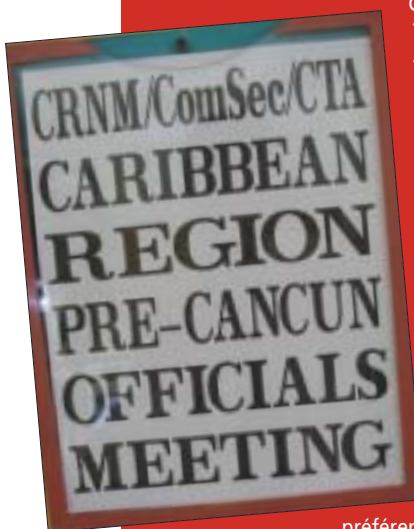
LA COUVERTURE DE LA RÉUNION DE CANCÚN

Un forum de discussion en ligne, une réunion dans les Caraïbes, des articles et des dossiers de discussion dans son magazine.., ces exemples illustrent les préparatifs du CTA pour la 5^e Réunion ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue en 2003 à Cancún, au Mexique.



LA RÉUNION PRÉ-CANCÚN ORGANISÉE AUX CARAÏBES

Le CTA a aussi cofinancé avec le Secrétariat du Commonwealth la « Réunion pré-Cancún des responsables et experts commerciaux des Caraïbes » qui s'est tenue du 15 au 19 juin 2003 à Montego Bay en Jamaïque. La réunion était organisée par la Caribbean Regional Negotiating Machinery, une entité mise en place par la CARICOM en 1997.



Après avoir évalué les progrès accomplis dans divers domaines – la mise en place de mécanismes de sauvegarde spécifiques, le traitement spécial et différencié, les économies des micro-États, les indications géographiques, le commerce et l'environnement – les participants ont ensuite déterminé des priorités pour la région. Il s'agissait notamment de conserver les avantages induits par les accords de

préférence commerciale sur le sucre et le riz,

ainsi que d'identifier les produits stratégiques pour la région. Certaines des recommandations formulées à l'issue des discussions ont été prises en compte dans le texte ministériel préparé par la région Caraïbes pour Cancún.

Dans le numéro d'octobre de Spore, une page a été consacrée à la réunion de Cancún et à ses résultats, avec une attention particulière accordée à l'initiative sectorielle sur le coton

Le portail Agritrade

Plusieurs produits, spécialement commandés à cette occasion, ont été mis en ligne sur le portail Agritrade (<http://agritrade.cta.int/>) :

- une édition spéciale du bulletin mensuel, proposant une sélection de brèves et de commentaires mise en ligne sur le site de septembre 2001 à juillet 2003 ;
- une information complète sur l'actualité après la réunion de Cancún, avec des liens d'accès aux comptes rendus de la réunion ministérielle ;
- trois documents de discussion ont été préparés sur « L'impact probable de la réforme de la PAC sur la position de l'UE à Cancún » ; « Les processus décisionnels de l'OMC : référence spéciale à la 5^e Réunion ministérielle de Cancún » et « L'échec de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún : crise imminente du commerce multilatéral ? »



Forum électronique

Nous avons organisé de juillet à septembre, via notre portail interactif Agritrade, et en collaboration avec Solagral et l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF), un forum électronique en anglais et en français intitulé « Préparation des pays ACP et

des pays en développement francophones aux négociations agricoles menées dans le cadre de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún ». Ce forum avait pour but de favoriser le dialogue entre toutes les personnes impliquées dans les négociations de Cancún afin que les différentes régions ACP puissent, dans la mesure du possible, parvenir à des positions communes sur un certain nombre de questions. Le forum a abordé les thèmes suivants :

- la reconnaissance de produits stratégiques et la mise en place de mécanismes de sauvegarde pour les pays en développement ;
- la réduction de l'aide publique et la suppression des subventions aux exportations pour les pays du Nord ;
- l'initiative sectorielle sur le coton
- la baisse des cours des matières premières ;
- les préférences commerciales.

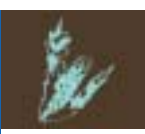
EXTRAITS DES COMMENTAIRES REÇUS DE LA PART DES PARTICIPANTS AU GROUPE DE DISCUSSION ÉLECTRONIQUE (E-FORUM)

« Le site a été d'une grande aide et d'une grande utilité. Je n'étais pas à Cancún mais j'ai trouvé très instructive l'analyse que vous avez faite de ces négociations. Merci ! ». *Alicia Stephen, Responsable, Département commerce et marketing, Ste-Lucie*

« Vous avez fait un excellent travail en organisant ce forum électronique. Merci beaucoup ! ». *Rosalea Hamilton, Directrice, Institute of Law and Economics, Jamaïque*

« Un grand MERCI pour le service que vous nous avez offert, c'est tout ce que j'ai à dire ». *Tobias Takavarasha, Directeur, Secrétariat FANRPAN, Zimbabwe*

Et pour le Dr Cornelius Mwalwanda de la CEA, que nous évoquons en page 54, le Groupe ACP, l'Union africaine et les Pays les moins avancés ont été capables de « former une alliance gigantesque à Cancún » ; il a ajouté qu'il espérait bien que la mise en réseau via des canaux de communication, tels que les forums de discussion électronique, consolidera cette alliance tout au long de la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement.



La pêche est un secteur très important pour les pays côtiers ACP, que ce soit pour les micro-États insulaires des Caraïbes, du Pacifique ou de l'Océan Indien, ou pour des pays africains tels que la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie ou le Sénégal, dont les économies dépendent fortement de cette activité. S'il est géré durablement et si les ressources ne sont pas surexploitées à des fins de profits à court terme, le secteur de la pêche peut contribuer de façon précieuse à la sécurité alimentaire et à l'emploi, tant à l'échelle locale que nationale.

Lors d'une réunion organisée en avril par le CTA et le Secrétariat du Commonwealth à Bruxelles en Belgique, les facteurs qui affectent les relations ACP-UE dans le domaine de la pêche – à savoir les accords d'accès, les régimes d'investissement et les *joint-ventures* – ainsi que les initiatives en faveur du développement ont été examinés, deux aspects majeurs susceptibles d'améliorer ces relations ont été identifiés :

- préserver le capital naturel de la pêche des pays ACP (notamment les réserves halieutiques et les écosystèmes marins) ;
- maximiser les avantages économiques et sociaux pour les pays ACP.

La nécessité de préserver les ressources dans le cadre des accords de pêche bilatéraux est considérée comme une priorité absolue pour les pays ACP. Le débat a été très animé, autour de la réforme de la Politique commune de la pêche, en particulier sur le démantèlement progressif des subventions accordées aux navires européens, subventions qui favorisent la surexploitation des réserves dans les zones économiques exclusives (ZEE) des pays ACP et entraîne inévitablement une concurrence accrue (et déloyale) avec les flottes nationales.

Des inquiétudes ont été exprimées à propos de la concurrence des pays asiatiques. Près de 75 % des recettes des exportations halieutiques des pays ACP proviennent des échanges avec l'UE, dont la consommation intérieure dépend fortement des importations. Alors que l'UE finance un programme d'amélioration des conditions sanitaires dans le secteur de la pêche des pays ACP, leurs possibilités de faire face aux barrières non tarifaires, et tout particulièrement aux mesures sanitaires et phytosanitaires restent encore limitées. De plus, à la suite des pressions de l'OMC, l'UE ouvre progressivement son marché aux produits de la pêche originaires de pays tiers (par exemple, le thon en conserve en provenance d'Asie), aggravant ainsi la concurrence pour les producteurs ACP.

Les participants à la réunion ont proposé que les questions concernant les règles d'origine, les subventions et les mesures SPS soient discutées dans le cadre des négociations actuelles sur les Accords de partenariat économique (APE) et prises en compte dans le cadre de la nouvelle politique élaborée par la CE sous le nom d'Accords de partenariat pour la pêche (APP).

Les participants ont également souligné l'importance pour les pays ACP de multiplier les opportunités d'emplois et de renforcer leur industrie de transformation agroalimentaire à forte valeur ajoutée, afin de satisfaire la demande nationale et régionale. Il faut également que les pays adoptent une approche régionale pour renforcer leur capacité d'information sur la gestion des ressources

halieutiques. Une recommandation spécifique a été formulée pour que l'UE soutienne les initiatives de recherche régionales, impliquant des centres et des organismes internationaux de recherche et pour que les pays ACP appuient les efforts déployés dans la région pour assurer le suivi des stocks halieutiques et des écosystèmes.



Participants au séminaire organisé à Bruxelles sur les relations ACP-UE dans le secteur des pêches

Consultation sur les études d'impact sur le développement durable dans les Caraïbes

Une consultation pour préparer les acteurs non étatiques et la société civile de la région Caraïbes aux négociations commerciales agricoles avec l'UE a été organisée en novembre à Trinité-et-Tobago par la CE, le CPDC, le CTA, Solagral et le cabinet PriceWaterhouseCoopers. Cinq thèmes principaux ont été abordés :

Le rôle de l'agriculture. L'agriculture reste la pierre angulaire du développement durable dans les Caraïbes, par son importance en matière d'emploi et de sécurité alimentaire, par sa contribution au PIB, mais aussi en raison de son rôle potentiel dans les échanges régionaux et internationaux et de la place des Caraïbes dans l'économie mondiale. Avec les APE, il s'agit de compenser les pertes dans le secteur de la banane en investissant dans l'industrie de transformation.

La lutte contre la pauvreté. Les besoins en main-d'œuvre (dans la recherche, les transports et le marketing) pour accroître la production agricole devraient contribuer à lutter contre la pauvreté, ainsi que le commerce, s'il est mis au service du développement économique mais aussi social.

L'intégration régionale. Certes, la lenteur des progrès vers la construction d'une union économique et d'un marché commun de la CARICOM suscite quelques inquiétudes. Reste qu'il faut créer un environnement favorable à de multiples activités, stimulant les échanges intra-régionaux, de même que la diversification de l'économie régionale.

La biodiversité. L'exploitation et la protection de la biodiversité dans la région sont aussi une priorité. L'agriculture biologique et le reboisement doivent être encouragés, les ressources en eau douce protégées. Le cadre juridique de la protection de l'environnement doit être amélioré et les conventions internationales sur l'environnement maintenues.

Les principes du développement durable. Le succès de la libéralisation du commerce selon les règles de l'OMC est loin d'être garanti car le cadre des politiques macroéconomiques qui a été défini ne correspond pas à la réalité. Les APE devraient non seulement prévoir, de manière réaliste, le traitement spécial différencié, la couverture des coûts engendrés par le passage à la libéralisation totale du secteur, l'annulation de la dette et l'amélioration de l'aide au développement, mais aussi donner le signal de la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement.



ADMINISTRATION, BUDGET ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

En 2003, le CTA a poursuivi sa campagne de recrutement lancée en 2002, conformément aux dispositions du Plan stratégique pour 2001–2005. Deux coordonnateurs de programme, experts en technologies de l'information, ont été recrutés, l'un chargé de la gestion des systèmes d'information internes et l'autre de la coordination du nouveau portail et du réseau consacré à la science et à la technologie. Le CTA a également embauché un responsable pour le service Comptabilité et contrôle financier.

Budget

Les ressources financières du CTA proviennent du Fonds européen de développement (FED) auquel contribuent tous les États membres de l'UE. Le Centre a inclus dans son plan stratégique les prévisions budgétaires pour la période 2001–2005 (voir tableau 1).

Le Comité des Ambassadeurs ACP-UE fixe les modalités d'adoption du budget ; l'exercice financier commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre. La répartition du budget entre les dépenses de fonctionnement (Titres I et II) et les dépenses liées aux programmes opérationnels (Titre III) obéit à un objectif de ratio de 40 % maximum pour les deux premiers titres et de 60 % minimum pour le troisième. En 2003, ces pourcentages étaient respectivement de 39,6 % et 60,4 %, après la décision des administrateurs de placer les missions opérationnelles sous le Titre II au lieu du Titre III.

Formation

Sous le Titre I du budget consacré aux dépenses de personnel, les coûts de formation sont restés stables par rapport à 2002, s'établissant à 120 000 €.

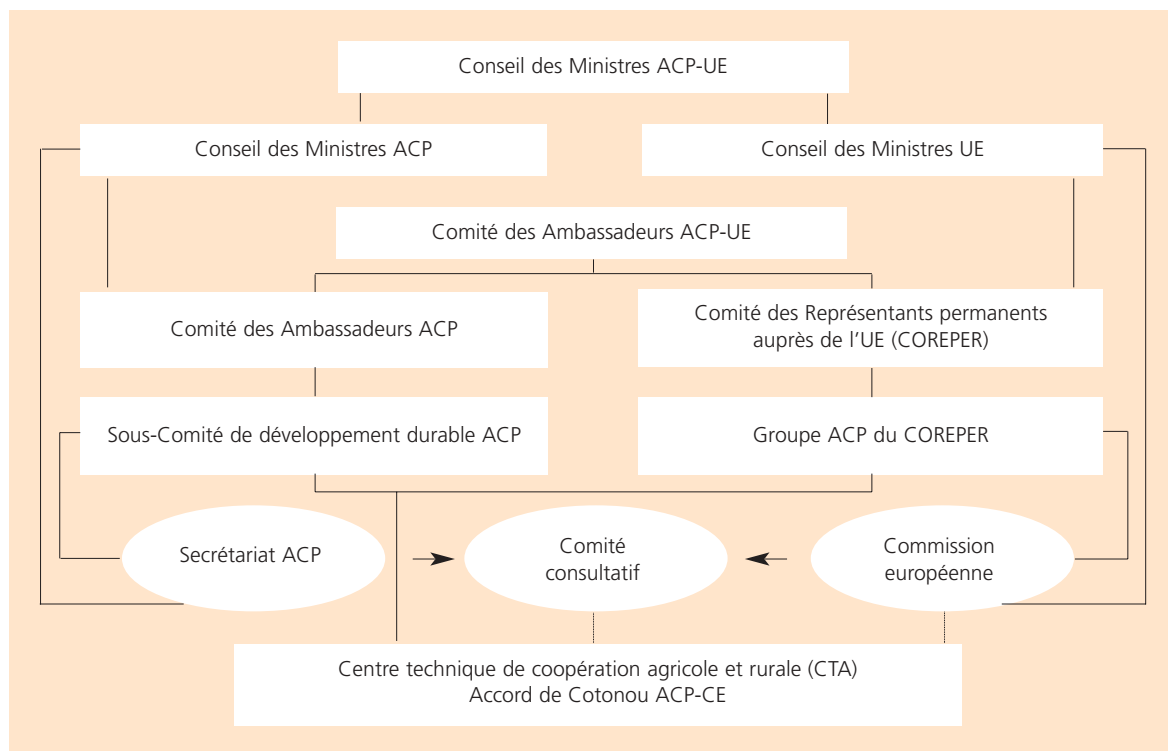
Tableau 1 : Budget prévisionnel du CTA pour 2001–2005 (en milliers d'euros)

Titre	Exercice					Total
	2001	2002	2003	2004	2005	
Titre I et II	5 200	5 500	5 500	5 500	5 700	27 400
Titre III	8 200	8 300	8 600	8 800	9 000	42 900
Total	13 400	13 800	14 100	14 300	14 700	70 300

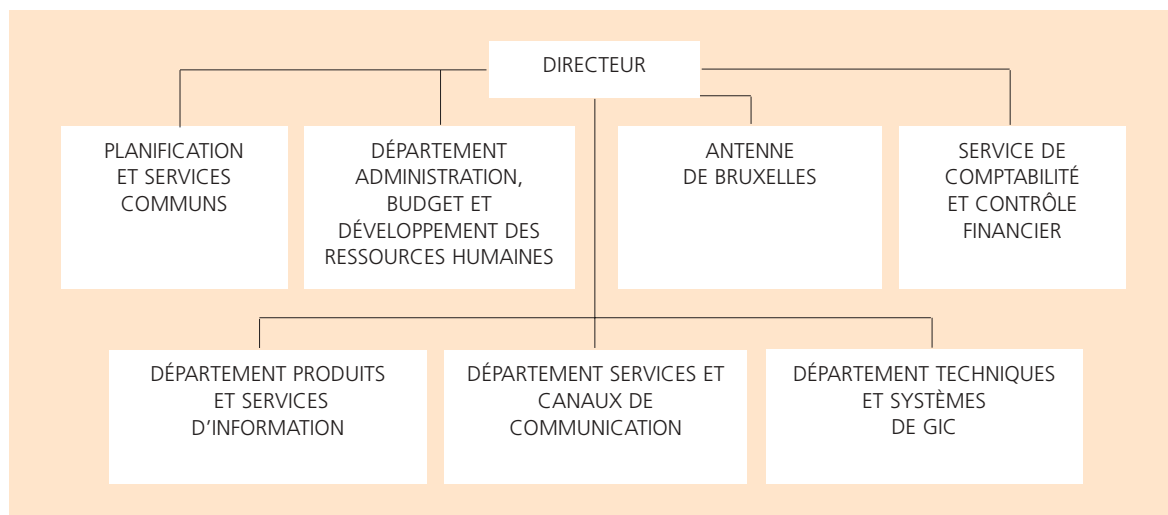
Tableau 2 : Budget prévisionnel du CTA pour 2003 (en milliers d'euros)

Actif	Montant	%
Contribution du FED	14 700	98,8
Autres revenus	180	1,2
Total	14 880	100
Passif		
Titre I – Dépenses de personnel	4 585	30,8
Titre II – Dépenses de fonctionnement	1 521	10,2
Titre III – Dépenses opérationnelles	8 774	59,0
Total	14 880	100

Structure de tutelle du CTA



Organigramme



Personnel du CTA en 2003

DIRECTION	ANTENNE DE BRUXELLES	Kevin Painting <i>Coordinateur de programme senior / TIC</i>
Carl B. Greenidge <i>Directeur</i>	Wouter Sikkens <i>Responsable</i>	Isolina Boto <i>Coordinatrice de programme / Canaux de communication</i>
Helen Oguli <i>Secrétaire de direction</i>	SERVICE COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE FINANCIER	Aboubacar Koda-Traoré <i>Coordinateur de programme / Bibliothèque</i>
PLANIFICATION ET SERVICES COMMUNS (P&SC)	Sunita Millon ** <i>Responsable</i>	Giacomo Rambaldi ** <i>Coordinateur de programme / Organisations et réseaux régionaux</i>
Ibrahim Khadar <i>Responsable</i>	Antoinette Senou <i>Assistante administrative senior</i>	Lucie Scheepers <i>Chargée de projet adjointe</i>
Christine Webster <i>Responsable adjointe</i>	DÉPARTEMENT PRODUITS ET SERVICES D'INFORMATION (DPSI)	Marceline Ngala-Mianda <i>Secrétaire senior</i>
Gesa Wesseler <i>Coordinatrice de programme / Questions transversales</i>	André Vugayabagabo <i>Chef de département (par intérim)</i>	Hildreth John-Charles <i>Secrétaire</i>
Vincent Fautrel <i>Coordinateur de programme / Planification</i>	Vivienne Oguya ** <i>Coordinatrice de programme / Décentralisation de l'information</i>	DÉPARTEMENT TECHNIQUES ET SYSTÈMES DE GIC (DTSGIC)
Bede Key <i>Coordinateur de programme / Systèmes informatiques</i>	Chantal Guiot <i>Coordinatrice de programme / Coéditions</i>	Thierry Doudet <i>Chef de département</i>
Lola Visser-Mabogunje <i>Chargée de projet adjointe</i>	Anna Sherwood <i>Coordinatrice de programme / Publications institutionnelles</i>	Ibrahim Tiemogo <i>Coordinateur de programme senior / Partenariats</i>
Deborah Kleinbussink <i>Assistante administrative senior</i>	Murielle Vandreck <i>Coordinatrice de programme / Distribution des publications</i>	Judith Ann Francis ** <i>Coordinateur de programme senior / Science et technologie</i>
DÉPARTEMENT ADMINISTRATION, BUDGET ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	Jenessi Matturi <i>Chargée de projet adjointe</i>	Rodger Obubo <i>Coordinateur de programme / Formation</i>
Jean-Claude Burguet <i>Chef de département</i>	Anne Legroscolard <i>Assistante administrative senior</i>	Uzo Klein Leugemors-Ezeunala <i>Chargée de projet adjointe</i>
Julia Nijhof <i>Assistante administrative senior</i>	Mirjam Hoek <i>Secrétaire</i>	Armelle Degrave <i>Secrétaire senior</i>
Ingeborg Dolfing * ** <i>Secrétaire</i>	Marianne Broekhuizen * <i>Secrétaire</i>	Evelyne Kort-Nerinx * <i>Secrétaire</i>
Thomas Mendo-Essiane <i>Coursier</i>	Yasmina Hadji * <i>Secrétaire</i>	AGENTS QUI ONT QUITTÉ LE CTA EN 2003
Bandjoura Samoura <i>Chauffeur</i>	DÉPARTEMENT SERVICES ET CANAUX DE COMMUNICATION (DSCC)	Dorothy Mukhebi, <i>Coordinatrice de programme / Décentralisation de l'information, DPSI</i>
Irene Prins * ** <i>Courrier/Archives</i>	Oumy Ndiaye <i>Chef de département</i>	Jacqueline Schreurs, <i>Courrier/Archives, (Administration) *</i>
Marguerite Robbertsen * <i>Receptionniste</i>	José Fonseca <i>Coordinateur de programme senior / Organisations et réseaux régionaux</i>	
Walter Krabbenborg * <i>Huissier</i>		

* sous contrat local

** recruté en 2003

Tableau 3 : Budget des programmes opérationnels pour 2003 (en milliers d'euros)

Programme	Montant	%
Produits et services d'information		
Publications imprimées et électroniques	1 278	
Services d'information via TIC	307	
Distribution des publications	1 059	
Décentralisation des services d'information	584	
Missions, divers	42	
Total	3 270	37,3
Services et canaux de communication		
Renforcement des réseaux (principalement au niveau régional)	822	
Dialogue et échange d'information par Internet	534	
Séminaires et autres services de communication	1 250	
Missions, divers	5	
Total	2 611	29,8
Techniques et systèmes de GIC		
Formation en GIC	1 261	
Appui à la GIC des organisations partenaires	870	
Appui à la promotion de la science et de la technologie	250	
Missions, divers	25	
Total	2 363	26,9
Planification et services communs		
Recherche, consultations et évaluations	460	
Réseau informatique interne	50	
Missions, divers	20	
Total	530	6,0

Outre le programme axé sur les langues, le CTA a lancé un programme d'installation et d'utilisation de nouveaux logiciels servant à intégrer le système de gestion de projets au système de comptabilité. Le CTA a également répondu au besoin de formation à la gestion d'un cycle d'un projet, notamment pour en assurer correctement la préparation et le suivi.

Relations publiques

Le CTA aura 20 ans en 2004. Les préparatifs pour célébrer cet événement ont commencé en 2003. Les manifestations ont débuté par le Séminaire annuel qui s'est tenu à Arnhem (Pays-Bas) et s'achèveront sur un point d'orgue, le 4 juin 2004, après la réunion annuelle du Comité consultatif du CTA.

Pour mieux prendre en compte le nouveau mandat du CTA et le nombre croissant de ses partenaires et bénéficiaires, il a été décidé de préparer une nouvelle stratégie de relations publiques pour cette échéance. Cette démarche vise non seulement à améliorer la notoriété du Centre dans les pays ACP et à l'échelle internationale, mais également à lui donner une nouvelle image. Nous avons donc fait appel à un consultant qui, au terme d'entretiens avec le personnel et les partenaires du CTA en 2003, a soumis un premier projet sur les mesures à prendre. La réflexion sur cette stratégie se poursuivra en 2004.

Finances

Les comptes du CTA sont vérifiés chaque année par deux auditeurs nommés l'un par l'UE, l'autre

par le Groupe ACP. Le rapport d'audit de l'exercice 2002 a été transmis aux administrateurs à la fin du mois de novembre 2003. L'audit de l'exercice 2003 devrait commencer dès que le CTA

aura transmis les documents requis aux auditeurs (d'ici le 31 mars 2004). Le tableau 4 montre l'évolution des dépenses totales du CTA depuis 1999.

Tableau 4 : Dépenses annuelles 1999–2003 (en milliers d'euros)

Année	Montant
1999	11 645
2000	11 420
2001	12 140
2002	12 747
2003	13 293

LE COMITÉ CONSULTATIF DU CTA

Le Comité consultatif fournit un appui technique et scientifique au directeur du CTA. Il se compose de 15 représentants des États du groupe ACP et de 15 représentants des États membres de l'UE. Des délégués de la Commission européenne, du secrétariat du Conseil des ministres UE et du Secrétariat général ACP participent aux réunions en tant qu'observateurs. La session annuelle du Comité se tient habituellement en juin. Un comité restreint se réunit en avril pour la préparer, puis en octobre pour examiner les conclusions de la session plénière.

Lors de la 18^e session plénière (3–6 juin 2003), le Comité consultatif a nommé le bureau suivant :

Présidente : Mme H. Boulkou (Grèce)
 Vice-président : Mr H.O. Fa'anunu (Tonga)
 Comité restreint : Dr M. Schnitzer (Autriche)
 Dr J.R. Espaillet (République dominicaine)
 Rapporteurs : Professeur E. Pehu (Finlande)
 M. I. Oumarou (Niger)

Le Comité a adopté le projet de rapport de sa 17^e réunion qui s'est tenue en juin 2002 et a pris acte du *Rapport annuel 2002 du CTA* ainsi que des rapports des réunions du groupe restreint de septembre-octobre 2002 et d'avril 2003.

Il a examiné l'état d'avancement des activités du CTA en 2003 et a étudié le projet de programme d'activités 2004. Ses recommandations sur ce programme, de même que le projet de budget 2004, ont été soumises au Comité des Ambassadeurs ACP-UE en juillet.

Le Comité restreint s'est réuni à Wageningen les 20 et 21 octobre pour examiner l'état d'avancement du programme 2003 du CTA, la suite à donner aux recommandations émises en juin et préparer la réunion d'avril 2004. Le 21 octobre après-midi, les membres du comité restreint ont participé au Séminaire annuel du CTA intitulé « Rôle de l'information dans la gestion durable de la fertilité des sols », qui avait lieu à Arnhem aux Pays-Bas du 21 au 24 octobre.

Entretien avec H. Boulkou, présidente du Comité consultatif

Le CTA a interviewé H. Boulkou lors de sa présidence du Comité consultatif.

Depuis combien de temps collaborez-vous avec le CTA ?

Ma collaboration avec le CTA remonte à 1985 alors que j'effectuais une visite au Centre. Des programmes venaient d'être lancés et il manquait encore de nombreux équipements. Mais on ressentait un fort engagement. Je me souviens de l'enthousiasme du personnel à l'idée qu'un Service questions-réponses (SQR) serait bientôt offert à un large éventail de bénéficiaires ACP. Chacun avait le sentiment de participer à l'aide apportée aux petits exploitants agricoles. Deux ans plus tard, j'ai travaillé directement avec le CTA dans le cadre de programmes communs. J'en citerai un. En 1989, mon ministre de tutelle (alors ministre grec de l'Agriculture), la Commission européenne et le CTA avaient organisé une formation deux fois par an sur l'adaptation des modes de vulgarisation aux besoins des petites exploitantes agricoles des pays ACP. Le CTA a toujours été précurseur pour les questions de genre.

Après ces années de fructueuse collaboration, je me réjouis de pouvoir célébrer avec le Centre son 20^e anniversaire. Mon souhait est que le CTA continue à fournir des services aux personnes qui en ont besoin, avec le même engagement et la même efficacité. Dans un contexte international en rapide évolution, cela me semble essentiel pour pouvoir relever les défis auxquels sont confrontés les professionnels du secteur agricole des pays ACP.

Au cours de ces trois dernières années, comment les activités du CTA ont-elles contribué à la réalisation des objectifs du Plan stratégique pour 2001–2005 ?

Pour ces trois dernières années, on distingue 4 groupes d'activités, qui sont en phase avec les objectifs du Plan stratégique pour 2001–2005 :

- priorité à la circulation de l'information nécessaire à la formulation des politiques ;
- intérêt accru pour la création de capacités en gestion de l'information et de la communication (GIC) ;
- établissement de critères de sélection des partenaires ;
- prise en compte des questions transversales pour le choix des activités.

Bien d'autres actions ont été engagées, notamment l'élaboration de stratégies d'intervention pour les réseaux régionaux, l'élargissement de la coopération avec d'autres organismes internationaux et la mise en œuvre des objectifs du Plan stratégique.



Réunion du Comité consultatif du CTA en juin 2003 : M. C. B. Greenidge (directeur du CTA) et Mme H. Boulkou (Grèce, présidente du Comité)

Je voudrais insister ici sur l'importance accrue accordée à la GIC. Bien que le potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) soit largement reconnu, le rôle de la GIC et sa contribution à la croissance paraissent toutefois moins évidents. Le CTA s'est montré très en avance dans la sensibilisation des autres organismes de développement à l'importance de la GIC.

Vous qui êtes particulièrement sensible aux questions concernant les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables dans les pays en développement, dans quelle mesure sont-elles prises en compte par le CTA ?

Ces groupes, très demandeurs en termes de soutien, ont tout à fait la place qu'ils méritent dans les activités du Centre. Le plus important, toutefois, est d'élaborer des stratégies souples, à court et moyen termes, répondant à leurs besoins. En effet, la diversité des milieux dans lesquels vivent ces groupes nécessite des actions également différentes. C'est pourquoi, au lieu de formuler une stratégie rigide à long terme, le CTA doit être prêt à inclure de nouvelles tendances dans son programme d'activités. Comme les femmes et les autres groupes vulnérables sont aujourd'hui au centre des préoccupations du développement, il existe de multiples opportunités de collaboration avec d'autres organismes multilatéraux ou bilatéraux dans ce domaine.

S'agissant de la jeunesse, les populations sont certes conscientes des effets dévastateurs du VIH/SIDA et d'autres pandémies sur la main-d'œuvre agricole, mais peu d'organismes s'intéressent à l'impact de ces maladies sur les jeunes agriculteurs. Bien d'autres facteurs interfèrent dans les performances agricoles, mais la santé en est un à considérer de toute urgence. D'autres besoins, liés notamment à la création de

capacités en GIC et en TIC, ainsi qu'à la formation professionnelle et à l'expérimentation agricole, sont également très importants. En mettant l'accent sur les jeunes, le CTA va dans la bonne direction. En faut-il traduire concrètement cette préoccupation dans les programmes et les activités du CTA.

Comment le CTA a-t-il contribué aux débats sur des questions telles que les organismes génétiquement modifiés (OGM), le commerce, la pêche, la conservation des sols, le VIH/SIDA, les stratégies de réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire ?

Je ne connais pas la teneur de tous les débats évoqués. En revanche, je suis assez au fait des discussions sur le commerce et la conservation des sols, ayant moi-même participé aux deux derniers séminaires annuels organisés par le CTA. J'ai été impressionnée par la diversité des points de vue exprimés et par les informations échangées. De nombreux aspects de ces thèmes ont été explicités, ils sont ainsi mieux perçus. De même, la dimension politique a été largement mise en évidence. La contribution majeure du CTA à ces discussions est de prendre en compte le caractère multidimensionnel du sujet, les défis à relever dans chaque secteur, ainsi que les liens entre les secteurs concernés.

Je voudrais attirer votre attention sur un autre point : l'accès à la terre et à d'autres sources de production – un impératif en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté. Cette question apparaît de façon récurrente dans les activités des départements du CTA ; sur ces sujets, la contribution du Centre est donc très significative.

Au cours des prochaines années, le CTA va consolider les approches et les initiatives

engagées depuis trois ans. À votre avis, quels devraient être les thèmes prioritaires pour le Centre ?

Etant donné l'importance de chacun des sujets et leur interdépendance, je ne crois pas pouvoir me prononcer en faveur d'une priorité actuelle ou future. Toutefois, je souhaiterais que l'on s'intéresse à la question des échanges commerciaux, compte tenu de l'expérience du CTA dans ce domaine et de l'importance de la question pour l'avenir des pays ACP. L'aide au commerce devrait porter sur tous les aspects suivants : structures et accès aux marchés, conformité aux normes techniques, participation efficace dans les négociations bilatérales et multilatérales, renforcement des institutions, appui aux organisations paysannes, etc.

Le Plan stratégique contient un large éventail de questions auxquelles il faut répondre. La protection de l'environnement par la gestion durable des ressources naturelles en fait partie. Je souhaiterais que l'on accorde plus d'importance à la durabilité de chaque activité entreprise, de façon à garantir un équilibre entre les trois piliers du développement, économique, social et environnemental. Le développement durable devrait être un axe majeur de travail pour le CTA.

Comment la gestion de l'information et de la communication et les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent-elles contribuer à la formulation et à réalisation des politiques de développement agricole et rural des pays ACP ? Quel rôle le CTA peut-il y jouer ?

Les TIC et la GIC sont des outils importants dans l'élaboration des politiques, qui si elles sont pertinentes favorisent le développement agricole et rural. Depuis trois ans, les TIC ont fait l'objet de discussions dans le cadre des biens publics mondiaux, *global public goods* et plusieurs projets ont été lancés afin de réduire les écarts dans le secteur des technologies numériques. Cependant, nous n'avons pas encore totalement assimilé l'importance de la GIC.

En intégrant ces deux outils à ses méthodes de travail, le CTA a acquis beaucoup d'expérience dans ce domaine. En outre, en explorant des démarches participatives, le CTA s'est créé une spécialité et pourrait partager avec d'autres organismes ses connaissances sur les meilleures pratiques.

Je souhaiterais que le CTA poursuive la voie qu'il s'est tracée, notamment dans le secteur des TIC et de la GIC au service du développement agricole et rural des pays ACP.

Membres du comité consultatif du CTA

Représentants des pays ACP

AFRIQUE AUSTRALE

Professeur David N'Salambi
Coordinateur des recherches vétérinaires, Laboratoire régional vétérinaire de Luanda, Institut des Recherches Vétérinaires, Ministère de l'Agriculture et du développement rural, BP127 Centrale Luanda, Angola
Tél. : +244 91 51 32 04 ; Fax : +244 2 323530
E-mail : dmbuthye@yahoo.fr et minader@netangola.com

Mr Kintinu Sageus
Administrative Assistant to the Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Water and Rural Development
Private Bag 13184, Windhoek, Namibie
Tél. : +264 61 208 7651 ; Fax : +264 61 221 733
E-mail : kintinus@mawrd.gov.na

Mr Albert Chalabesa
Deputy Director, Soils and Crops Research Branch
Lusaka, Zambie
Tél./Fax : +260 1 278 130 ; e-mail : chala@zamnet.zm ou albertchalabesa@hotmail.com

AFRIQUE CENTRALE

M Joseph Bondobaye
Conseiller, Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, Consultant, Forum francophone des affaires
121 rue Longstin, 1090 Bruxelles, Belgique
Tél. : +32 2 420 55 45 ; e-mail : bondobaye@hotmail.com

M Jacques Anguile
Conseiller spécial, Présidence de la République gabonaise
BP 716, Libreville, Gabon
Tél. : +241 330467 ; Fax : +241 728696

AFRIQUE DE L'EST

Mr Oghbazghi Amlesom Semere
Director General, Department of Research and Human Resources, Ministry of Agriculture, PO Box 4627
Asmara, Erythrée
Tél. : +291 1 124864 / 159801 ; Fax : +291 1 122214 / 159803
E-mail : semerea@tse.com.er

Professor Agnes Mwang'ombe
Dean, Faculty of Agriculture, University of Nairobi
PO Box 30197, 00100 GPO Nairobi, Kenya
Tél. : +254 20 632121 / 630491 ; Fax : +254 20 226673 / 631957
E-mail : mwangombe@kenyaweb.com

M Alfred Bill Mutebwa
Directeur de la planification et des statistiques agricoles

Ministère de l'Agriculture, des ressources animales et des forêts, PO Box 621, Kigali, Rwanda
Tél. : +250 584 010 ; Fax : +250 584 644
E-mail : amutebwa@yahoo.com

AFRIQUE DE L'OUEST

M Soulé Abdoulaye Manigou
Directeur de l'Agriculture, Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, 01 BP 2634 Recette principale
Cotonou, Bénin
Tél. : +299 21 23 37 / 21 32 90/93 ; Fax : +229 21 44 13

M Ibrahima Fofana
Chef de Division, Direction nationale de l'agriculture
Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, BP 576
Conakry, Guinée
Tél. : +224 011 54 51 04 / 41 42 60
E-mail : hup@afribone.net.gn

M Ibrahim Oumarou
Président de la Commission du développement Rural et de l'environnement, Assemblée nationale du Niger
BP 12234, Place de la concertation, Niamey, Niger
Tél. : +277 72 27 38 ; Fax : +277 72 43 08
E-mail : oumarou52asn2003@hotmail.com

CARAÏBES

Dr José Rafael Espaillat
Head of the Cooperation Exchange Unit ; Instituto Dominicano de Investigaciones Agropecuarias y Forestales, Calle Rafael Augusto Sánchez 89, Ensanche Evaristo Morales, Santo Domingo, République dominicaine
Tél. : +809 567 8999 ; Fax : +809 567 9199
E-mail : jrespaillat@idiaf.org.do

Dr Dunstan Anthony Carl Campbell
Upper Depardine Street, Gouyave, St Johns, Grenada
Tél. : +473 442 7109 ; e-mail : dunstanac@caribsurf.com ; campbelldac@hotmail.com

PACIFIQUE

Mr Haniteli 'Ofa Fa'anunu
Director, Ministry of Agriculture and Forestry, PO Box 14
Nuku'alofa, Tonga
Tél. : +676 23 402 / 23 038 ; Fax : +676 24 271
E-mail : hfaanunu@maf.gov.to ou hfaanunu@hotmail.com

Hon. Mr Stevens Kalsakau
Minister of Agriculture, Quarantine, Forestry & Fisheries
Private Mail Bag 9039, Port Vila, Vanuatu
Tél. : +678 22 503 ; Fax : +678 23 406

Représentants de l'UE

Dr Manfred Schnitzer
Federal Ministry for Foreign Affairs of the Republic of
Austria, Section VII.2c (Rural Development Projects)
Minoritenplatz 9, A-1014 Vienne, AUTRICHE
Tél. : +43 153 1154469 ; Fax : +43 153 6664469
E-mail : manfred.schnitzer@bmaa.gv.at

Professeur Eric Tollens
Katholieke Universiteit Leuven, Faculteit
Landbouwkundige en Toegepaste Biologische
Wetenschappen, Departement Agrotechniek en Economie
De Croylaan 42, B-3001 Leuven (Heverlee), BELGIQUE
Tél. : +32 16 32 1616 ; Fax : +32 16 32 1996
E-mail : eric.tollens@agr.kuleuven.ac.be

Mr Jorgen Henriksen
Chief Adviser, Agriculture, Forestry and Fisheries,
TSA – Ministry of Foreign Affairs, Copenhagen, DANEMARK
Tél. : +45 33 92 00 00 ; Fax : +45 33 92 07 90
E-mail : jorgen.henriksen@um.dk

Professor Eija Pehu
Senior Advisor, Rural Development Department
Room MC5-763, World Bank, 1818 H St. NW
Washington DC 20433, ÉTATS-UNIS
Tél. : +1 202 458 2422 ; Fax : +1 202 522 3308
E-mail : epehu@worldbank.org

M Claude Torre
Chargé de Mission, Bureau des politiques agricoles et de
la sécurité alimentaire, Ministère des Affaires étrangères
DGCID/DCG/EPS, 20 rue Monsieur, 75700 Paris, FRANCE
Tél. : +33 1 53 69 31 54 ; Fax : +33 1 53 69 33 19
E-mail : claude.torre@diplomatie.fr

Dr Wilhelm Suden
Bredow Allee 38, 53125 Bonn, ALLEMAGNE
Tél. : +49 228 255 977 ; e-mail : twsuden@aol.com

Mrs Heleni Boulkou
Directorate for Agricultural Policy, Division for EU Issues
International Relations and Trade Policy, Ministry of
Agriculture, 5 Acharnon Street, 10176 Athènes, GRÈCE
Tél. : +30 10 2125528 ; Fax : +30 10 5249097
E-mail : ax5u024@minagric.gr

Dr Dave Beehan
Deputy Chief Inspector, Department of Agriculture and Food,
Agriculture House, Kildare Street, Dublin 2, IRLANDE
Tél. : +353 1 6376083 ; Fax : +353 1 6762989
E-mail : dave.beehan@agriculture.gov.ie

Dr Bernard Palestini
Dirigente, Dipartimento delle Politiche di Mercato
DIPMSR, via Sallustiana 10, 00187 Rome, ITALIE
Tél. : +39 06 46656724 ; Fax : +39 06 483998
E-mail : b.palestini@politicheagricole.it

M Jos Thill
Conseiller Economique , Service d'économie rurale (SER)
115 rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg, LUXEMBOURG
Tél. : +352 47 82 567 ; Fax : +352 49 16 19
E-mail : jos.thill@ser.etat.lu

Dr Bram Huijsman
Director, North-South Centre WUR, Wageningen
University, IAC, Lawickse Allee 11, 6701 AN Wageningen
PAYS-BAS
Tél. : +0317 49 52 23/222 ; Fax : +0317 49 53 95
E-mail : A.Huijsman@wur.nl

M José Alvarez Ramos
Agricultural Counsellor, Embassy of Spain, Agricultural
Office, Oranjestraat 4, 2514 JB 's-Gravenhage, PAYS-BAS
Tél. : +31 70 3624479 ; Fax : +31 70 3623581
E-mail : of.ag.es@wxs.nl

Dr Augusto Manuel Correia
Associate Professor, Instituto Portugues de Agronomia
Universidade Técnica de Lisboa, Tapada da Ajuda
P-1349-017 Lisbonne, PORTUGAL
Tél. : +351 21 3653578 ; Fax : +351 21 3653410
E-mail : amcorreia@isa.utl.pt

Mr Dylan Winder
Rural Livelihoods Adviser, Policy and Information
Divisions, Department for International Development
(DFID), 1 Palace Street (Room 8E14), London SW1E 5HE
ROYAUME-UNI
Tél. : +44 20 7023 00 35 ; Fax : +44 20 7023 06 24
E-mail : df-winder@dfid.gov.uk

Mr Inge Gerremo
Senior Advisor (Multilateral Affairs)
Department for Natural Resources and the Environment
Swedish International Development Cooperation Agency
(SIDA), S-10525 Stockholm, SUÈDE
Tél. : +46 8 698 5380 ; Fax : +46 8 698 5653
E-mail : inge.gerremo@sida.se

Observateurs

Commission européenne
Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, Belgique
Tél. : (32) 2 29 93 273 ; Fax : (32) 2 29 92 908
E-mail : hubertus.zimmer@cec.eu.int

Secrétariat du Conseil des ministres UE, 3040 GM 40
Rue de la Loi 175, B-1048 Bruxelles, Belgique
Tél. : +32 2 285 77 85 ; Fax : +32 2 28 56 250
E-mail : Marie-helene.willigens@consilium.eu.int

Secrétariat général ACP
451 Avenue Georges Henri, B-1200 Bruxelles, Belgique
Tél. : +32 2 743 06 00 ; Fax : +32 2 735 5573
E-mail : info@acpsec.org



États ACP et UE

Pays
africains

- | | |
|-----------------------|---|
| 1 Afrique du Sud | 26 Malawi |
| 2 Angola | 27 Mali |
| 3 Bénin | 28 Maurice |
| 4 Botswana | 29 Mauritanie |
| 5 Burkina Faso | 30 Mozambique |
| 6 Burundi | 31 Namibie |
| 7 Cameroun | 32 Niger |
| 8 Cap-Vert | 33 Nigeria |
| 9 Centrafrique | 34 Ouganda |
| 10 Comores | 35 République
démocratique
du Congo |
| 11 Congo | 36 Rwanda |
| 12 Côte d'Ivoire | 37 São Tomé-et-Principe |
| 13 Djibouti | 38 Sénégal |
| 14 Érythrée | 39 Seychelles |
| 15 Éthiopie | 40 Sierra Leone |
| 16 Gabon | 41 Somalie |
| 17 Gambie | 42 Soudan |
| 18 Ghana | 43 Swaziland |
| 19 Guinée | 44 Tanzanie |
| 20 Guinée-Bissau | 45 Tchad |
| 21 Guinée équatoriale | 46 Togo |
| 22 Kenya | 47 Zambie |
| 23 Lesotho | 48 Zimbabwe |
| 24 Liberia | |
| 25 Madagascar | |

Pays
caribéens

- 49 Antigua-et-Barbuda
- 50 Bahamas
- 51 Barbade (La)
- 52 Belize
- 53 Dominique
- 54 Grenade
- 55 Guyana
- 56 Haïti
- 57 Jamaïque
- 58 République
dominicaine
- 59 St-Christophe-et-
Nevis
- 60 Ste-Lucie
- 61 St-Vincent-et-
les Grenadines
- 62 Suriname
- 63 Trinité-et-Tobago

Pays du
Pacifique

- 64 Cook Îles
- 65 États fédérés de
Micronésie
- 66 Fidji
- 67 Kiribati
- 68 Marshall Îles
- 69 Nauru
- 70 Niue
- 71 Palau
- 72 Papouasie-
Nouvelle-Guinée
- 73 Samoa
- 74 Solomon Îles
- 75 Timor Est
- 76 Tonga
- 77 Tuvalu
- 78 Vanuatu

Union
européenne

- 79 Allemagne
- 80 Autriche
- 81 Belgique
- 82 Danemark
- 83 Espagne
- 84 Finlande
- 85 France
- 86 Grèce
- 87 Irlande
- 88 Italie
- 89 Luxembourg
- 90 Pays-Bas
- 91 Portugal
- 92 Royaume-Uni
- 93 Suède

Produits et services du CTA

Les produits et services fournis en 2003 par les trois départements du CTA et le service Planification et services communs (P&SC) sont répertoriés dans les tableaux ci-après.

Pour plus d'informations sur les activités du CTA en 2003, voir pages 18–27 pour le département Produits et services d'information (DPSI), pages 28–35 pour le département Services et canaux de communication (DSCC), pages 36–43 pour le département Techniques et systèmes de gestion de l'information et de la communication (DTSGIC) et pages 44–51 pour le service P&SC.



DÉPARTEMENT PRODUITS ET SERVICES D'INFORMATION (DPSI)

Concernant les produits et services d'information, les pays ACP sont confrontés à divers problèmes :

- le manque d'accès à des publications d'aide à la décision dans le domaine du développement agricole et rural ;
- le faible nombre de publications dans ce domaine, dû à la précarité des infrastructures d'édition locales ;
- un accès limité à cette information, qu'elle soit publiée sur place ou ailleurs ;
- une connaissance insuffisante des sources d'information et des types de produits et services existants.

Pour surmonter ces obstacles, le DPSI s'est fixé deux objectifs : rendre l'information plus accessible et mieux faire connaître les sources d'information. Ses stratégies consistent à développer les produits électroniques et les mécanismes de diffusion, à impliquer davantage les auteurs et éditeurs ACP, à accorder une plus grande place aux publications d'aide à la décision dans le domaine agricole, à organiser ses diverses activités de distribution des publications et à continuer à décentraliser le service questions-réponses (SQR) et la diffusion sélective de l'information (DSI).

Les activités du département s'articulent autour des axes suivants :

- *L'édition imprimée, l'édition électronique et autres produits électroniques.* Ce programme comprend les publications techniques et institutionnelles du CTA (le *Rapport annuel* et le magazine *Spore/Esporo*). Le CTA coédite des ouvrages techniques (dont des collections) avec des éditeurs et des agences de développement, ce qui lui permet d'étoffer son catalogue et d'aider des auteurs et éditeurs ACP. Divers documents en version électronique sont mis en ligne sur le site Web du CTA, ainsi que d'autres produits électroniques réalisés par un département comme l'annonce mél de *Spore*. Le département prépare aussi des dossiers techniques pour les radios rurales.
- *L'organisation des services de distribution.* Le Service de distribution des publications (SDP) distribue les titres figurant au catalogue du CTA, certains étant également disponibles sur le site Web du CTA. Le programme de diffusion d'ouvrages de référence sur l'agriculture (DORA) fournit à certains centres des pays ACP des publications hors catalogue ; ce programme sera prochainement inclus dans le SDP.
- *La décentralisation des services d'information.* Elle s'articule autour de trois projets étroitement liés : le SQR, progressivement assuré par des centres ACP nationaux et régionaux, la DSI, qui fournit aux chercheurs des informations actualisées dans leur domaine d'intérêt, et le projet cédérom, qui offre à des centres ACP la possibilité de recevoir des cédéroms et de s'abonner aux bases de données agricoles en ligne.

PUBLICATIONS DU CTA

Titre

Type de publication

Rapport annuel CTA 2002 / CTA Annual Report 2002

Rapport (document imprimé et format PDF sur le site Web du CTA)

Bridging information gaps between farmers, policy-makers, researchers and development agents

Document de travail No. 8030 (imprimé)
Présenté lors d'une conférence régionale intitulée « Agroforestry impacts on livelihoods in Southern Africa: putting research into practice », Warmbaths, Afrique du Sud, mai 2002

Meeting the challenge of effective ACP participation in agricultural trade negotiations: the role of ICM / Pour une participation efficace des pays ACP aux négociations sur le commerce des produits agricoles : le rôle de la GIC

Cédérom bilingue
Des informations utiles sur les questions commerciales, et Comptes rendus du séminaire annuel du CTA, Bruxelles, Belgique, novembre 2002

Small-scale irrigation for food security in sub-Saharan Africa

Document de travail No. 8031 (imprimé)
Rapport et recommandations d'une visite d'étude du CTA, Éthiopie, janvier 2003

Smart tools for evaluating the performance of information products and services

Document de travail No. 8029 (imprimé)
Compte rendu d'une consultation technique CTA/IICD/KIT/LEAP-IMPACT, Amsterdam, Pays-Bas, novembre 2002

Social capital and connectedness: issues and implications for agriculture, rural development and natural resource management in ACP countries

Document de travail No. 8032 (imprimé)
Compte rendu d'une étude commandée par le CTA à l'University of Essex, Royaume-Uni

Spore / Esporo

Magazine (document imprimé, formats PDF et HTML mis en ligne sur le site Web du CTA) ; Numéros 103 à 108 en anglais et en français, numéros 53 à 58 en portugais

Spore / Esporo Annonce mél

E-mail
Annonce par voie électronique du sommaire des numéros de *Spore / Esporo* envoyée aux abonnés

Spore Plus

Diffusion numérique par le satellite WorldSpace qui propose le dernier numéro de *Spore*, les anciens numéros sur demande, le *Catalogue des publications du CTA*, une sélection de publications électroniques du CTA et un forum permettant aux utilisateurs de faire part de leurs réactions par rapport à ces produits

Site Web du CTA

Format électronique
Information institutionnelle régulièrement mise à jour

COÉDITIONS

Titre

Auteurs

Editeurs partenaires

Collection Le technicien de l'agriculture tropicale

Sweet potato (traduit de *La patate douce*, 1998)

L. Degras

Macmillan

COÉDITIONS

Titre	Auteurs	Éditeurs partenaires
Collection Agrodok		
<i>Agroforestry</i> (3rd edn) <i>Agroforesterie</i> (3 ^e éd.) <i>Agrossilvicultura</i>	E. Verheij	Agromisa, Kerkinactie
<i>Criação de patos nas regiões tropicais</i>	S.J. van der Meulen, G. den Dikken	Agromisa, Kerkinactie
<i>Preservation of fruit and vegetables</i> (4th edn) <i>Conservation des fruits et légumes</i> (4 ^e éd.)	I. Fitz James, B. Kuipers	Agromisa, Kerkinactie
<i>Manejo da fertilidade do solo</i>	L. van Schöll, R. Nieuwenhuis	Agromisa, Kerkinactie
<i>A cultura da soja e de outras leguminosas</i>	R. Nieuwenhuis, J. Nieuwelink	Agromisa, Kerkinactie
<i>Protecção dos grãos de cereais e de leguminosas armazenados</i>	I. de Groot	Agromisa, Kerkinactie
Publications techniques		
<i>Advancing participatory technology development: case studies on integration into agricultural research, extension and education</i>	C. Wettasinha, L. van Veldhuizen, A. Waters-Bayer	ETC, IIRR
<i>AGRIDAPE – Les champs-écoles à l'œuvre !</i> (Premier numéro de l'édition pour l'Afrique francophone du magazine LEISA)	–	IIED-Programme Sahel, ILEIA
<i>A guide to IPM in tomato production in eastern and southern Africa</i>	A.M. Varela, A. Seif, B. Löhr	DSO, GTZ, ICIPE
<i>Aka, what would you do if your mother-in-law suddenly showed up? Crafts and entrepreneurship promotion: Experiences and misadventures / Aka, que ferais-tu si tu voyais surgir ta belle-mère? Expériences et mésaventures de l'appui aux artisans et à l'entreprenariat</i> (1 ^{ère} édition réimprimée)	M.G. Baier-D'Orazio	FAKT
<i>Banana and plantain embryogenic cell suspensions</i> (Technical Guidelines 8) / <i>Suspensions cellulaires embryogènes de bananiers et bananiers plantain</i> (Guides techniques 8)	H. Strosse, R. Domergue, B. Panis, J.V. Escalant, F. Côte	INIBAP
<i>Biological control in IPM systems in Africa</i>	P. Neuenschwander, C. Borgemeister, J. Langewald (eds)	CABI
<i>Capacity development in Ghana's Plant Genetic Resources Centre: an evaluation</i>	S. Bennett-Lartey, R. Vodouhe, J. Watts	CSIR, IPGRI, ISNAR

COÉDITIONS

Titre	Auteurs	Éditeurs partenaires
<i>Decision support tools for smallholder agriculture in sub-Saharan Africa: a practical guide</i>	T.E. Struif-Bontkes, M.C.S. Wopereis (eds)	IFDC
Evaluating capacity development (Issue 17 of <i>Capacity.org</i> newsletter) / Évaluer le renforcement des capacités (Numéro 17 du bulletin <i>Capacity.org</i>)		ECDPM, ISNAR
<i>Evaluating capacity development: experiences from research and development organizations around the world</i>	D. Horton, A. Alexaki, S. Bennett-Lartey, K.N. Brice, D. Campilan, F. Carden, J. de Souza Silva, Le Thanh Duong, I. Khadar, A. Maestrey Boza, I. Kayes Muniruzzaman, J. Perez, M. Somarriba Chang, R. Vernoooy, J. Watts	CRDI, ISNAR
<i>Farmer field school: a new way of learning</i> (vidéo)	–	CIPMNET-CARDI
<i>Farmer participatory approach for ecological crop management: a resource guide for the Caribbean</i>	P. Dowlath	CIPMNET-CARDI
<i>Global evaluation of Musa germplasm for resistance to Fusarium wilt, Mycosphaerella leaf spot diseases and nematodes: in-depth evaluation</i> (Technical Guidelines 6) / <i>Évaluation globale de la résistance des bananiers à la fusariose, aux maladies foliaires causées par les Mycosphaerella spp. et aux nématodes : évaluation approfondie</i> (Guides techniques 6)	J. Carlier, D. De Waele, J.V. Escalant	INIBAP
<i>Global evaluation of Musa germplasm for resistance to Fusarium wilt, Mycosphaerella leaf spot diseases and nematodes: performance evaluation</i> (Technical Guidelines 7) / <i>Évaluation globale de la résistance des bananiers à la fusariose, aux maladies foliaires causées par les Mycosphaerella spp. et aux nématodes : évaluation de la performance</i> (Guides techniques 7)	J. Carlier, D. De Waele, J.V. Escalant	INIBAP
<i>Is our food really safe?</i> (vidéo)	–	CIPMNET-CARDI
<i>How to do farm accounting</i>	P.B. Ngeze	Friends-of-the-Book Foundation, Acacia Publishers
<i>How to keep ostriches</i>	M. Parkolwa	Friends-of-the-Book Foundation, Acacia Publishers
<i>Les aliments : transformation, conservation et qualité</i>	R. Nout, J.D. Hounhouigan, T. van Boekel	Backhuys Publishers
<i>Linking local learners: Negotiating new development relationships between village, district and nation</i> (avec cédérom)	C. Lightfoot, C. Alders, F. Dolberg (eds)	AgroForum, ARDAF, ISG

COÉDITIONS

Titre	Auteurs	Éditeurs partenaires
<i>L'œil du cerf-volant : évaluation et suivi des états de surface par photographie aérienne sous cerf-volant</i>	E. Tielkes	Margraf
<i>Manuel de recherche de financement et gestion financière des ONG et organisations de développement du Sud</i>	F. Vincent	IRED
<i>Mushroom cultivation: appropriate technology for mushroom growers (3^e éd.)</i>	P. Oei	Backhuys Publishers, Cpoint, DG GICOM
<i>Participatory rural appraisal: pathways to clearer understanding (vidéo)</i>	–	CIPMNET-CARDI
<i>Petites histoires d'arbres</i>	J.Y. Clavreul	Éditions Ganndal
<i>Rural development directory 2003-2004 (cédérom)</i>	–	INASP
<i>Small-scale food processing: a directory of equipment and methods (2^e éd.)</i>	S. Azam-Ali, E. Judge, P. Fellows, M. Battcock	ITDG, Northern Foods
<i>Soil fertility management in Africa: a regional perspective</i>	M.P. Gishuru, A. Bationo, M.A. Bekunda, H.C. Goma, P.L. Mafongonya, D.N. Mugendi, H.M. Murwira, S.M. Nandwa, P. Nyathi, M.J. Swift (eds)	Academy Science Publishers, TSBF-CIAT
<i>Stolen fruit: the tropical commodities disaster</i>	P. Robbins	Zed Books
<i>The Caribbean rum industry and the ACP-EU Cotonou agreement (document de consultation)</i>	D. Jessop	ECDPM
Rapports et comptes rendus de séminaires coorganisés par le CTA		
<i>Primary animal health care in the 21st century: shaping the rules, policies and institutions (co-seminar, October 2002) – with CD-ROM / Soins primaires de santé animale au 21^e siècle : forger les règles, les politiques et les institutions (coséminaire, octobre 2002) – avec cédérom</i>	K. Sones, A. Catley	UA-IBAR

ABONNÉS AU SERVICES DE DISTRIBUTION DES PUBLICATIONS (SDP) DU CTA EN 2003

Abonnés	Nombre
Nouveaux abonnés au SDP	3 216
Nouveaux abonnés à <i>Spore / Esporo</i>	3 432
Nombre de publications du catalogue distribuées (sur commande et à l'initiative du CTA)	76 526
Nombre de publications non CTA distribuées	1 329
Nombre de bons de commande traités	23 082

BÉNÉFICIAIRES DES SQR FINANCÉS PAR LE CTA EN 2003 *

Catégorie d'utilisateur	AGRIDEA	CARDI	GAINS	IRETA	NAQAS	PRAIS
Chercheur	795	99	92	20	156	136
Professeur/enseignant	70	36	30	3	81	127
Consultant	39	17	5	–	–	–
Bibliothécaire/archiviste	23	21	19	6	–	67
Étudiant	889	250	127	58	472	136
Vulgarisateur	144	99	14	3	8	250
Décideur/planificateur	54	30	14	1	–	83
Agriculteur	202	62	25	4	8	462
Autre	86	73	–	11	–	305
Total	2 302	677	326	106	725	1 566

USAGE DE L'INFORMATION DEMANDÉE AUX SQR FINANCÉS PAR LE CTA EN 2003 *

Usage de l'information	AGRIDEA	CARDI	GAINS	IRETA	NAQAS	PRAIS
Usage personnel	111	37	23	72	13	290
Production végétale	201	93	43	6	–	309
Transformation agroalimentaire	206	30	29	–	–	–
Marchés et commercialisation	52	20	15	4	3	96
Élaboration/planification de politiques	59	51	11	–	–	22
Éducation de la communauté	105	31	6	–	–	223
Conférence/exposé	192	2	42	3	47	104
Recherche	1,074	115	240	7	620	182
Production animale	236	16	31	6	–	242
Autre	66	31	–	8	42	225
Total	2 302	426	440	106	725	1 693

RÉPARTITION DES USAGERS DES SQR PAR GENRE EN 2003 *

Genre	AGRIDEA	GAINS	IRETA	NAQAS
Hommes	1 496	253	65	633
Femmes	806	73	41	92
Total	2 302	326	106	725

* Certains bénéficiaires utilisent les informations fournies à des fins multiples, ce qui explique l'écart dans le total des chiffres

USAGERS DES SQR AFFILIÉS À DES ORGANISATIONS EN 2003

Organisations	AGRIDEA	GAINS	IRETA
Organisations gouvernementales	54	21	11
Universités	907	156	38
Instituts de recherche	804	87	12
Particuliers	302	20	33
Entreprises commerciales	49	9	8
Coopératives / associations paysannes	186	10	4
Autre (ONG)	–	5	–
Total	2 302	308	106

DOCUMENTS FOURNIS PAR LE SERVICE DE DIFFUSION SÉLECTIVE DE L'INFORMATION (DSI) À CERTAINS SQR EN 2003

SQR	Articles	Livres
AGRIDEA – Afrique de l'Est	127	1
CARDI – Caraïbes	3	
GAINS – Ghana	43	
COI – Madagascar, île Maurice	131	1
NAQAS – Nigeria	86	1
PNG, IRETA – Pacifique	82	
PRAIS – Afrique australe	22	1
Autre	3	
Total	497	4

DOCUMENTS FOURNIS PAR LE DSI ET LE SERVICE DE REMISE DE DOCUMENTS AUX UTILISATEURS DE DSI EN 2003

Région	Profils	Références	Articles	Livres / rapports
Afrique australe	216	49 226	217	8
Afrique centrale	185	40 185	336	5
Afrique de l'Est	244	61 427	389	3
Afrique de l'Ouest	493	116 065	722	13
Caraïbes	94	22 172	66	2
Pacifique	164	41 142	44	3
Total	1 396	330 217	1 774	34
Cible	1 800	360 000		

DÉPARTEMENT SERVICES ET CANAUX DE COMMUNICATION (DSCC)

Les objectifs de ce département sont les suivants :

- encourager l'utilisation intégrée des canaux de communication ;
- intensifier les contacts et les échanges d'informations.

La réalisation de ces objectifs nécessite :

- de développer les services de communication par les TIC ;
- d'encourager l'utilisation des moyens de communication classiques tels que la radio et la télévision ;
- accroître le soutien du CTA aux réseaux ;
- décentraliser davantage l'appui du CTA aux réseaux régionaux.

En mettant en œuvre ce programme, le CTA sert de fournisseur d'information aux organisations et aux professionnels du secteur agricole et rural des pays ACP, et encourage le dialogue et l'échange d'informations entre ces acteurs.

L'action du DSCC a pour principal résultat d'améliorer la circulation de l'information, comme en témoigne l'emploi des divers moyens de communication : forums et réseaux électroniques, réunions, radio et divers canaux de communication. Le DSCC incite les réseaux et les services régionaux d'information agricole à fournir et à télécharger des données, notamment auprès des bases de données du CTA et de ses partenaires. Dans certains pays, en l'absence d'accès direct aux services d'information via les TIC, le CTA encourage l'utilisation des canaux de communication classiques.

PROJETS RÉGIONAUX

Antennes régionales

Antenne régionale du CTA dans les Caraïbes, CARDI

Sujet

Mise en réseau

But

Renforcer le rôle du CTA dans les Caraïbes et améliorer les services d'information fournis par le Secrétariat du CARDI et les États membres

Antenne régionale du CTA dans la région du Pacifique, IRETA

Mise en réseau

Renforcer le rôle du CTA dans la région du Pacifique et améliorer les services d'information fournis par le Secrétariat de l'IRETA et les États membres

Visite d'étude sur les systèmes agricoles

Mise en réseau

Aider les petits agriculteurs à faire face aux contraintes liées à la productivité et la commercialisation

Atelier sur la production et la commercialisation de fleurs dans le Pacifique

Mise en réseau

Améliorer la production et la conservation de fleurs de qualité du point de vue des techniques agronomiques et de la commercialisation

Atelier sur l'agriculture biologique dans le Pacifique

Mise en réseau

Promouvoir l'agriculture biologique afin de répondre aux exigences en matière d'environnement et de santé, et améliorer les revenus des agriculteurs

Réseaux de politiques régionales**Sujet****But**

Mise en place et développement d'un réseau régional de politiques agricoles dans les Caraïbes

Mise en réseau

Améliorer l'accessibilité et l'échange de l'information sur les politiques agricoles

Étude sur la mise en place d'un réseau régional de politiques agricoles dans le Pacifique

Mise en réseau

Définir une stratégie et un cadre pour la mise en place d'un réseau régional de politiques agricoles dans le Pacifique

Appui à l'ECAPAPA

Mise en réseau

Améliorer l'accessibilité et l'échange de l'information sur les politiques agricoles, renforcer les capacités de GIC pour la mise en réseau et l'analyse des politiques

Appui au REPA

Mise en réseau

Améliorer l'accessibilité et l'échange de l'information sur les politiques agricoles, renforcer les capacités de GIC pour la mise en réseau et l'analyse des politiques

Appui au FANRPAN

Mise en réseau

Améliorer l'accessibilité et l'échange de l'information sur les politiques agricoles, renforcer les capacités de GIC pour la mise en réseau et l'analyse des politiques

PROJETS RÉGIONAUX

Échanges commerciaux**Sujet****But**

Caribbean Agri-Business Marketing Intelligence and Development (CAMID) network

Mise en réseau

Fournir des informations rapidement accessibles sur la production et la commercialisation dans l'industrie agroalimentaire au sein du CARIFORUM

Système d'information de la CMA/AOC

Mise en réseau

Consolider le système d'information régional de la CMA/AOC afin de renforcer la communication entre les négociants agricoles

Gestion des ressources naturelles**Sujet****But**

La pêche dans la CARICOM

Mise en réseau

Développer une stratégie et un plan d'action pour aider à l'organisation et à la gestion des associations de pêcheurs dans les Caraïbes

CariPestNet

Mise en réseau

Mettre en place CariPestNet, un réseau d'informations et de conseils sur les maladies et les parasites des plantes dans les Caraïbes

Appui à l'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE) en Afrique australe

Mise en réseau

Définir une approche régionale harmonisée en Afrique australe à l'aide de systèmes adéquats d'information et de communication

Réseaux régionaux d'information horizontale**Sujet****But**

Agents de liaison agricoles, IRETA

Travail en réseau

Améliorer la communication entre l'IRETA et les États membres

Caribbean Agricultural Information System (CAIS)

Mise en réseau

Répondre aux besoins d'information des parties prenantes du CARDI par la fourniture de produits et services d'information adaptés

Caribbean Farmers and NGOs Network (CaFaNN)

Mise en réseau

Mettre en place une stratégie et une structure pour la création d'un réseau régional d'ONG et d'agriculteurs dans les Caraïbes

Réseau régional d'information agricole d'Afrique de l'Est et du Centre

Mise en réseau

Définir une stratégie, fixer des priorités et élaborer un portefeuille de projets

ACTIVITÉS FONDÉES SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Activités via les TIC**Détail des activités *****But**

Le commerce des produits agricoles et leur rôle dans les économies locales (voir p. 34)

Forum électronique (ouvert)
<http://Forum1.inter-reseaux.net>
CTA/Inter-réseaux
Janvier-mai

- Créer et animer un forum sur des thèmes d'intérêt stratégique en vue de contribuer au renforcement des capacités des petits exploitants agricoles
- Recueillir des expériences détaillées et les diffuser dans les médias
- Créer un réseau d'information et de communication reliant des associations de producteurs entre elles et associant les TIC aux moyens de communication et de diffusion classiques (groupes de discussion, radio rurale, etc.)
- Encourager les petits exploitants du secteur agricole (producteurs, associations paysannes, transformateurs agroalimentaires, négociants, fournisseurs de services, départements de recherche et développement) à exprimer leurs préoccupations

Préparation aux négociations sur l'agriculture lors de la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC (Cancún) pour les pays ACP et les pays en développement francophones

Forum électronique (fermé) (193) www.dgroups.org/groups/acp-trade-cancun
CTA/Solagral/AIF
7 juillet – 7 octobre

Forum destiné aux participants aux négociations se tenant à Genève, dans les capitales des pays ACP et des États membres francophones de l'OMC ou les délégations localisées à Bruxelles ; son but était de contribuer à la préparation des discussions de la réunion ministérielle de l'OMC en favorisant le dialogue et la consultation en vue d'obtenir des positions communes sur un certain nombre de questions

Comptes rendus du séminaire CTA 2003, 20–24 octobre (voir p. 34)

Forum électronique pour la durée du séminaire
www.cta.int/ctaseminar2003/

Contribuer à une meilleure compréhension des thèmes du séminaire par toutes les parties prenantes ; valoriser l'événement auprès des observateurs extérieurs ; améliorer la compréhension, par toutes les parties prenantes aux événements, de la valeur et des modalités de communication

Bulletin quotidien portant sur le séminaire (1 700 abonnés), documents mis en ligne sur le site Web du CTA et bulletin imprimé pour les participants à la conférence

Entretiens radiophoniques destinés à la diffusion par des stations radio des pays ACP

Articles destinés à la publication dans la presse agricole spécialisée des pays ACP

Matériel pour des cédéroms sur la conférence ; résumés des exposés et des discussions des groupes de travaux ; fichiers audio des entretiens et sessions plénières ; photos numériques

* TIC, nombre de participants, URL, partenaires, durée

VISITES D'ÉTUDE

Activité

La petite irrigation pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Détail des visites *

Éthiopie ; janvier ;
TWRDB ; 16

Points clés

Participants originaires d'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, de Tanzanie et de Zambie ; visite de petits périmètres irrigués offrant une large palette de techniques d'irrigation ; présentation d'études/études de cas par pays

SÉMINAIRES

Séminaire annuel du CTA

Rôle de l'information dans la gestion durable de la fertilité des sols (voir p. 34)

Détail de l'événement *

Arnhem, Pays-Bas ;
octobre ; ISRIC ; 90

Points clés

Examiner dans le détail les besoins en informations sur l'amélioration des sols auxquels sont confrontés les agriculteurs, les chercheurs et les décideurs, afin de mieux comprendre le rôle de la GIC dans la recherche de solutions au problème de la fertilité des sols dans les régions ACP

Co-séminaires

Accords sur la pêche ACP/UE : vers une plus grande pérennité (voir p. 59)

Détail de l'événement *

Bruxelles, Belgique ; avril ;
Secrétariat du Commonwealth ;
160 (participants des pays côtiers ACP, de la CE, d'agences internationales, d'ONG et d'associations de pêcheurs)

Points clés

La réforme de la politique de la pêche de l'UE offre l'occasion de réviser les accords ACP/UE en vigueur sur la pêche côtière. Principaux thèmes de discussion : l'exploitation durable des ressources marines, la sécurité alimentaire, la protection des petites communautés de pêcheurs et l'optimisation des avantages induits par l'exploitation des produits de la pêche grâce à des activités à forte valeur ajoutée

* Lieu, mois, partenaires, nombre de participants

SÉMINAIRES

Co-séminaires

Espèces végétales sous-utilisées

Détail de l'événement*

Leipzig, Allemagne ; mai ; GFU, GTZ, IFAD, IPGRI ; 57 (experts venus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, dont des décideurs, des chercheurs, des vulgarisateurs et des représentants du secteur privé, d'ONG, de réseaux et d'organismes bailleurs)

Points clés

Bon nombre d'espèces sous-utilisées, quoique très importantes, ont été négligées par les chercheurs dans le passé ; manque d'informations pour trouver des débouchés et les moyens de les commercialiser ; absence d'un cadre politique pour promouvoir leur utilisation et maximiser leur valeur économique. Le rôle de l'information et de la communication est essentiel pour la préservation, l'utilisation et la connaissance de ces espèces végétales

Renforcement du secteur de la transformation et de l'exportation des produits de la pêche en vue d'accroître les opportunités commerciales

Madang, Papouasie-Nouvelle-Guinée ; mai ; CDE ; 46 (personnes représentant le secteur privé et l'industrie de la pêche de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Solomon et de Vanuatu)

Il est primordial que les exportateurs de produits de la pêche donnent davantage la priorité au développement et à la mise en œuvre de programmes d'assurance de la qualité et de la salubrité des aliments, dans le respect des principes HACCP ; chaque pays doit mettre en place un système de contrôle réglementaire efficace, fondé sur les critères d'équivalence par rapport au système d'inspection de leurs partenaires commerciaux

Cadre juridique et réglementaire de la gestion des ressources génétiques animales

Maputo, Mozambique ; mai ; FAO, GTZ, IPGRI, SADC ; 80 (participants des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe)

Parvenir à une compréhension commune des cadres juridique et réglementaire actuels de la gestion des ressources génétiques animales dans la SADC, lors de discussions sur l'importance des races et des variétés locales ; la conservation des ressources génétiques animales ; l'accès et les droits aux ressources génétiques ; les mesures d'incitation pour faciliter la participation de la communauté à la gestion des ressources génétiques animales ; le développement du marché et la sensibilisation du public ; la formulation de politiques et de cadres juridiques dans la région de la SADC

* Lieu, mois, partenaires, nombre de participants

SÉMINAIRES

Co-séminaires

Réunion préparatoire à la Conférence ministérielle de Cancún pour les négociateurs des Caraïbes (voir p. 58)

7^e forum africain consacré à La lutte en faveur d'un plus grand potentiel de croissance favorable aux pauvres – des relations entre objectifs nationaux, priorités locales et dépassement des trop nombreuses contraintes de procédure

Normes de qualité sanitaire et phytosanitaire

Effets de la pandémie du VIH/SIDA sur les communautés rurales et la productivité agricole en Afrique australe (voir p. 35)

Détail de l'événement*

Montego Bay, Jamaïque ; juin ; Secrétariat du Commonwealth, Regional Negotiating Machinery ; 50 (négociateurs et équipes d'experts auprès de l'OMC)

Prétoria, Afrique du Sud ; juin ; GTZ (réseau sectoriel pour le développement rural) ; 58 (ressortissants de 11 pays africains et de 4 pays européens ; planificateurs et responsables de la mise en œuvre de DSRP ; représentants de la société civile et d'organisations de développement)

Brazzaville, Congo ; septembre ; CDE, COLEACP, Forum francophone des affaires, Faculté Universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux ; 56 (neuf pays d'Afrique centrale : membres du réseau horticole, ministères de l'Agriculture, chambres de commerce, ONG, organisations régionales et internationales)

Maputo, Mozambique ; novembre ; CE, FAO, GTZ, Irish Cooperation, VETAID ; 120 (représentants d'ONG, de ministères de l'Agriculture et de la Santé, de projets régionaux, d'organisations internationales et de groupements paysans)

Points clés

Appui aux régions ACP pour les négociations sur le commerce de leurs produits agricoles lors des sommets de l'UE et de l'OMC. Cette réunion avant Cancún a porté sur l'accès aux marchés, les mesures SPS, la concurrence à l'exportation, les questions extra commerciales et l'impact du processus de libéralisation sur les produits de base ; les stratégies et scénarios pour les futures négociations d'APE

Les approches sectorielles (SWAp) ont permis une amélioration du dialogue et de la coordination entre gouvernements nationaux et partenaires au développement. Toutefois, dans de nombreux pays, les populations locales ignorent souvent l'existence des SWAp. Ce forum leur a permis d'en prendre connaissance tout en leur accordant une importance nouvelle

Dans le cadre de la protection sanitaire, les secteurs public et privé ont un rôle majeur à jouer dans la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, notamment en ce qui concerne les fruits et légumes. Les thèmes prioritaires portent sur l'analyse des risques sanitaires, ainsi que l'impact des mesures sanitaires et phytosanitaires sur les méthodes de production ; les exigences en matière de protection de la santé des consommateurs et des utilisateurs de produits phytosanitaires (traçabilité)

L'Afrique sub-saharienne est la région du monde la plus gravement affectée par l'épidémie du VIH/SIDA avec 14,8 millions de morts (79 % des victimes dans le monde), 24,5 millions de personnes porteuses du virus et 4 millions de nouveaux cas d'infection chaque année. L'Afrique australe est la région la plus touchée avec 15 millions d'individus porteuses du virus, dont la plupart vivent dans les zones rurales et travaillent dans l'agriculture ; l'information et la communication doivent être utilisées à tous les niveaux et à l'intention de toutes les parties prenantes dans les campagnes de sensibilisation et de lutte pour les droits, ainsi que dans les programmes de formation et d'éducation

* Lieu, mois, partenaires, nombre de participants

SÉMINAIRES

Co-séminaires

Impliquer la société civile dans le dialogue sur les accords de partenariat économique d'APE pour mieux aider les négociateurs (voir p. 59)

Foncier rural et développement durable au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Réussites de l'agriculture africaine : une base pour l'avenir

Détail de l'événement*

Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago ; novembre ; CE, CPDC, PriceWaterhouse, Solagral ; 60 (représentants d'ONG, du secteur privé, bancaire, de la recherche, de groupements paysans)

Bamako, Mali ; novembre ; CILSS, GTZ, IIED, IUCN, MAE, ROPPA ; 160 (experts venant de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et des organisations internationales)

Pretoria, Afrique du Sud ; décembre ; IPGRI, InWENT, NEPAD ; 69 (décideurs des ministères de différents gouvernements, chercheurs, représentants du secteur public et d'associations paysannes originaires d'Afrique subsaharienne)

Points clés

Fournir une base d'informations détaillées sur les liens entre le commerce et le développement pour s'assurer que la durabilité est bien prise en compte dans les négociations d'APE ; créer une base de discussion avec les parties prenantes des pays européens et ACP sur les implications des négociations en termes de durabilité ; renforcer les capacités en aidant les pays ACP à participer activement aux négociations de façon à promouvoir le développement durable

Évaluer les progrès réalisés depuis Praia + 9. La réunion a permis de définir les grandes orientations des politiques foncières, avec pour objectif de garantir un accès meilleur et plus sécurisé aux ressources de la terre pour les dix années à venir ; un programme-cadre régional sur les politiques foncières en zone rurale a également été défini

Contribuer à l'amélioration des politiques en faveur de la sécurité alimentaire et de la croissance durable de l'agriculture en Afrique en tirant parti des réussites antérieures et en explorant les possibilités de reproduire ces succès et d'améliorer les technologies et les processus. Partager les enseignements tirés des réussites passées de l'agriculture africaine et procéder à l'évaluation des politiques et des institutions permettant de reproduire ces succès et de faire encore mieux ; identifier les priorités en vue d'un plan d'action futur en faveur du développement durable de l'agriculture en Afrique

* Lieu, mois, partenaires, nombre de participants

SÉMINAIRES SOUTENUS PAR LE CTA

Titre	Participants parrainés par le CTA	Détail des événements *
Symposium sur l'eau, la pauvreté et les usages productifs de l'eau	1	Muldersdrift, Afrique du Sud ; 21–23 janvier ; Department of Water Affairs and Forestry, IRC, IWMI, NRI
Réunion d'experts sur la production et le commerce responsables	4	Nüremberg, Allemagne ; 16–17 février ; FAO
19 ^e Conférence de la Weed Science Society pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	10	Lilongwe, Malawi ; 24–28 février ; WSSEA
Élevage du bétail en milieu urbain pour l'amélioration des conditions de vie en Afrique de l'Est	13	Nairobi, Kenya ; 2–6 mars ; NRI
Conférence mondiale sur la recherche sur le coton	37	Cape Town, Afrique du Sud ; 9–13 mars ; Cotton SA ; ARC
Atelier international sur la biotechnologie adaptée	8	Nairobi, Kenya ; 13–19 mars ; Université de Wageningen
Atelier sur la mise en réseau de l'information sur les ressources phylogénétiques : pour une approche régionale de l'information sur les collectes <i>ex situ</i> et les activités <i>in situ</i> associées	10	Cotonou, Bénin ; 18–20 mars ; IPGRI
Salon des produits naturels	6	Londres, Royaume-Uni ; 6–7 avril ; CDE, Full Moon Communications
Techniques de conservation de l'eau pour l'agriculture durable dans les zones arides de l'Afrique subsaharienne	7	Bloemfontein, Afrique du Sud ; 8–11 avril ; ISCW, IWMI, NDA, WRC
19 ^e Conférence annuelle de l'AIAEE	1	Raleigh, Caroline du Nord, États-Unis ; 8–12 avril ; AIAEE
Mise en place d'une formation en ressources naturelles et ressources agricoles en Afrique : qualité et pertinence de l'enseignement supérieur	9	Nairobi, Kenya ; 16–19 avril ; ANAFE
Conférence USAID 2003	1	Illinois, États-Unis ; 25–28 avril ; University of Illinois
Conférence sur l'initiative Food Africa	8	Yaoundé, Cameroun ; 4–9 mai ; IFS
Séminaire international CIRP 2003 sur la conception	1	Grenoble, France ; 12–14 mai ; Laboratoire 3S
Journée du secteur privé	14	Dakar, Sénégal ; 17 mai ; Interface
Conférence internationale sur les conditions de vie en milieu rural, les forêts et la biodiversité	6	Bonn, Allemagne ; 19–23 mai ; BMZ, ICIAR, GTZ, InWEnt
3 ^e Symposium sur le taro	6	Nadi, Fidji ; 21–23 mai ; CIRAD, FAO, IPGRI, SPC
Forum mondial 2003 sur la recherche agricole (GFAR)	10	Dakar, Sénégal ; 22–24 mai ; GFAR
Création de cyber-communautés et de réseaux électroniques	5	New York, États-Unis ; 28–30 mai ; FAO
Atelier pour l'Afrique de l'Est sur « l'initiative Bonnes semences »	11	Morogoro, Tanzanie ; 4–7 juin ; CABI/DGISP
15 ^e Conférence de l'AAIS	4	Nairobi, Kenya ; 9–13 juin ; AAIS
Congrès mondial des jeunes agriculteurs	5	Paris, France ; 11–15 juin ; FIPA/CEJA
Compendium des ressources phylogénétiques : consultation d'experts	5	Rome, Italie ; 26–27 juin ; IPG

* Lieu, date, organisateurs

SÉMINAIRES SOUTENUS PAR LE CTA

Titre	Participants parrainés par le CTA	Détail des événements *
3 ^e Conférence des pays du Commonwealth sur les sciences vétérinaires	4	Wellington, Nouvelle-Zélande ; 27–30 juin ; Commonwealth Veterinary Association
Négociations multilatérales ACP/UE sur l'agriculture	4	Bruxelles, Belgique ; 20 juin – 21 juillet ; Ambassade d'Haïti
Conférence internationale sur la pauvreté, l'alimentation et la santé	2	Lisbonne, Portugal ; 1–4 juillet ; Faculdade de Medicina de Lisboa
XIX ^e Congrès international sur la génétique	1	Melbourne, Australie ; 6–11 juillet ; Melbourne University
39 ^e Conférence de la Caribbean Crops Society	5	Grenade ; 6–11 juillet ; CFCS
16 ^e Conférence triennale de l'International Soil Tillage Research Organisation (ISTRO)	3	Brisbane, Australie ; 13–18 juillet ; ISTRO
Groupe régional africain de l'IAMSLIC	9	Accra, Ghana ; 14–16 juillet ; IAMSLIC
VII ^e congrès international sur l'aménagement des parcours	12	Durban, Afrique du Sud ; 26 juillet – 1 ^{er} août ; IRC
69 ^e Conseil et conférence générale de l'IFLA	1	Berlin, Allemagne ; 1 ^{er} –9 août ; IFLA
Symposium sur l'arachide bambara	2	Gaborone, Botswana ; 7–12 septembre ; Botswana College of Agriculture
Sommet d'information sur l'eau	4	Delft, Pays-Bas ; 9–17 septembre ; IRC
5 ^e Conférence ministérielle de l'OMC	5	Cancún, Mexique ; 10–14 septembre ; ENDA
Congrès AETFAT	5	Addis-Abeba, Éthiopie ; 21–26 septembre ; AETFAT
XII ^e Congrès mondial sur la foresterie	3	Québec, Canada ; 21–28 septembre ; Ressources naturelles du Canada/Ministère des ressources naturelles du Québec
Pour la défense des droits des éleveurs de bétail	4	Nairobi, Kenya ; 27–30 octobre ; ITDG, League for Pastoral Peoples
4 ^e Atelier international INGENIC	5	Accra, Ghana ; 19–21 octobre ; INGENIC
Mondialisation, localisation et gestion des forêts tropicales au 21 ^e siècle	1	Amsterdam, Pays-Bas ; 20–24 octobre ; IAC
IX ^e Congrès mondial sur la production animale	1	Porto Alegre, Brésil ; 26–31 octobre ; Universidade Federal do Rio Grande de Su
SANAT au 21 ^e siècle	9	Alice, Afrique du Sud ; 4–6 novembre ; SANAT
Recherche et stratégies sur la traction animale	3	Bobo Dioulasso, Burkina Faso ; 17–21 novembre ; CIRAD, CIRES
SAFOU 2003	6	Brazzaville, Congo ; 3–7 décembre ; Université Marien Nguoubi
Sommet mondial sur la société de l'information	11	Genève, Suisse ; 10–12 décembre ; UN/ITU
Atelier sous-régional sur la biodiversité agricole en Afrique de l'Ouest	8	Bamako, Mali ; 15–19 décembre ; GTZ

* Lieu, date, organisateurs

DÉPARTEMENT TECHNIQUES ET SYSTÈMES DE GESTION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (DTSGIC)

Le DTSGIC cherche à résoudre les problèmes liés au manque de compétences et d'expérience en gestion de l'information et de la communication (GIC) dans les pays ACP et à l'insuffisance des moyens de formation dans ce domaine. Ces difficultés proviennent de la faiblesse des politiques et stratégies de GIC dans le secteur agricole, du manque de savoir-faire pour concevoir des systèmes de GIC participatifs et rentables, ainsi que de l'utilisation limitée de techniques de gestion efficaces dans la mise en œuvre de projets et services de GIC.

Les objectifs du département sont d'améliorer la capacité des pays à ACP :

- à acquérir et à gérer l'information agricole ;
- à formuler et à mettre au point leurs propres stratégies et modèles de GIC.

Le programme du DTSGIC comporte deux volets principaux, la formation en GIC et l'appui aux organisations partenaires ACP locales et nationales pour la GIC :

- le programme de formation aide les partenaires du CTA à adopter des stratégies de GIC plus efficaces et à faire un usage plus intensif des technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue d'accroître la performance de leurs institutions ;
- la création de systèmes de GIC efficaces, reposant sur les canaux de communication classiques ou numériques, est encouragée par des accords de partenariat avec des organisations ACP des secteurs public et indépendant. Ces partenariats devraient permettre le développement de services d'information et de communication plus efficaces et plus compétents pour la communauté agricole.

Le département a ajouté à ce programme un troisième volet axé sur les moyens d'améliorer les stratégies et méthodologies de GIC, afin d'aider les pays ACP à formuler et appliquer des politiques en matière de sciences et technologie compatibles avec les besoins de leur secteur agricole. Il s'agit en particulier d'attirer l'attention sur l'importance des sciences et des technologies et d'aider l'agriculture ACP à reposer davantage sur les connaissances.

FORMATION À LA COMMUNICATION ET À LA MISE EN RÉSEAU

Cours	Détail des cours *	Participants (nombre) / Pays bénéficiaires
Service questions-réponses	Régional ; KARI ; Kenya ; mars	Responsables des SQR AGRIDEA (20) ; Éthiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie
Communication institutionnelle	Régional ; ECAPAPA ; Ouganda ; avril	Décideurs du secteur agricole public (16) ; Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie
Biométrie	Régional ; CABI ; Kenya ; mai	Chercheurs agronomes (18) ; Érythrée, Éthiopie, Kenya, Soudan, Tanzanie, Ouganda
Production de matériel de vulgarisation	Régional ; AREU ; Île Maurice ; mai	Chargés de recherche et vulgarisateurs de services agricoles et d'instituts de recherche (16) ; Burundi, Comores, Djibouti, Île Maurice, Seychelles
Service questions-réponses	Régional ; CARDI ; Ste-Lucie ; mai/juin	Responsables de SQR (12) ; Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Haïti, St-Kitts-et-Nevis, St-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago
Information agricole et communication	Régional ; IRETA ; Kiribati ; juillet	Chargés de la gestion des systèmes d'information de Kiribati (15)
Gestion de données scientifiques	Régional ; UNAAB ; Nigeria ; août	Directeurs de recherche (21) ; Cameroun, Gambie, Ghana, Nigeria, Sierra Leone
Sensibilisation aux TIC	Régional ; CARDI ; Antigua-et-Barbuda ; septembre	Principaux décideurs, responsables et directeurs de département (13) ; Bahamas, Barbade (La), Belize, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, St-Kitts-et-Nevis, Ste-Lucie, St-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago
Rédaction de proposition de projet	Régional ; IRAD ; Cameroun ; septembre	Chercheurs agronomes (18) ; Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Togo
Gestion de réseaux de politiques agricoles	Régional ; CARDI ; Guyana ; octobre	Agents de développement agricole et rural (18) ; Bahamas, Barbade (La), Belize, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, St-Kitts-et-Nevis, Ste-Lucie, St-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago
Conception de pages Web	Régional ; REPA ; Sénégal ; octobre	Documentalistes et professionnels de l'information d'ONG et d'instituts agricoles (17) ; Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal
Production de matériels de vulgarisation	Régional ; INSTI ; Ghana ; octobre	Vulgarisateurs de services agricoles (16) ; Gambie, Ghana, Nigeria, Sierra Leone
Systèmes d'information des marchés	Régional ; INSTI ; Ghana ; novembre	Chargés de l'information sur les marchés dans des institutions publiques et privées (15) ; Gambie, Ghana, Nigeria, Sierra Leone

* Type, partenaire, lieu, mois

FORMATIONS À LA COMMUNICATION ET À LA MISE EN RÉSEAU

Cours	Détail des cours*	Participants (nombre) / Pays bénéficiaires
Service questions-réponses	Régional ; AGRHYMET ; Niger ; décembre	Responsables de SQR (20) ; Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo (Brazzaville), Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo
<i>Nombre total de bénéficiaires du programme de formation du CTA : 219</i>		

APPUI À D'AUTRES FORMATIONS

Cours	Détail des cours*	Participants (nombre) / Pays bénéficiaires
Technologies de l'information	National ; WMCS ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; mars	Responsable de site Web (1) ; Papouasie-Nouvelle-Guinée
Échantillonnage avancé et analyse de données disparates pour les biométriciens	Régional ; SUSAN ; Afrique du Sud ; juillet	Chercheurs et biométriciens (25) ; Botswana, Éthiopie, Ghana, Namibie, Nigeria, Ouganda, Zimbabwe
Production de programmes de radio rurale	National ; SBIS ; Swaziland ; juillet	Producteurs d'émissions de radio rurale (26) ; Swaziland
Planification de projets agricoles	National ; ARMTI ; Nigeria ; juillet	Directeurs de recherche (2) ; Nigeria
Production de matériel de vulgarisation	National ; IRAG ; Guinée ; septembre	Vulgarisateurs et chercheurs (20) de services agricoles et d'instituts de recherche ; Guinée
Approches participatives de la recherche et de l'extrapolation	Régional ; TSBF ; Tanzanie ; septembre	Chercheurs agronomes (17) ; Bénin, Burkina Faso, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Togo
Sommet d'information sur l'eau	Régional ; IRC ; Pays-Bas ; septembre	Responsables (7) chargés de la gestion de l'eau ; Burkina Faso, Caraïbes, Ghana, Nigeria, Afrique du Sud, Ouganda
Rédaction de proposition de projet	Régional ; ISNAR ; Afrique du Sud ; octobre	Responsables de services agricoles, chercheurs, fonctionnaires (13) ; Comores, Éthiopie, Ghana, Malawi, Île Maurice, Nigeria, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe
<i>Nombre total de bénéficiaires du programme de formation du CTA : 131</i>		

* Type, partenaire, lieu, mois

PARTENARIATS

Afrique de l'Ouest	Partenaire	Contact
Appui à la gestion de l'information et de la communication pour accélérer le développement des communautés rurales, Kano, Nigeria	Women Farmers Advancement Network (WOFAN)	Ms Hajia Salamatu Garba Jibril, National Co-ordinator, Plot 18, Yahaya Gusau Road, NNDC Quarters, Kano, Nigeria Tél/fax : +234 064 665487 E-mail : wofan@ecnx.net / wofan@mega.bw
Promotion de l'utilisation des TIC au service du développement rural et de la création de richesses	Ghana National Association of Farmers and Fishermen (GNAFF)	Mr John Awuku Dziwornu, Vice Chairman, PO Box MB 37, Accra, Ghana Tél : +233 21 665707 ; fax : +233 21 665282 E-mail : dzijoh@yahoo.com
Appui aux activités d'information et de communication de la 4 ^e FIARA	Foire internationale de l'agriculture et des ressources (FIARA)	M Boubacar Cisse, Président de la FIARA, Villa 19 Cité Darou Salam Derké-Castors, BP 13453 Dakar, Sénégal Tél : 221 8 644202 ; fax : 221 8 245765 E-mail : fiara@fiara.org
Appui à la gestion communautaire des forêts et des ressources naturelles	Gambia Rural Development Agency (GARDA)	Mr Kebba Bah, President, GARDA, P.O Box 4556 Bakau, Banjul, Gambie, Afrique de l'Ouest Tél : +220 461711 ou 460852, Mobile : 960097 Fax : +220 465544 ; E-mail : gardango@gamtel.gm
Appui aux stratégies d'information et de communication agricole dans les régions de Mandé et de Balédougou au Mali	Association pour le développement des activités de production et de formation (ADAF-Gallé)	M Salif Diallo, Secrétaire Permanent, Badalabougou, Rue Gamal Abdel Nasser, Porte 2, BP 3267, Bamako, Mali Tél/fax : +223 2 220033 E-mail : adafgalle@afribone.net.ml
Promotion des expériences paysannes à travers la production et la diffusion de l'information agricole	Institut africain pour le développement économique et social – Centre africain de formation (INADES-Formation)	M Millogo de Honoré, Directeur du Bureau National INADES-Formation, BP 1022, Ouagadougou 01, Burkina Faso Tél : +226 342829 ; fax : +226 340519 E-mail : inadesb@fasonet.bf
Évaluation des besoins en information et en communication pour la mise au point d'un système d'information des marchés (SIM)	Association des organisations paysannes professionnelles (AOPP)	M Jean Coulibaly, Président, BP 3066, Bamako, Mali Tél : +223 286781 ; fax : +223 246119 E-mail : aopp@cefib.com
Appui aux processus d'innovations agricoles en Afrique de l'Ouest	Inter-Réseaux / ADEPRINA	M Gilles Mersadier, Secrétaire Exécutif, 16 rue Claude Bernard, 75231 Paris, Cédex 05, France Tél : +33 1 44 08 18 37 / +33 1 42 46 11 65 Fax : +33 1 44 08 18 70 ; E-mail : adeprina@inapg.inra.fr ou gilles.mersadier@inter-reseaux.org
Appui aux stratégies de GIC pour le développement des petites entreprises agroalimentaires rurales au Tchad et au Mali	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)	M Mamadou Diouf, Chef de l'Unité de Promotion des Petites et Moyennes entreprises (UPPME), CILSS, 03 BP 7049 Ouagadougou 03, Burkina Faso Tél : +226 374125 / 26 ; fax : +226 374132 E-mail : cilss@cilss.bf
Promotion de la méthode de détermination des thèmes prioritaires d'information pour le développement agricole et rural	Directorate of Agricultural Extension Services, Ministry of and Agriculture, Ghana	Mr Charles Adams, Project Manager, PO Box MB 37, Accra, Ghana Tél : +233 21 665282 ; fax : +233 21 665282 E-mail : charles1218@hotmail.com

PARTENARIATS

Afrique centrale**Partenaire****Contact**

Appui aux stratégies de communication et d'information des organisations paysannes du Burundi

Association villageoise pour le développement local (AVIDEL)

M Jean Ngendakuriyo, Représentant légal de AVIDEL, BP 6553, Bujumbura, Burundi
Tél/fax : +257 220959 ; E-mail : jengendakuriyo@yahoo.fr

Appui aux capacités de gestion de l'information et de la communication et de gestion des ressources naturelles de six communautés rurales au Cameroun

Unité nationale de gestion et de coordination/ministère de l'Environnement

M Talatala Blondeau, Coordonnateur national, BP 3410 Yaoundé, Cameroun
Tél : +237 9 848448 ; fax : +237 9 229484
E-mail : btalatala@yahoo.com

Promotion de la question du genre au regard de la gestion de l'information et de la communication et de la gestion des ressources naturelles dans les communautés rurales du sud-est du Cameroun

Association pour la gestion de l'information environnementale et des ressources naturelles, Ministère de l'Environnement et des Forêts (AGRIE)

Mme Yvonne Minlo Mabia, Directrice de l'AGRIE, BP 3410 Yaoundé, Cameroun
Tél : +237 9 948448 / 2 312568 ; fax : +237 2 312569
E-mail : estcam_agrie@yahoo.fr

Promotion et application pratique de la méthode de détermination des thèmes prioritaires d'information au Tchad

Centre national d'appui à la recherche (CNAR), Ministère de la Recherche

Dr Baba El Hadj Mallah, Directeur du CNAR, BP 1228, N'Djaména, Tchad
Tél : +235 522515 ; fax : +235 523214
E-mail : cnar@intnet.td

Afrique de l'Est**Partenaire****Contact**

Appui aux systèmes d'information agricole et de communication destinés aux organisations paysannes

Uganda National Farmers Federation (UNFFE)

Mr Chebet Maikut, President of UNFFE, Plot 27 Nakasero Road PO Box 6213, Kampala, Ouganda
Tél : +256 41 340249 ; fax : +256 41 230748
E-mail : unf@starcom.co.ug

Appui aux stratégies d'information et de communication rurale à Madagascar

Bureau de liaison des centres de formation rurale (BIMTT)

M Ravelomanantsoa Olivier, Président du Conseil d'Administration, Lot A 159, Faravohitra, Rue Joel Rakotomalala Antananarivo 101, Madagascar
Tél : +261 20 2 260404 ; fax : +261 20 2 241228
E-mail : bimtt@dts.mg

Afrique australe**Partenaire****Contact**

Amélioration de la circulation de l'information parmi les petits exploitants agricoles à l'aide de stratégies de communication appropriées

Zimbabwe Farmers' Union (ZFU)

Mr Phil Chingwaru, Project Officer of ZFU, 102 Fife Avenue, Corner 2nd Street/Fife Avenue, PO Box 3755, Harare, Zimbabwe
Tél : +263 4 251861-9 ; fax : +263 4 250925
E-mail : zfuinfo@africaonline.co.zw

Systèmes d'information et de communication pour le développement de l'agriculture en Afrique du Sud

Land Development Unit (LDU)

Dr David Makin-Taylor, Project Director, LDU, Institute for Social Development, University of the Western Cape, Private Bag X17, Bellville 7535, Afrique du Sud
Tél : +27 21 9 593213 ; fax : +27 21 9 514459
E-mail : dmakin@uwc.ac.za

PARTENARIATS

Caraïbes**Partenaire****Contact**

Systèmes de GIC pour améliorer les stratégies communautaires de gestion, planification et commercialisation des agriculteurs de St-Vincent-et-les Grenadines

Eastern Caribbean Agriculture Trading and Development Company (ECTAD)

Mr Jethro Greene, Project Coordinator of ECTAD, PO Box 827, Kingstown, St-Vincent-et-les Grenadines
Tél : +784 4 570404 ; fax : +784 4 856488
E-mail : ectadsvg@yahoo.com

Amélioration des canaux de communication

NGO Agricultural Diversification Project Ltd (NGO-ADP)

Mr John Foye, Coordinator, NGO-ADP, PO Box 268, 74 Kennedy Avenue, Roseau, La Dominique
Tél : +767 4 484377 / 3877 ; fax : +767 4 482308
E-mail : spat@cwdom.dm

Appui aux systèmes d'information et de communication pour la promotion du crédit rural en Haïti

Conseil national de financement populaire (CNFP)

Mme I. Durandis, Présidente, CNFP, 173 bis Avenue Jean Paul 11, Turgeau, Port au Prince, Haïti
Tél : +509 2 440735 ; E-mail : knfphaiti@yahoo.fr

Pacifique**Partenaire****Contact**

Promotion des activités agricoles grâce à des moyens de communication de masse dans les Îles Cook

Cook Islands Ministry of Agriculture (CIMO)A

Mr Nga Mataoi, Secretary of Agriculture, PO Box 96, Rarotonga, Îles Cook
Tél : +682 28 711 ; fax : +682 21881
E-mail : cimoa@oyster.net.ck

Appui à la production de fleurs coupées par les petites exploitantes agricoles des Îles Fidji

South Sea Orchids Ltd (SSO)

Ms Aileen Burness, Project Manager,SSO, Saweni Beach, PO Box 570 Lautoka, Fidji
Tél :+679 6 66 2165 ; fax :+ 679 6 66 6283
E-mail : +sso@connect.com.fj

PLANIFICATION ET SERVICES COMMUNS (P&SC)

Ce service a été créé afin d'améliorer la qualité, l'efficacité et la cohérence de l'ensemble des programmes du CTA. Ses tâches consistent à :

- observer l'environnement du CTA afin d'identifier de nouveaux thèmes et des tendances et de les traduire en propositions de projets et de services ;
- préparer des instructions pour la planification, la gestion et la mise en œuvre des activités du CTA, ainsi que des indicateurs de suivi des programmes ;
- soumettre des propositions pour améliorer la coordination, l'organisation et la cohérence des activités du CTA ;
- coordonner la préparation des réunions du Comité consultatif ;
- coordonner la coopération avec d'autres organisations (y compris les organisations ACP et UE et l'antenne du CTA à Bruxelles) ;
- préparer et superviser l'évaluation systématique des programmes et suivre la mise en œuvre des recommandations ;
- coordonner et gérer les systèmes informatiques, le réseau et les bases de données du CTA.

Le service P&SC met en œuvre un programme annuel et il est chargé de divers services d'appui. Le programme comporte quatre principaux volets :

- analyse socio-économique et sensibilisation aux questions transversales et thèmes particuliers de développement ;
- appui à la gestion du cycle annuel de projets du CTA ;
- évaluation de l'impact et de la performance ;
- appui aux systèmes informatiques et aux réseaux internes.

Les activités sont menées en collaboration avec des institutions spécialisées dans la recherche sur des sujets touchant à ces questions transversales, et dans le suivi et l'évaluation de projets dans les pays et les organisations ACP.

QUESTIONS TRANSVERSALES ET THÈMES DE DÉVELOPPEMENT SPÉCIFIQUES – ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET SENSIBILISATION

Activité	Détail	But
Séminaires internes	Capital social (janvier) ; NEPAD (juin) ; développement local (juin) ; gestion des connaissances (juillet) ; évaluation de l'impact et de la performance (novembre)	Informier le personnel du CTA sur les questions transversales et faciliter la mise en place des stratégies du CTA
Observatoire des technologies de l'information et de la communication (voir p. 50)	6 ^e Observatoire des TIC, sur les TIC dans la vulgarisation agricole (septembre)	Informier le personnel du CTA sur les nouvelles TIC dans la vulgarisation agricole, notamment sur les applications utiles aux programmes et activités du CTA
Élaboration de stratégies	Genre	Élaborer une stratégie CTA en matière de genre
Fonds de micro-crédits	GenARDIS, octroi de micro-crédits pour des projets axés sur le genre, l'agriculture et le développement rural dans la société de l'information	Appuyer les activités innovantes qui facilitent la compréhension et l'utilisation des TIC par les femmes rurales en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique
Étude	Étude de l'impact économique de l'application des mesures SPS dans les pays ACP	Évaluer les effets de l'application des mesures SPS sur les exportations agroalimentaires des pays ACP vers les pays de l'UE
Étude	Examen des questions juridiques identifiées par l'étude sur les mesures SPS : équivalence et traçabilité	Voir si certains aspects de la législation de l'UE concernant les mesures SPS (c'est-à-dire les règles de traçabilité et d'équivalence) peuvent être, au regard des règles de l'OMC contestés par la saisie de l'Organe de règlement des différends, ou renégociés par les pays ACP dans le cadre des négociations multilatérales, plurilatérales ou bilatérales en cours ou à venir (c'est-à-dire, le Cycle de Doha et les négociations d'APE)
Étude	Impact de l'ouverture du marché de l'UE au thon en conserve philippin et thaïlandais sur les exportateurs et les producteurs de thon ACP	Déterminer l'impact économique et financier du nouveau régime commercial envisagé par le Conseil de l'UE qui devrait avoir de graves répercussions sur le secteur de l'exportation de thon ACP ; l'étude porte sur le débat plus général concernant la disparition des préférences commerciales

APPUI A LA GESTION ANNUELLE DES CYCLES DE PROJETS DU CTA

Activité	Détail	But
Étude	Évaluation des besoins en informations agricoles dans les États ACP du Pacifique	Recommander des partenaires et des bénéficiaires potentiels pour les activités et services du CTA et identifier leurs besoins en termes d'information agricole et de renforcement des capacités
Étude interne	Critères de sélection pour les produits et services du CTA et directives de gestion de projet pour les partenaires du CTA	Rationaliser et améliorer les critères d'accès aux produits et aux services du CTA et mettre au point les stratégies d'application

ÉLABORATION DE MÉTHODES D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ET DE L'IMPACT

Activité	Thème	But
Étude et développement de capacité	Outils d'évaluation de la performance de produits et services d'information	Un réseau d'experts et de praticiens conduits par le CTA travaillant ensemble à la compilation, la révision, la validation et la production d'outils d'évaluation
Étude	Préparation d'un ouvrage sur l'évaluation de l'impact ; Réunion consultative à Maastricht, Pays-Bas (juillet)	Compiler et produire un ouvrage de sensibilisation sur la théorie et la pratique de l'évaluation d'impact, en faisant notamment référence aux projets, produits et services d'information agricole
Atelier	Feuille de route pour l'évaluation de l'impact et de la performance (septembre) ; sessions d'évaluation de l'impact ; session ouverte ; session consacrée aux différents outils d'évaluation	Mettre au point des méthodes pratiques d'évaluation de la performance et de l'impact des programmes d'information d'un bon rapport coût-efficacité
Étude	Projet inter-institutionnel d'évaluation des résultats du renforcement des capacités (manuel publié en septembre sur le sujet, intitulé <i>Evaluating capacity development</i>)	Contribuer à une meilleure compréhension des efforts de renforcement des capacités au sein des organisations de recherche et développement (R&D) et l'utilisation de l'évaluation pour la conception, la gestion et le suivi de ces efforts
Étude	Révision et validation du manuel CTA/ISNAR sur l'évaluation de l'impact et de la performance (manuel intitulé <i>Evaluating an information project: a letter to a project manager</i> , publié en décembre)	Produire un guide pratique actualisé d'évaluation des programmes d'information
Évaluation	Évaluation du programme du CTA Techniques et systèmes de GIC (rapport présenté en juin)	Évaluer la performance de ce programme et établir des directives et des stratégies visant à améliorer les futures interventions du CTA
Évaluation	Évaluation à mi-parcours des projets pilotes de distribution des publications du CTA (rapport final présenté en septembre)	Évaluer les performances de ce projet et établir des directives et des stratégies visant à améliorer les futures interventions du CTA

DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES ET RÉSEAUX INFORMATIQUES INTERNES

Activité	Thème	But
Renforcement des systèmes informatiques	Analyse et développement des logiciels de gestion de projet (nouveau système lancé en novembre)	Vérifier la configuration de ces logiciels et élaborer une stratégie de mise en œuvre

CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS DU CTA EN 2003

Janvier

- 20–29 *Visite d'étude* : Petite irrigation et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne
Partenaire : TWRDB
Lieu : Éthiopie
- 27–31 *Atelier* : Mise en place et développement d'un réseau régional de politiques agricoles aux Caraïbes
Partenaire : IICA
Lieu : Paramaribo, Suriname

Mars

- 3–4 *Atelier* : Politique Agricola : Appui à la mise en réseau des stratégies agricoles ACP par l'intermédiaire de plates-formes de collaboration par Internet
Lieu : Wageningen, Pays-Bas
- 25–27 *Réunion* : Dialogue régional sur les politiques et stratégies nécessaires à la reprise agricole et au commerce en Afrique australe (pour les acteurs du FANRPAN)
Partenaire : FANRPAN
Lieu : Gaborone, Botswana

31 – 8 avril

- Cours* : Gestion de l'information pour les SQR
Partenaire : KARI
Lieu : Nairobi, Kenya

Avril

- 7–8 *Co-séminaire* : Accords ACP/UE sur les produits de la pêche : vers une plus grande pérennité
Partenaire : Secrétariat du Commonwealth
Lieu : Bruxelles, Belgique
- 7–11 *Cours* : La communication institutionnelle pour les associations paysannes et les ONG
Partenaire : ECAPAPA
Lieu : Kampala, Ouganda

- 15–16 *Débat sur la filière du riz* : appui au forum électronique sur le commerce agricole
Lieu : Dakar, Sénégal

Mai

- 5–16 *Cours* : Biométrie
Partenaire : CABI
Lieu : Nairobi, Kenya
- 6–8 *Co-séminaire* : Espèces de plantes sous-utilisées
Partenaires : CTA, GFU, GTZ, IFAD, IPGRI
Lieu : Leipzig, Allemagne
- 12–16 *Co-séminaire* : Développer l'industrie de transformation des produits de la pêche et le secteur de l'exportation dans le Pacifique pour accroître les opportunités commerciales
Partenaire : CDE
Lieu : Madang, Papouasie-Nouvelle-Guinée
- 19–30 *Cours* : Production de fiches techniques
Partenaire : AREU
Lieu : Île Maurice
- 20–23 *Co-séminaire* : Un cadre juridique pour la gestion des ressources génétiques animales
Partenaires : CTA, FAO, GTZ, FAO, IPGRI, SADC
Lieu : Maputo, Mozambique
- 23–24 *Réunion* : Processus consultatif sur une évaluation internationale du rôle de la technologie et des sciences agricoles dans la lutte contre la faim, l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales et la stimulation d'une croissance économique durable pour l'environnement
Partenaires : Banque mondiale, IRETA
Lieu : Suva, Fidji

26–30 *Cours* : Gestion des questions-réponses
Partenaire : CARDI
Lieu : Ste-Lucie

26 – 3 juin
Cours : Gestion de l'information pour les SQR
Partenaire : CARDI
Lieu : Trinité-et-Tobago

Juin

8–13 *Co-séminaire* : 7^e Forum africain sur la lutte en faveur d'une croissance au service des plus démunis : définir les politiques nationales en fonction des priorités locales et maîtriser les processus
Partenaire : GTZ
Lieu : Pretoria, Afrique du Sud

23–27 *Cours* : Production et commercialisation de fleurs dans le Pacifique
Partenaire : IRETA
Lieu : Suva, Fidji

24–26 *Atelier régional* : Atelier de suivi sur la promotion des partenariats entre le CTA et les organisations nationales ACP en Afrique centrale
Lieu : N'Djamena, Tchad

Juillet

16–17 *Atelier* : Mise en place d'un observatoire régional sur l'oignon
Lieu : Niamey, Niger

21–24 *Atelier* : Détermination des thèmes prioritaires du RAIN
Partenaires : ASARECA, RAIN
Lieu : Nairobi, Kenya

21–25 *Cours* : Gestion de l'information et de la communication en agriculture
Partenaire : IRETA
Lieu : Kiribati

21 – 1^{er} août
Cours : Gestion des données scientifiques
Partenaire : UNAAB
Lieu : Abeokuta, Nigeria

28 – 1^{er} août
Atelier : Détermination des thèmes prioritaires d'ECAPAPA
Partenaires : ASARECA, ECAPAPA
Lieu : Nairobi, Kenya

Août

15–22 *Réunion* : Agents de liaison agricole IRETA
Partenaire : IRETA
Lieu : Îles Cook

Septembre

8–12 *Consultation inter-institutionnelle* : feuille de route pour l'évaluation d'impact et de performance
Lieu : Wageningen, Pays-Bas

22–26 *Cours* : Sensibilisation aux TIC
Partenaire : CARDI
Lieu : Antigua-et-Barbude

22–27 *Cours* : Rédaction de propositions
Partenaire : IRAD-Ekona
Lieu : Buela et Douala, Cameroun

23–25 *Réunion* : Sixième consultation d'experts de l'Observatoire du CTA sur les TIC, « Les TIC vont-elles révolutionner la vulgarisation agricole ? »
Lieu : Wageningen, Pays-Bas

Octobre

3–4 *Atelier* : Mise en place d'un observatoire régional sur les racines et les tubercules
Partenaire : CMA/AOC
Lieu : Bangui, République centrafricaine

- 6–11 *Cours* : Gestion des réseaux de politiques agricoles
Partenaire : CARDI
Lieu : Georgetown, Guyana
- 6–17 *Cours* : Création de pages Web
Partenaire : REPA
Lieu : Dakar, Sénégal
- 8–9 *Atelier* : Les jeunes et les femmes dans le développement de la politique agricole actuelle
Partenaire : IICA
Lieu : Georgetown, Guyana
- 13–17 *Visite d'étude* : Systèmes agricoles
Partenaire : IRETA
Lieu : Palau
- 20–24 *Co-séminaire* : Foncier rural et développement durable au Sahel
Lieu : Nouakchott, Mauritanie
- 20–31 *Cours* : Production de matériel de vulgarisation
Partenaire : INSTI-CSIR
Lieu : Accra, Ghana
- 21–24 *Séminaire du CTA* : Rôle de l'information dans la gestion durable de la fertilité des sols
Lieu : Arnhem, Pays-Bas
- 27–31 *Atelier régional* : Atelier de suivi sur la promotion des partenariats entre le CTA et les organisations nationales ACP en Afrique australe, de l'Est et de l'Ouest
Lieu : Abuja, Nigeria
- 17–18 *Atelier* : Atelier CariPestNet
Partenaire : CariPestNet
Lieu : Sainte-Lucie
- 17–21 *Co-séminaire* : Foncier rural et développement au Sahel et en Afrique de l'Ouest
Partenaires : CILSS, GTZ, IIED, IUCN, MAE, ROPPA
Lieu : Bamako, Mali
- 24–28 *Cours* : Systèmes d'information des marchés
Partenaire : INSTI
Lieu : Accra, Ghana
- 28 – 3 décembre
Réunion : 2^e réunion du groupe de travail informel ACP sur la science et la technologie (organisée par le CTA)
Lieu : Ede, Pays-Bas

Décembre

- 8–12 *Atelier régional* : Atelier de suivi et d'échanges avec les partenaires locaux et nationaux en Afrique de l'Ouest
Lieu : Bamako, Mali
- 8–16 *Cours* : Gestion de l'information pour les SQR
Partenaire : AGRHYMET
Lieu : Niamey, Niger

Novembre

- 10–14 *Atelier* : Développer l'agriculture biologique dans le Pacifique
Partenaire : IRETA
Lieu : Apia, Samoa
- 11–13 *Co-séminaire* : Impliquer la société civile dans le dialogue sur les accords de partenariat économique
Lieu : Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago

SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AAIS	African Association of Insect Scientists
ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ADAF-Gallé	Association pour le développement des activités de production et de formation
ADC	Austrian Development Cooperation
ADEPRINA	Association pour le développement de l'enseignement du perfectionnement et de la recherche à l'Institut national agronomique Paris-Grignon
AETFAT	Association pour l'étude taxonomique de la flore d'Afrique tropicale
AFOM	Atouts-point faibles-ouvertures-menaces
AGRHYMET	Centre régional de formation et d'application en agrométéorologie et hydrologie opérationnelle
AIAEE	Association for International Agricultural and Extension Education
AGRIDEA	Agricultural Information for the Development of Eastern Africa
AIF	Agence intergouvernementale de la francophonie
ANAFE	African Network for Agroforestry Education
ANE	acteurs non étatiques
ANOPACI	Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire
AOPP	Association des organisations paysannes professionnelles
APE	Accord de partenariat économique
APP	Accords de partenariat pour la pêche
ARC	Agricultural Research Council
ARDAF	Danish Agricultural and Rural Development Advisers' Forum
AREU	Agricultural Research and Extension Unit
ARMTI	Agricultural and Rural Management Training Institute
ASARECA	Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa
AVIDEL	Association villageoise pour le développement local
BIMTT	Bureau de liaison des centres de formation rurale
BIRA/UA	Bureau interafricain des ressources animales, Union africaine
BMZ	Bundeministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit
CABI	Centre for Agriculture and Biosciences International
CaFaNN	Caribbean Farmers and NGOs Network
CAIS	Caribbean Agricultural Information System
CAMID	Caribbean Agri-business Marketing Intelligence and Development Network
CARDI	Caribbean Agricultural Research and Development Institute
CARICOM	Caribbean Community
CASIDRA	Cape Agency for Sustainable Integrated Development in Rural Areas
CCS	Caribbean Crops Society
CDE	Centre pour le développement de l'entreprise
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CESAO	Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEJA	Conseil européen de jeunes agriculteurs
CEMAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CIAT	International Centre for Tropical Agriculture, Colombie
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CIMOA	Cook Islands Ministry of Agriculture

CIPMNET	Caribbean Integrated Pest Management Network
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CIRES	Centre ivoirien de recherches économiques et sociales
CMA/AOC	Conférence des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
CNAR	Centre national d'appui à la recherche
CNDIST	Centre national de documentation et d'information scientifique et technique
CNERV	Centre national d'élevage et de recherche vétérinaires
CNFP	Conseil national de financement populaire
CNRA	Centre national de recherche agricole
CNRST	Centre national de la recherche scientifique et technique
CODRA	Community Development and Relief Agency
COI	Commission de l'océan Indien
COLEACP	Comité de liaison ACP-UE pour la promotion des fruits tropicaux, légumes de contre-saison, fleurs, plantes ornementales et épices
COMESA	Communauté des Etats d'Afrique orientale et australe
CPDC	Caribbean Policy Development Center
CRDI	Centre de recherche pour le développement international
CSIR	Council for Scientific and Industrial Research
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
DDA	Agenda de développement de Doha
DFID	Department for International Development
DGCID	Direction générale de la coopération internationale et du développement
DORA	Diffusion d'ouvrages de référence sur l'agriculture (CTA)
DPSI	Département Produits et services d'information (CTA)
DSCC	Département Services et canaux de communication (CTA)
DSI	Diffusion sélective de l'information (CTA)
DSO	Direct Support to Training Institutes in Developing Countries
DSRP	Document stratégique de réduction de la pauvreté
DTSGIC	Département Techniques et systèmes de gestion de l'information et de la communication (CTA)
ECAPAPA	Eastern and Central Africa Programme for Agricultural Policy Analysis
ECDPM	Centre européen de gestion des politiques de développement
ECTAD	Eastern Caribbean Agriculture Trading and Development Company
ENDA	Environnement et développement du tiers-monde
ETC	Foundation for Ecology, Technology and Culture
FAKT	Consult for Management, Training and Technologies
FANRPAN	Food, Agricultural and Natural Resources Policy Analysis Network
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FENOP	Fédération nationale des organisations paysannes
FFA	Forum francophone des affaires
FFS	Farmer Field School, École paysanne de terrain
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIPA	Fédération internationale des producteurs agricoles
FIARA	Foire internationale de l'agriculture et des ressources
FMI	Fonds monétaire international
FUPRO	Fédération des unions de producteurs du Bénin
GAINS	Ghana Agricultural Information Service
GARDA	Gambia Rural Development Agency

GFAR	Global Forum on Agricultural Research
GFU	Global Facilitation Unit for Under-utilized Species
GIC	Gestion de l'information et de la communication
GNAFF	Ghana National Association of Farmers and Fishermen
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
HACCP	Hazard Analysis and Critical Control Point
IAMSLIC	International Association of Aquatic and Marine Science Libraries and Information Centres
ICIAR	Institut canadien pour l'inspection des aliments et la réglementation
ICIPE	International Centre of Insect Physiology and Ecology
IFDC	International Center for Soil Fertility and Agricultural Development
IFLA	International Federation of Library Associations and Institutions
IFS	International Foundation for Science
IICA	Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture
IICD	Institut international pour la communication et le développement
IIED	International Institute for Environment and Development
IIRR	International Institute for Rural Reconstruction
ILEIA	Information Centre for Low-External-Input Agriculture
INADES	Réseau international pour l'accès à l'information scientifique
INASP	International Network for the Availability of Scientific Publications
INIBAP	Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain
INGENIC	International Group for Genetic Improvement of Cocoa
INPA	Institut National de Pesquisa de Agraria
INRAB	Institut national des recherches agricoles du Bénin
INRAN	Institut de recherches agronomiques du Niger
INSAH	Institut du Sahel
INSTI	Institute for Scientific and Technological Information
InWENT	Internationale Weiterbildung und Entwicklung gemeinnützige GmbH
IPC	Comité des produits d'information (CTA)
IPGRI	International Plant Genetic Resources Institute, Italie
IRAD	Institut de recherche agricole pour le développement
IRAF	Institut de recherches agronomiques et forestières
IRAG	Institut de recherche agronomique de Guinée
IRC	International Rice Commission
IRED	Innovations et réseaux pour le développement
IRETA	Institute for Research, Extension and Training in Agriculture
ISG	International Support Group
ISNAR	International Service for National Agricultural Research
ISRA	Institut sénégalais de recherches agricoles
ISTRO	International Soil Tillage Research Organisation
ITDG	Intermediate Technology Development Group
ITRA	Institut togolais de recherche agronomique
ITU	International Telecommunication Union
IUCN	International Union for Conservation of Nature and Natural Resources
IWMI	International Water Management Institute
KAIPPG	Kenya AIDS Intervention Prevention Project Group
KARI	Kenya Agricultural Research Institute
KIT	Koninklijk Instituut voor de Tropen
KNFU	Kenya National Farmers' Union

LDU	Land Development Unit
LEAP-IMPACT	Learning and Evaluation Program-Impact
MAE	Ministère français des Affaires étrangères
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
NAQAS	Nigerian Agricultural Question-and-Answer Service
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NRI	Natural Resources Institute
NU	Nations unies
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
OTC	Obstacle technique au commerce
ONT	Obstacle non tarifaire
OP	Organisation paysanne
P&SC	Service de la Planification et services communs (CTA)
PAC	Politique agricole commune, Union européenne
PACODEV	Participatory Community Development
PMA	Pays les moins avancés
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PRAIS	Programme for Agricultural Information Services
PROCICARIBE	Caribbean Agricultural Science and Technology Network System
RAIN	Regional African Information Network
REPA	Réseau d'expertise en politiques agricoles
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles
S&T	Science et technologie
SADC	Southern African Development Community
SAILD	Service d'appui aux initiatives locales de développement
SANAT	South African Network on Animal Traction
SDC	Swiss Development Corporation
SDP	Service de distribution des publications (CTA)
SICAC	Système d'information et de communication agricole d'Afrique centrale
SIDA	Swedish International Development Agency
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIG	Système d'information géographique
SIM	Systèmes d'information des marchés
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
SPC	South Pacific Commission
SPG	Système de préférences généralisées
SPS	Sanitaires et phytosanitaires
SQR	Service questions-réponses (CTA)
SSO	South Sea Orchids Ltd
SUSAN	Sub-Saharan African Network
TIC	Technologie de l'information et de la communication
TSBF	Tropical Soil Biology and Fertility Institute
TSD	Traitement spécial et différencié
TWRDB	Tigray Water Resources Development Bureau
UE	Union européenne
UNAAB	University of Agriculture, Abeokuta
UNECA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique

UNFFE	Uganda National Farmers Federation
UNGC	Unité nationale de gestion et de coordination
USAID	US Agency for International Aid
WMCS	Wireless Monitor and Control Systems
WOFAN	Women Farmers Advancement Network
WRC	Water Resources Center
WSSEA	Weed Science Society for Eastern Africa
ZEE	Zones économiques exclusives
ZFU	Zimbabwe Farmers' Union
ZNFU	Zambia National Farmers' Union

